



Título: Standing group in southern european politics

Autor:

Fecha: 01/01/1982

Número: 0323

SYSTEME PARTISAN, CLIVAGES POLITIQUES ET
CLASSES SOCIALES EN TURQUIE (1960-1980):
QUESTIONS DE METHODE ET ESQUISSE D'ANALYSE.

Gemih VANER
Fondation Nationale des
Sciences Politiques (Paris)

Paper to be presented at the EUPR workshop on "Political culture and
Party systems in Southern Europe", Aarhus, March 29 th - April 3rd, 1982.

Rares sinon quasiment inexistantes sont les études approfondies de politique comparative qui incluent la Turquie dans l'aire géographique de l'Europe du Sud. Avant d'aborder l'analyse du système partisan turc, on est, par conséquent, inévitablement amené à s'interroger sur la place véritable de la Turquie et on sent la nécessité de justifier, du moins partiellement que ce pays pourrait être étudié dans le cadre géographique de l'Europe du Sud (1).

En fait, essentiellement dans la littérature scientifique américaine, divers aspects de la vie sociale et politique de la Turquie ont été souvent étudiés dans le cadre du "Moyen-Orient". N'en déplaise aux kémalistes orthodoxes, l'appartenance de la Turquie, sur le plan culturel, au Moyen-Orient, aussi, est indéniable, même si une politique étrangère résolument atlantiste a éloigné ce pays de la plupart de ses voisins arabo-islamiques, surtout dans les années 1950. Comme dans la quasi-totalité des pays de la région, l'Islam a marqué très profondément son histoire, ses structures sociales, ses traditions politiques. Ceci est surtout vrai pour le peuple et les notables locaux qui gardent la culture islamique et rurale contrairement aux élites bureaucratiques et intellectuelles qui ont adopté la culture occidentale et urbaine. En revanche, sur le plan de développement économique, en dépit des caractéristiques communes de dépendance et de sous-équipement qui sont aussi celles de tous les pays du Tiers-Monde dont la Turquie pourrait être considérée à maints égards comme partie intégrante, ce dernier pays se trouve à un stade d'industrialisation plus avancé que ses voisins du Moyen-Orient. En effet, mis à part le cas particulier d'Israël, il est à bien des points de vue, le pays le plus développé de la région. Avec 25 % de la population et 16 % du P.N.B. du Moyen-Orient, il possède la moitié de l'acier et du ciment, édite 40 % des livres (2). Mais, c'est essentiellement, et c'est ce qui nous intéresse le plus ici, sur le plan politique qu'il se distingue le plus d'eux. Il est avec Israël et malgré les intermédiaires militaires, le seul pays de la région qui a pu maintenir depuis la fin de la seconde guerre mondiale un régime pluraliste de type

occidental. Il y existait -avant leur dissolution en 1981- plusieurs partis politiques légaux aux idéologies différenciées, l'information y est pluraliste.

Par cet aspect et par bien d'autres, la Turquie se rapproche de l'Europe du Sud. Hormis la présence de ce pays dans les organisations inter-étatiques auxquelles appartiennent également la plupart des pays méridionaux européens (telles que l'OTAN, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, etc.) qui ne peut fournir un critère hautement significatif pour une analyse politique comparative, on peut déceler, avec Guy Hermet, tout en soulignant l'hétérogénéité de cette région (3), certains traits communs de leurs systèmes politiques : la proximité plus ou moins grande de périodes autoritaires; leur double situation sur l'axe Nord-Sud du système international ; "démocraties octroyées par la dictature, sans rupture institutionnelle et sans épuration ni renouvellement sensible du personnel politique" (4) (dans les cas de l'Espagne et de la Turquie) ; situation de semi-périphérie par rapport aux nations plus septentrionales du continent européen ; une culture politique longtemps marquée par le clientélisme

I - L'évolution des partis politiques turcs : les limites de l'approche "développementaliste".

Il y a quatre façons d'aborder l'origine des partis politiques : institutionnaliste, historico-conflictuelle, développementaliste et fonctionnaliste. Pour d'aucuns, tenants de l'une de ces approches, celles-ci s'affirment mutuellement exclusives. Pour d'autres, au contraire, la synthèse de deux ou plusieurs approches se révèle chose faisable et même souhaitable, sans que cela ne nuise à la rigueur théorique de l'ensemble.

L'approche dite du développement politique que notre atelier semble privilégier, explique l'émergence des partis par le concept de modernisation. A la base de cette thèse se trouve, comme on le sait, l'idée d'une corrélation entre niveau de développement socio-économique et démocratie. Directement dérivées des théories économiques du développement, les théories du "développement politique" postulent que les sociétés du Tiers-Monde doivent s'acheminer vers une sorte d'état d'achèvement, suivant un processus linéaire conduisant d'un système politique traditionnel à un système politique moderne.

On sait que la théorie du développement politique, surtout dans sa forme initiale qui procédait à l'élaboration des thèses explicatives à prétention universelle, a subi le contrecoup des critiques importantes qui lui ont été progressivement adressées. B. Badie, dans son ouvrage sur "Le développement politique" (5) met en évidence l'influence des visions organicistes et évolutionnistes sur la théorie développementaliste et le postulat sur lequel elle s'appuie : le changement représenté comme un processus isomorphique et cumulatif, comme une croissance finalisée vers la démocratie représentative. Cette approche verse souvent en effet dans l'ethnocentrisme (la "célébration nationale" selon le mot de C.W. Mills) et une vision monolinéaire de l'histoire (6).

L'approche développementaliste que beaucoup de politologues turcs et nord-américains ont adoptée pour expliquer l'évolution du système politique turc souvent sans assez s'interroger sur les spécificités de la société turque qui la distinguent des sociétés occidentales (7), n'est pourtant pas dépourvue de tout intérêt, du moins dans sa version plus récente qui s'attache à retrouver, dans l'histoire, l'explication du développement politique suivi par chaque société.

D. Rustow qui voit en la Turquie un "banc d'essai pour la démocratie dans les pays en voie de développement", distingue dans l'histoire des partis politiques turcs, depuis le dernier quart du XIX^e siècle, des périodes alternantes d'expansion et de contraction qu'il appelle "diastole" et "systole" (8). Durant la première phase de chaque cycle, il y a une grande liberté d'organisation en comparaison avec la période précédente. Ainsi le développement relativement libre de l'opinion publique et l'organisation politique naissante de 1865 à 1878 qui pourrait être considérée comme la phase d'expansion du premier cycle, est suivie par l'autocratie d'Abdülhamid (1878-1908) (9). La révolution Jeune-turque de 1908 inaugure une phase de prolifération de partis, suivie par la dictature de l'Union et Progrès entre 1913-18. Il s'ensuit une période de relative liberté d'expression alternant avec le pouvoir dictatorial du parti unique (1923-1945). On pourrait distinguer les mêmes cycles pour les périodes ultérieures d'après-guerre et la première phase du pouvoir du Parti démocrate avec le retour aux méthodes autoritaires vers la fin des années 50. L'intermède du régime militaire en 1960-61 ouvre la voie à une période d'activités

plus libres et plus intenses des partis politiques. Rustow qui emploie la métaphore de Lénine "deux pas en avant, un pas en arrière", relève que chaque "diastole" correspond à une phase de plus grande expansion par rapport aux précédentes. Selon l'auteur, la première période (1865-1908) est celle de l'organisation de la conspiration (conspirational organization). Dans les deux périodes suivantes (1908-1945) les partis deviennent les instruments pour l'organisation de l'élite dirigeante. Enfin, dans les deux dernières (depuis 1945), les partis servent la mobilisation politique des masses (10). Ce schéma qui donne une description assez juste et commode de l'évolution des partis politiques est néanmoins muet en ce qui concerne les raisons profondes qui sont à l'origine des transformations et des crises qui, à leur tour, affectèrent le système politique et les relations que les partis entretenaient avec les forces sociales en présence dont ils servaient les intérêts et les élites dont il reflétaient les conflits internes.

Sans aller trop loin dans l'aperçu historique, pour ne pas déborder notre sujet, nous devrions nous efforcer d'expliquer, ne serait-ce que très brièvement, la nature du régime du parti unique (1923-46) en Turquie et le passage au multipartisme. S. Huntington relève que le parti unique peut remplir deux types de fonction : soit maintenir et consolider la bifurcation, en limitant les forces de l'adversaire et en animant ainsi un système politique de type "exclusionnaire" (comme dans la Turquie kémaliste), soit procéder de façon autoritaire à la transformation complète de la société en cherchant à atteindre toutes les forces qui la composent et en prenant la direction d'un système politique de type "révolutionnaire" (comme dans le Ghana de Nkrumah) (11). Reprenant la typologie de Huntington, Özbudun estime qu'entre les deux catégories, il pourrait y avoir place -et c'est là qu'il situe le régime kémaliste- pour une catégorie de système politique "tutélaire" qui, comme les autres régimes autoritaires, limite la participation politique des groupes subordonnés (12). "On the contrary, by emphasising the role of an educator it strives gradually to broaden the scope of political participation" (13) écrit-il.

Il est vrai que sous Mustafa Kemal, le monopartisme n'a jamais été érigé en une doctrine. Atatürk qui rêvait d'une "opposition constructive" destinée à agir comme aiguillon au sein du Parlement s'est efforcé plusieurs fois -mais pas avec assez de fermeté- de mettre fin au régime du parti unique en laissant former des partis concurrents, misant aussi sans doute sur l'incapacité de ceux-ci de prendre le pouvoir. Bien qu'ils aient été dissout après une existence de quelques mois, le "Parti Progressiste" créé en 1924 et le "Parti Libéral" constitué en 1930 (14), annoncent néanmoins la possibilité de l'avènement du multipartisme.

Une interprétation "développementaliste" du passage au multipartisme en Turquie s'appuie sur le concept de "centre/périphérie" (15) et réduit pratiquement la dynamique sociale à la dichotomie entre les élites bureaucratiques et les masses rurales. Dans ce clivage, le "centre" est formé par les intellectuels, la haute bureaucratie (upper bureaucracy) et les militaires, tandis que la "périphérie" comprend le reste de la société, c'est-à-dire les notables locaux et les classes inférieures (lower classes) (16). Selon cette interprétation, le Parti Démocrate fondé en 1945 serait le représentant de la "périphérie" et le Parti Républicain du peuple incarnerait le "centre". Une telle vision, sans être totalement inexacte -parce qu'elle éclaire un aspect important du système politique turc-, occulte les affrontement sociaux, les antagonismes de classes et le poids des facteurs internationaux -critique que l'on pourrait adresser à l'encontre de l'approche développementaliste dans son ensemble- et se révèle nettement insuffisante pour expliquer la nature du régime partisan de la période 1961-80 qui nous retient le plus ici.

En effet, toute interprétation qui, à côté de la dialectique "centre/périphérie" dont l'analyse est, répétons-le, nécessaire pour la compréhension de la société turque, ne soulignerait pas assez les facteurs socio-économiques, risquerait d'être gravement incomplète. Le Parti Démocrate naquit, en fait dans un contexte de changement socio-économique profond. La "loi relative à l'impôt sur la fortune" instituée en 1942 pour des bénéfices de guerre et pour aplanir les difficultés budgétaires causées par la guerre et "la loi sur la réforme agraire" promulguée en 1945, mécontentèrent vivement les propriétaires terriens et la bourgeoisie

commerçante. Celle-ci apparue avant et surtout pendant la deuxième guerre mondiale, commença à attaquer les entreprises économiques de l'Etat qui formaient des obstacles à la libre entreprise et revendiqua plus de débouchés pour ses capitaux que n'en offrait la politique étatiste.

A cette dynamique interne, s'ajoutèrent des facteurs extérieurs qui poussaient au changement, comme la déclaration de la Charte des Nations Unies, la conférence de San Francisco et la victoire de la lutte des nations démocratiques contre les régimes autoritaires. D'autre part, la décision soviétique, en mars 1945, de ne pas renouveler le traité d'amitié et de non-agression qui liait les deux pays depuis 1925, inquiétait beaucoup les dirigeants d'Ankara ; elle leur fournit un autre prétexte pour se rapprocher de l'Occident.

II - La période 1960-1980 et les typologies multidimensionnelles

Dans son ouvrage pionnier sur "les partis politiques", Duverger met l'accent sur leur étude en termes d'organisation. Les concepts de "partis de cadres" et de "partis de masse" sont le fondement de sa typologie de partis. La distinction ne repose pas sur la dimension ou le nombre des membres, il s'agit d'une différence de structure. Ainsi les partis de cadres, "ne visent pas (...) à grouper un nombre d'adhérents aussi élevé que possible, mais à réunir des notables : la qualité leur importe plus que la quantité . Ces notables sont recherchés soit à cause de leur prestige qui leur confère une influence morale, soit à cause de leur fortune qui leur permet d'aider à couvrir les frais des campagnes électorales" (17). Quant au "parti de masses", "il cherche d'abord à faire l'éducation politique (...), à dégager (...) une élite. Les adhérents sont donc la matière même du parti, les substances de son action" (18).

L'étude des partis politiques turcs sous l'angle de leur organisation révèle certes la nature de l'environnement socio-politique dans lequel ils évoluent, mais ne fournit pas véritablement la clef d'analyse pour leur différenciation. De ce point de vue, la quasi-totalité d'entre eux s'apparentent aux partis de cadres. Ils cherchent à s'appuyer sur les notables et, en dépit des efforts consentis par le P.R.P. dans le

sens inverse, dans les années 70, ils attachent peu d'importance à l'adhésion. Par ailleurs, analysant la composition sociale des organes exécutifs centraux de deux grands partis politiques, en l'occurrence le P.R.P. et le Parti de la Justice, pour la période 1961-1970, un observateur aboutit au résultat que 39 %, 42 %, et 10 % des membres des dits organes du P.R.P. proviennent respectivement de la bureaucratie, des professions libérales et des milieux d'affaires contre 36 %, 36 % et 19 % pour le P.J. (19). Certes on peut remarquer le taux plus élevé de la représentation des milieux d'affaires au sein des organes dirigeants du P.J. de tendance libérale, mais il n'y a pas de différence majeure entre les dirigeants de ces deux partis du point de vue de leur origine sociale. La seule exception sur ce plan fut le Parti Ouvrier de Turquie qui, dans sa structure et son idéologie, était proche des P.C. occidentaux léninistes, mais dont l'influence, mise à part la législature 1965-69, ne fut pas de grande portée, surtout sur le plan électoral.

Sans sous-estimer l'aspect de l'organisation, devrions-nous par conséquent nous retourner vers d'autres approches pour essayer de saisir le phénomène partisan turc dans sa complexité et sa mutation. La thèse classique de la dualité entre la droite et la gauche ne pouvant être retenue telle quelle comme fondement théorique d'une analyse rigoureuse, il importerait de se référer à la base sociale qui sous-tend le dualisme. Il n'est pas possible de ramener toutefois tous les partis à des causes qui touchent à l'infrastructure. On ne saurait par conséquent analyser les superstructures de la société, sauf à se confiner dans un économisme stérile, sans se référer à une perspective théorique complémentaire.

Duverger, sans abandonner la dualité entre la droite et la gauche, recense par ailleurs une série d'oppositions qui peuvent se superposer : politiques (monarchistes contre républicains, etc.) sociales (ouvriers contre bourgeois, etc.), économiques (dirigistes contre libéraux), religieuses (cléricaux contre laïcs ou catholiques contre protestants), ethniques, diplomatiques (pro-soviétiques contre atlantistes) et même historiques (action des oppositions révolues). La thèse de la superposition des dualismes -ou ce qu'un auteur appelle "d'orthogonalité

des dimensions conflictuelles bipolaires" (20)- présente une incontestable puissance analytique : aucun multipartisme ne lui échappe. Elle peut aider à comprendre, dans une certaine mesure, l'embrouillamini de la constellation partisane en Turquie, dans la période qui nous concerne. Elle demeure toutefois empirique sinon fondée sur une observation très immédiate des faits et ne s'avère pas tout à fait satisfaisante pour sous-tendre tout un cadre théorique d'analyse.

L'apport de Stein Rokkan fut de reprendre l'intuition de Duverger et sa perspective théorique dite du "conflit/intégration" pour la confronter au paradigme de Parsons et forger ainsi un cadre d'analyse permettant de rassembler tous les dualismes empiriquement dispersés en un système de quatre clivages fondamentaux. La théorie ainsi construite combine à la fois les visions historico-conflictuelles, du développement politique et fonctionnaliste. Elle évite ainsi, fort judicieusement les écueils que heurte l'application isolée de ces approches.

Dans la thèse rokkanienne de quatre clivages fondamentaux, deux d'entre eux sont des produits immédiats de ce que l'on pourrait appeler la révolution nationale : le conflit entre le centre, édificateur d'une culture nationale et la résistance croissante des populations assujetties et ethniquement linguistiquement ou religieusement distinctes, en province et dans les périphéries : le conflit entre l'Etat-nation, centralisateur, standardisateur et mobilisateur, et les privilèges corporatifs historiquement établis de l'Eglise. Deux autres de ces clivages sont des produits de la révolution industrielle : le conflit entre les intérêts ruraux et la classe montante des entrepreneurs industriels : le conflit entre possédants et employeurs d'un côté et non-possédants, travailleurs et ouvriers de l'autre (21). La configuration actuelle des systèmes de partis s'expliquerait dès lors par l'interaction de tous ces clivages, par les formes et les intensités diverses qu'ils ont pu connaître d'une société à l'autre et par les circonstances différentes qu'ils ont pu rencontrer, ça et là, au cours de leur essor.

L'approche de Rokkan n'est pas certes exempte de critique. On peut lui reprocher notamment de ne pas expliquer l'origine des révolutions (22) (à l'exception de la révolution industrielle), de rester à

un niveau statique, d'établir des correspondances et des corrélations sans pouvoir dégager les aspects dynamiques du phénomène, sans analyser la genèse des conflits ni les mécanismes qui ont déterminé leur traduction politique (23). Seiler tente d'y remédier en proposant une synthèse entre la vision marxiste des partis politiques et celle du paradigme des clivages, interprétation à laquelle nous adhérons (24).

Certes, Duverger et surtout Rokkan ont élaboré leur paradigme à partir de l'expérience politique des pays du vieux continent qui ont accompli leur révolution industrielle et qui possèdent l'héritage historique et idéologique exprimé par la civilisation judéo-chrétienne, ce qui amène l'auteur d'une étude récente sur les partis et les familles politiques, profondément influencé par ces deux politologues, à exclure de son aire d'investigation une autre société industrielle pluraliste, à savoir le Japon (25) tandis que la Turquie n'est même pas mentionnée. Sans renier l'importance de ce facteur culturel -il suffit de rappeler par exemple que le conflit entre l'Etat et l'Eglise en Europe occidentale ne pourrait se poser évidemment dans les mêmes termes dans une société islamique- et le fait que la Turquie se situe à mi-chemin entre une société industrielle et agraire, on ne saurait sous-estimer l'expérience pluraliste de ce pays et certaines similitudes ^{qui} apparaissent entre le développement politique des sociétés européennes et la Turquie. Comme l'a écrit Badie à propos de ce qui distingue et rapproche les sociétés occidentales et celles du Tiers-Monde en général : "La part de similitude garantit la possibilité de construire des modèles formels d'analyse dotés d'une véritable portée universelle, mais elle explique aussi la puissance de la tentation ethnocentrique encore très présente dans la science politique moderne" (26). Ajoutons pour notre part et en ce qui concerne la Turquie que, si on réussissait à dresser un tableau théorique comparatif des clivages et des dynamiques de changement politique des sociétés du Tiers-Monde -ce qui n'est pas encore vraiment le cas-, les mêmes précautions s'imposeraient pour étudier ce pays dans ce cadre d'analyse, compte tenu de ses spécificités historiques, culturelles et sociales.

III - Esquisse d'analyse des partis politique turcs de la période 1961-1980.

Les années soixante et soixante-dix constituent une période charnière dans l'histoire de la République turque, se situant entre deux réactions politiques, deux interventions militaires. La première en 1960, contre le pouvoir du Parti démocrate, régime fermé, avec des pratiques anti-kémalistes et propagateur d'un capitalisme sauvage, la seconde, en 1980, aussi importante que la première -quoique très différente- du point de vue du développement socio-économique et des institutions politico-juridiques.

En effet, au cours de cette période, on a assisté en Turquie, à une réorganisation des forces sociales, à des changements sociaux et politiques sans précédent : un taux élevé d'urbanisation, l'accroissement des parts de l'industrie et du secteur des services dans le produit national au détriment de la part de l'agriculture, un taux de développement annuel de l'économie de 6 % en moyenne (jusqu'en 1974), une importante mobilité sociale, des communications facilitées par un grand réseau routier et le développement des mass-media, une vie intellectuelle relativement active, une presse libre. Le pays s'engageait parallèlement dans un processus accéléré de développement capitaliste. Malgré les survivances semi-féodales, les rapports de production capitalistes devenaient des rapports dominants ; l'industrialisation s'accompagnait dialectiquement de la croissance d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse et les masses laborieuses vivaient la période la plus libre, la plus démocratique de leur histoire grâce aussi et notamment à la Constitution de 1961 qui introduisait dans la vie politique, l'ensemble des libertés d'expression et d'organisation et, par ailleurs, établissait la séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire indépendant.

Le pluripartisme -on pourrait l'appeler le bipartisme (27)- des années 1945-60 était loin d'assurer la représentation de toutes les idéologies et de toutes les catégories sociales du pays. Les partis, pour ainsi dire sans doctrines, étaient des rassemblements d'intérêts où chacun se sentait obligé de se prévaloir du kémalisme. Le P.R.P. et le P.D. qui furent les deux grands partis de l'époque, étaient, tant l'un

que l'autre, des groupements de notables qui différaient plus par le genre de clientèle qu'ils recherchaient que par leur idéologie et leur programme. Les querelles de personnes qui semblent être un trait particulier de la culture politique turque, occupaient plus de place dans la vie politique que les conflits d'opinion. Ainsi n'était-il pas étonnant de voir plusieurs membres d'un parti, parlementaires ou non, quitter leur parti et s'affilier au parti adverse. Ceci est d'ailleurs resté une constante de la vie politique turque, même dans les années 70.

Toutefois, la transformation socio-politique de la société turque, dont il sont aussi, dans une certaine mesure, les auteurs, a amené les partis politiques à se définir sur le plan idéologique, à présenter des programmes moins ambigus que par le passé, s'efforçant de proposer des solutions concrètes aux problèmes du pays. On pouvait appeler le multipartisme turc un multipartisme modéré. A cause des restrictions institutionnelles (28) et des raisons sociologiques, le multipartisme turc (*) qui comportait une aile droite très large était loin d'être aussi polarisé que ceux de la plupart des pays de l'Europe du Sud. A ce propos, il importe de manier avec une extrême prudence les notions comme celles de "polarisation" et surtout "d'institutionnalisation". Se référant à Huntington qui note qu'un système n'est efficace et viable que s'il est

(*) Le multipartisme a été favorisé par le système électoral. Alors que le système électoral appliqué entre 1946 et 1960 était le scrutin de liste majoritaire à un tour au niveau départemental, qui favorisait le bipartisme, les élections de 1961 ont eu lieu selon le système d'Hondt. Mais la restriction faite dans l'application du système favorisait plutôt les grands partis. En effet, le désavantage pour les petits partis découlait du fait que leurs voix risquaient de ne pas être comptées si celles-ci ne dépassaient pas le coefficient "barrage" établi par la division du total des suffrages exprimés au nombre des sièges à pourvoir.

Aux élections de 1965, on a institué le système de la représentation proportionnelle intégrale. On visait ainsi à assurer aux petits partis une représentation équitable au sein du Parlement. Le P.J., après son arrivée au pouvoir en 1965, s'efforça d'imposer le rétablissement de la loi électorale de 1961 et l'obtint. La Cour Constitutionnelle abolit cependant le "barrage" contraire au principe démocratique qui suppose la libre représentation de toutes les tendances. Néanmoins, la suppression des restes nationaux fut maintenue. Selon le présent système, on divise tout d'abord le chiffre des suffrages exprimés en faveur de chaque liste successivement jusqu'à concurrence du nombre de sièges en lice. Ensuite on retient les quotients dans l'ordre décroissant jusqu'à concurrence des sièges à pourvoir.

marqué par un degré élevé d'institutionnalisation (29) (dont les critères sont l'adaptabilité, la complexité, l'autonomie, la cohérence), un auteur constate que la tendance au bipartisme est très nette dans les régions d'un niveau élevé de développement et que par conséquent, -le vote en faveur de deux plus anciens partis à savoir le P.R.P. et le P.J. étant un indice d'institutionnalisation- la modernisation socio-économique en Turquie semble être corrélativement positive avec l'institutionnalisation du système politique (30). Or l'institutionnalisation reste "un critère beaucoup trop général, beaucoup trop compréhensif et, en fait, beaucoup trop superficiel, pour mettre en évidence une dimension significative du développement ou de la décadence politique" (31) et la description que donne Huntington du système politique le plus développé rappelle singulièrement les traits du système politique américain. Quant à la "polarisation" il conviendrait de souligner que, en dépit d'une certaine tendance dans ce sens, et si l'on se limite aux partis qui ont été représentés au Parlement, elle est essentiellement le produit du poids important et, en tout cas disproportionné par rapport à son influence électorale, qu'a pu gagner un parti "anti-système" (32) en l'occurrence le Parti de l'action nationaliste, protofasciste, d'une part en raison de l'arithmétique parlementaire qui rendait difficile la constitution des gouvernements s'appuyant sur un ou deux partis, d'autre part grâce à la protection dont il a bénéficié de la part du Parti de la Justice pour des raisons de stratégie politique. Quant aux deux autres partis que l'on qualifie trop souvent et parfois trop rapidement d'"extrémistes", force est de constater qu'ils n'ont pas agi comme des partis "anti-système", même si leurs projets implicites de société, -la "dictature du prolétariat" pour le Parti ouvrier de Turquie, d'après 1968 et "la loi du Charia" pour le Parti du salut national s'avèrent en définitive, incompatibles avec une démocratie parlementaire.

A) Présentation des partis politiques

Dans une première étape nous classerons les partis politiques turcs selon l'axe "droite/gauche" -tout en étant conscient de l'ambiguïté qui entoure ce dualisme et de ses limites explicatives dans le discours scientifique-, en mettant l'accent sur leur genèse, leur base sociale, leur idéologie et leur influence électorale, pour tenter de les situer par la suite dans les schémas des clivages fondamentaux.

1) Les partis de droite

- a) Le Parti de la Justice

Fondé en 1961 pour prendre la relève du P.D. dissous après le coup d'Etat de 1960 et présidé depuis 1964 par S. Demirel, le P.J. resta seul au pouvoir de 1965 jusqu'au mémorandum du 12 mars 1971. Ce parti, qui lors des élections de 1969, avait obtenu la majorité absolue avec 256 sièges mais qui était sorti très diminué des élections de 1973, avait récupéré, en 1977, une grande partie des voix qu'il avait perdues au bénéfice du Parti démocratique. Gagnant plus de deux millions de suffrages par rapport à 1973, il passait de 29,8 % à 36,9 % des suffrages exprimés et obtenait 189 sièges à l'Assemblée Nationale.

Visant à créer dans le cadre d'un ordre économique et social reposant sur la famille, le droit successoral et la propriété privée, un Etat du bien-être, le P.J. représentait essentiellement les intérêts de la bourgeoisie industrielle et financière mais avait également une grande audience dans les milieux ruraux. Sur le plan électoral, c'est dans les provinces situées sur le "Croissant fertile" (Nord-Ouest-Sud) que le P.J. était le mieux implanté. Les rapports de production où le degré de l'expropriation de la plus value agricole n'est pas très élevé, l'influence des notables locaux, le manque d'instruction des masses, le souvenir négatif du régime du parti unique, l'esprit pragmatique de l'électorat paysan, les satisfactions à court terme et les pressions dont étaient parfois l'objet les électeurs paysans, peuvent être cités comme les facteurs principaux qui favorisaient le P.J. dans les campagnes où il trouvait ses supporteurs les plus fidèles.

- b) Le Parti de la Nouvelle Turquie

Le Parti de la liberté engendré par un groupe de députés libéraux du P.D. n'avait pas pu se développer. Il devenait le Parti de la nouvelle Turquie en 1961, avec presque la même équipe d'anciens du P.D. ayant évidemment des ambitions sur la clientèle de ce dernier. Présidé par E. Alican, un économiste libéral, le P.N.T. qui avait obtenu 14 % des suffrages exprimés, 27 sénateurs et 61 députés aux élections législatives de 1961, perdait à peu près la moitié de ses sièges au Parlement à la suite des scissions internes avant de disparaître vers la fin des années 60.

Ce parti était avant tout opposé à l'étatisme, à la bureaucratie et vantait les mérites de l'initiative et du capital privés. Il représentait essentiellement les intérêts de la bourgeoisie agraire. Aux élections de 1961, il avait trouvé un soutien dans les provinces de l'Est où règne un régime semi-féodal.

- c) Le Parti de la Nation

Le Parti de la Nation vit le jour en 1948 par la dissidence du P.D. de certains éléments d'extrême-droite. Dissout en 1953, en raison des activités antilaïques, le P.N. réapparut l'année suivante sous un nom presque identique ; le Parti Républicain de la Nation. Par ailleurs, le Parti des Paysans qui fut aussi créé en 1952, par quelques anciens du P.D., s'unissait au P.R.N. à la veille des élections de 1957, pour devenir le Parti Républicain Paysan de la Nation, regroupant principalement des éléments de l'extrême-droite d'humble origine, alors que les milieux aisés continuaient à soutenir le P.D.

En 1962, on assista à la résurrection du P.N. par la démission du P.R.P.N. de plusieurs parlementaires qui ne voulaient pas participer à une coalition avec le P.R.P. Ainsi, jusqu'en 1965, les deux cohabitèrent à l'Assemblée comme les deux ailes d'un même parti. Ils représentaient le courant ultra-conservateur et nationaliste. La véritable scission entre eux n'est intervenue qu'en 1965, lorsque le colonel Türkeş a accédé à la présidence du P.R.P.N. Formation de faible audience, basée sur la popularité de son leader, Bülükbaşı, le P.N. était présidé après la retraite de ce dernier, en 1972 par C. Tural, ancien chef d'état-major des armées, qui tenta un virage mal défini à gauche, ce qui a provoqué la désagrégation du parti.

- d) Le Parti de l'Action Nationaliste

Le P.R.P.N. devint le Parti de l'Action Nationaliste en 1969. Formation d'extrême-droite, ce parti était dirigé par un groupe d'anciens officiers membres de la Junte écartés en 1960 à cause de leurs tendances autoritaires et dont le chef de file était l'ancien colonel Türkeş qui,

dans sa jeunesse avait participé au mouvement pan-touranien. Le P.A.N. dont l'idéal était d'obtenir l'unité avec les pays d'ethnie turque, s'est implanté au sein d'une partie de la jeunesse et a fait régner la terreur sur les milieux démocratiques grâce à son organisation de "commandos", les "loups gris" inspirés des S.A. hitlériens.

Pourvu d'un capital électoral assez faible mais en expansion (de 3 % des suffrages exprimés et 1 élu en 1969 à 6,4 % des suffrages exprimés et 16 élus en 1977), bénéficiant des faveurs d'une fraction notable des propriétaires fonciers du Centre-Est et de la bourgeoisie commerçante, recrutant la majeure partie de ses militants dans la jeunesse déracinée et désœuvrée, le P.A.N. a profité de ses multiples passages au gouvernement, après 1975, pour noyauter l'appareil d'Etat.

- e) Le Parti du Salut National

Fondé en 1972 pour prendre la relève du Parti de l'Ordre national interdit en 1971 par la Cour Constitutionnelle en raison de ses activités antilaïques, le P.S.N. préconisait le retour au droit islamique. Il était dirigé par N. Erbakan, ancien président de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de Turquie, qui avait en vain essayé de se porter candidat sous les couleurs du P.J., lors des élections de 1969. Se heurtant au veto de Demirel, il avait dû se présenter comme "indépendant" dans le département de Konya et avait été élu avec une facilité surprenante grâce à l'appui des commerçants et industriels locaux. Les croyances religieuses, jusqu'alors exploitées par le P.J., ont été canalisées depuis 1973 par le P.S.N. implanté solidement, en un temps record, dans tous les départements et qui se réclamait de la moyenne et de la petite bourgeoisie anatolienne menacées par le grand capital.

Le P.S.N. avait considérablement modifié la balance électorale en 1973 en s'appropriant une partie importante des voix du P.J. En 1977, même s'il reculait nettement, il continuait néanmoins à conserver sa position de "parti-clé" au Parlement. Le P.S.N. obtenait la très grande majorité de ses sièges dans les provinces de l'Est de l'Anatolie, comme en 1973.

- f) Le Parti Démocratique

Fondé par un groupe de dissidents du P.J., en décembre 1970, le Parti Démocratique s'efforçait de canaliser l'électorat de la moyenne et petite bourgeoisie anatolienne à laquelle se joignaient les grands propriétaires terriens. Ce parti qui était contre la réforme agraire et qualifiait le coopérativisme de "pratique collectiviste" avait obtenu le soutien actif des anciens dirigeants du Parti Démocrate. Pour le P.D. qui avait déjà perdu en 1975 la moitié de ses élus revenus à leur formation d'origine les élections de 1977 se soldaient par un désastre. Passant de 11,9 % des voix et 45 députés en 1973, à 1,8 % des voix et 1 député en 1977, il a fini par fusionner avec le P.J.

- g) Le Parti républicain de la confiance

Le Parti républicain de la confiance était une formation constituée par la fusion, en 1973, d'un premier groupe de dissidents du P.R.P. qui, s'opposant à la ligne centre-gauche adoptée par celui-ci, avaient fondé en 1967, sous la présidence de T. Feyzioğlu, le Parti de la Confiance et d'un second groupe de dissidents du même parti qui fondèrent le Parti républicain. Partenaire le plus loyal du P.J. dans les divers gouvernements de coalition, il obtenait seulement trois sièges en 1977 et risquait de disparaître de la scène politique.

2) Les Partis de gauche

- a) Le Parti républicain du peuple

La plus ancienne formation politique du pays, fondée en 1923 par Kemal qui fut son président jusqu'à sa mort en 1938, parti unique jusqu'en 1946, présidé sans interruption par İnönü pendant trente-cinq ans, le P.R.P. changea de chef et de ligne en 1972, pour adopter une politique social-démocrate sous la direction d'Ecevit.

Surtout depuis les élections de 1973, le P.R.P. ralliait des courants très divers : intellectuels, petits artisans et commerçants, petits exploitants agricoles et paysans sans terre et même certains industriels effarés par les projets d'industrialisation à outrance. Quant à la classe ouvrière, ses voix se sont réunies également en 1977 comme en 1973, autour du programme réformiste du P.R.P., ce fait semble confirmé

par la très forte augmentation des suffrages accordés au P.R.P. -en 1973 et surtout en 1977- dans les quartiers populaires des grandes villes industrialisées. Les prises de positions des syndicats progressistes et de la centrale syndicale D.I.S.K., de tendance socialiste, entre autres, sont pour beaucoup dans ce report de voix. La performance du P.R.P. aux élections de 1977 était remarquable : par rapport aux élections de 1973, il recueillait 2,5 Millions de votes supplémentaires passant de 33,3 % à 41,4 % des suffrages exprimés. A l'Assemblée Nationale, il augmentait ses sièges de 185 (189 en fin de législature) à 213.

- b) Le Parti de l'Union de Turquie

Le P.U.T. voulait être le porte-parole politique de la secte minoritaire des Alevis très nombreux surtout dans les départements de l'Est. Ayant obtenu 2,8 % des suffrages lors des élections de 1969, il se réclamait en 1973 de la gauche démocratique et se plaçait par son programme à la gauche de tous les partis y compris le P.R.P. bourgeois". Il était sorti très affaibli des élections de 1977.

- c) Le Parti Ouvrier de Turquie

Formation englobant diverses tendances de la gauche socialiste au départ, marxiste-léniniste dans les années 70, sans pouvoir le déclarer, le P.O.T. était situé à l'extrême-gauche de l'échiquier politique turc, tout parti communiste étant interdit. Aux élections de 1965, ce parti avait obtenu une représentation de quinze députés (33). Dissous en 1971 par la Cour Constitutionnelle "pour avoir favorisé des menées séparatistes" le P.O.T. a été reconstitué et a participé aux élections de 1977 dans seulement quinze départements sur soixante-sept. Il n'a pu recueillir que 0,1 % des voix.

3) Essai d'interprétation des partis selon les clivages

Duverger, nous l'avons dit, avait fait une inventaire systématique des dualismes à partir des catégories fondées sur les secteurs classiques de la vie en société : oppositions proprement politiques, c'est-

à-dire touchant à la forme et à la structure du gouvernement, oppositions sociales-économiques, religieuses, ethniques et nationales, diplomatiques et enfin historiques. En appliquant ce schéma au cas turc, on pourrait suggérer la superposition de quatre clivages principaux : le clivage droite-gauche, le clivage laïcs - anti-laïcs ; le clivage entre les partis pro-système et les partis à mi-chemin ou anti-système : le clivage ethnique-confessionnel.

Le clivage droite-gauche suit l'axe que nous avons décrit ci-dessus ; il s'était manifesté avec la plus grande vigueur dans la dernière moitié des années 1970 et notamment au moment de la formation du gouvernement de coalition baptisé par ses auteurs "front nationaliste" et englobant le Parti de la Justice, le Parti du Salut national, le Parti de l'Action nationaliste et pour un certain temps le Parti républicain de la confiance et avec l'appui d'autres formations de droite.

Le clivage laïcs/anti-laïcs semble s'estomper, du moins au niveau partisan, sans toutefois complètement s'évanouir. Dans les années soixante-dix, alors que le P.J. et le P.A.N. utilisaient l'Islam uniquement pour se donner une image religieuse et pour procurer à leur idéologies, à leurs propagandes une couleur islamique, le P.S.N. était le seul à placer la religion au centre de son discours idéologique. Tout en s'efforçant d'adapter l'Islam aux nouvelles exigences de l'époque -ce qui a permis à Mardin à avancer un peu hâtivement qu'il a opéré une sorte de "synthèse satisfaisante avec la modernisation" (34)- le P.S.N. n'en gardait pas moins une ligne orthodoxe de la religion, une certaine rigidité dans ses références à l'Islam. Toutefois, l'islamisme prôné par le P.S.N. ne correspond pas exactement à la religion musulmane vécue par la grande majorité des masses populaires. Comme le note un auteur (35), celles-ci, bien qu'elles soient profondément attachées à leur foi et qu'elles vivent l'Islam comme parti intégrante de leur identité individuelle, n'aspirent pas à un système socio-politique régi par des lois coraniques. Enfin, le pluralisme réduit considérablement le champ d'influence et de rayonnement de l'idéologie religieuse. C'est dire que, contrairement à certains pays musulmans actuels -par exemple, l'Iran-, "l'Islam n'a pas la possibilité de s'ériger en force centripète" (36) en Turquie. Un des indices importants de l'atténuation de ce clivage est le rapprochement opéré,

en 1974, entre le P.R.P. qui représente traditionnellement la défense du laïcisme et le P.S.N., rapprochement solidé par un demi-échec et que l'on a qualifié de "compromis historique".

Le troisième clivage oppose les partis pro-système -le P.J. et essentiellement le P.R.P.- aux partis anti-système -le P.A.N.- ou ceux que l'on pourrait situer, en empruntant un vocable à Sartori, comme étant à "mi-chemin", c'est-à-dire le P.S.N. et le P.O.T. (voir supra). Cette vision nécessite cependant d'être nuancée dans la mesure où le P.J. de S. Demirel a délibérément mené, surtout après 1973, une politique plus proche de l'extrême-droite que du centre (37), ce qui a fait gagner une incontestable légitimité au P.A.N. et a accentué la crise du système politique qui a mené au coup d'Etat militaire de septembre 1980.

Le dernier clivage est plus difficile à saisir et à cerner. Il recoupe dans une certaine mesure le clivage gauche-droite. Souvent latent, parfois flagrant et susceptible d'alimenter la violence la plus meurtrière, comme l'ont montré entre autres les événements de Kahramanmaraş et de Malatya, il se manifeste d'abord comme un clivage entre sunnites et alevî, exploité par le P.A.N. La "stratégie de la tension" mise en oeuvre par les proto-fascistes visait à mener le pays au bord de la guerre civile, en valorisant l'option turco-sunnite face aux particularismes kurde et alevî, rendant inévitable une intervention militaire que le P.A.N. pouvait espérer contrôler ou influencer. Sur le plan électoral, bien que le vote des communautés kurdes et alevi soit malaisé à circonscrire (38), il semble que ces dernières, après l'échec du P.U.T. qui s'efforçait de canaliser le vote alevî, ont fait, surtout aux élections de 1973 et de 1977, dans leur grande majorité, un choix en faveur de la "démocratie élargie" préconisée par le P.R.P.

A ces quatre clivages, on pourrait ajouter un cinquième de moindre importance et qui a une dimension diplomatique. (pro-soviétiques contre atlantistes ou orientaux contre occidentaux). Il est, en Turquie trichotomique et oppose les occidentaux (le P.R.P., le P.R.C. et essentiellement le P.J.), les orientaux (le P.O.T. prosoviétique ou le Parti Ouvrier Paysan de Turquie, prochinois, légal mais non représenté au Parlement et que nous avons dû délaissier ici, les prosoviétiques et les prochinois s'opposant à leur tour entre eux) et les pro-arabo-islamistes (le P.S.N.).

Dans le paradigme de Lipset et Rokkan, la révolution nationale et la révolution industrielle qui ont transformé l'histoire européenne, se traduisent suivant deux axes conflictuels -deux clivages en résultent respectivement : Eglise/Etat et centre/périphérie de la première, possédants/travailleurs et urbain/rural de la seconde (39). A chaque versant de chaque clivage correspondra une famille de partis, donc en fait une combinatoire de huit groupes possibles, soient partis bourgeois et partis ouvriers pour le clivage possédants/travailleurs, partis centralistes et partis populistes pour le clivage centre/périphérie, partis démocrates-chrétiens et partis anti-cléricaux pour le clivage Eglise/Etat et partis agrariens (le versant "urbain" n'a pas donné vie à une famille spécifique de partis politiques en Occident) pour le clivage rural/urbain.

Sans revêtir exactement les mêmes formes que dans les sociétés occidentales pour des raisons évidentes que nous avons soulignées dans les deux premières parties de notre rapport, certains partis politiques turcs se rapprochent des catégories mises sur pied par Rokkan et systématisées par Seiler (40). Ainsi, avec son projet politique libéral, sa base sociale et sa vocation électorale "attrape-tout", le Parti de la Justice était un parti bourgeois issu du clivage possédants/travailleurs, dont les alliés étaient le Parti Démocratique et le Parti de l'Action Nationaliste que l'on pourrait qualifier de "cas déviant" de parti bourgeois (Seiler range ce dernier type de partis dans un groupe qu'il nomme "bestiaire du conservatisme"). Parti de classe, le Parti Ouvrier de Turquie, et de type social-démocrate, n'ayant jamais été imprégné de marxisme, contrairement aux partis sociaux-démocrates, socialistes et a fortiori communistes de l'Europe occidentale, le Parti républicain du Peuple des années soixante-dix s'apparentaient aux partis se situant à l'autre versant du même clivage. Si l'on prête une signification quelque peu différente (voir supra) au clivage centre/périphérie, le P.R.P. dans la période du parti unique et des années 50, se situait dans la catégorie des partis centralistes, issu de ce clivage, abandonnant cette place plus tard, au Parti républicain de la Confiance. Parti de défense religieuse, le P.S.N. présentait des caractères semblables à ceux du Parti national religieux (41) en Israël

et des démocrates-chrétiens, issus du clivage Eglise/Etat en Occident, tout en étant, bien évidemment, très différents d'eux dans son essence et sa philosophie.

*

*

*

Comme on le sait, un an après la prise de pouvoir par l'armée, en septembre 1980, les partis politiques ont été interdits alors que jusque là leurs activités étaient suspendues. Une Assemblée Consultative est mise en place pour préparer un projet de Constitution qui doit d'abord être approuvé par le Conseil national de sécurité avant d'être soumis à l'approbation des citoyens, par voie de referendum. Après approbation des nouvelles institutions, l'Assemblée Consultative sera associée à la refonte des lois sur les partis et le système électoral. L'idée force de ces réformes sera la mise en place d'un régime, avec un exécutif fort et efficace (que n'avait cessé de réclamer le P.J. et son leader dans les années 60 et 70). Régime dans lequel seront réduites les prérogatives parlementaires et "limitées" les libertés, avec un mode de scrutin favorisant le bipartisme et un organe suprême de contrôle (le Conseil national de sécurité qui existait déjà mais dont les pouvoirs seraient accrus) coiffant les institutions, qui permettrait à l'armée de jouer les garde-fous sans avoir à nouveau à intervenir directement.

En empruntant certains éléments à l'analyse que fait S. Romano (42) de l'Italie contemporaine, on pourrait avancer que la Turquie passe d'une "solution conflictuelle" qui consiste à laisser les forces opposées, sociales ou politiques, jouer plus ou moins librement leur jeu, l'Etat se bornant au rôle d'arbitre, à la "solution institutionnelle" qui fait de l'Etat le représentant essentiel de la communauté nationale, ce qui implique un rôle renforcé de l'exécutif et la minimisation du Parlement et des partis. Cette solution impose en quelque sorte l'intégration sociale et nationale d'en haut par la coercition et l'autoritarisme.

Avec son système de valeurs "prescriptif -laïc-statique" (43), la bureaucratie militaire qui a toujours eu une place centrale dans le système politique turc, continue à exercer sa tutelle sur la société civile

pa rapport à laquelle elle est dotée d'une autonomie et d'une homogénéité interne considérables. La ligne des "modérés" qui semble prévaloir dans l'armée, proche de la bourgeoisie industrielle et partisane d'une politique d'intégration au système capitaliste mondial cherche à installer un régime où l'espace politique serait rétréci et où la loi du marché fonctionnerait sans accroc. Mais la société turque de 1982 n'est plus celle des années 30 ou 40 ; elle s'est profondément transformée. L'arsenal répressif institutionnel que l'on est en train de renforcer ne suffirait pas à faire disparaître les conflits et les clivages structureaux dont les partis qui ne tarderont pas à réapparaître seront les porte-paroles politiques.

N o t e s

- (1) Pour une discussion sur l'appartenance géographique de la Turquie, voir le rapport présenté par Şirin Tekeli, à l'atelier sur "Processus électoraux et clivages politiques en Europe du Sud" de l'ECPR : "Les élections en Turquie de 1946 à 1977 : introduction à l'étude de la formation d'un système électoral compétitif", Bruxelles, 17-21 avril 1979, multigr. p.11.
- (2) Les chiffres sont de Jean-Pierre Derriennic, Le Moyen-Orient au XXe siècle, Paris, A. Colin, 1980, p.8.
- (3) Guy Hermet, "L'exotisme superflu : réflexion sur les systèmes politiques de l'Europe du Sud", Politique étrangère, 1979/1, pp.127-140. Les observations de G. Hermet sur l'alternance des partis au pouvoir "qui ne se réalise pas dans les pays de l'Europe du Sud", contrairement à l'Europe du Nord, sont cependant à revoir, depuis les changements survenus, à ce niveau, au cours des deux dernières années, en France et en Grèce. Par contre, l'auteur souligne "l'exemple turc" qui est en définitive le seul, dans la zone concernée, "à participer des mécanismes observables dans l'Europe du Nord", A notre avis l'exemplarité du cas turc nécessite d'être nuancée dans la mesure où l'alternance en Turquie se réalise entre le Parti de la justice et le Parti républicain du peuple dont les idéologies et les programmes sont loin d'être aussi éloignés les uns des autres que dans les cas des partis du sud européen qui luttent pour le pouvoir.
- (4) Ibid, p. 129.
- (5) Paris, Economica, 1980.
- (6) cf. Roger-Gérard Schwartzberg, Sociologie politique, Paris, Ed. Montchrestien, 1975, p. 182.
- (7) Pour une approche développementaliste très classique en ce qui concerne les partis politiques turcs voir entre autres : Ersin Onulduvan, Political development and political parties in Turkey, Ankara, SBF yay, 1974 et Suna Kili, Cumhuriyet Halk Partisinde gelişmeler, Istanbul, Boğaziçi Üniversitesi Yayınları, 1976.
- (8) D. Rustow, "The Development of Parties in Turkey", in J. La Palombara, M. Weiner (eds), Political Parties and Political Development, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 112.
- (9) Le sultan Abdülhamid II régna de 1876 à 1909.
- (10) Rustow, art.cit. p. 114.
- (11) S. Huntington, "Social and Institutional Dynamics of One-Party Systems", in S. Huntington et C. Moore, ed., Authoritarian Politics in Modern Society, New York, Basic Books, 1970, p.15.
- (12) S. Özbudun, "The Nature of the Kemalist political regime", in A. Kazancıgil et E. Özbudun, eds., Atatürk, Founder of a Modern State, London, C. Hurst and company, 1981, p. 95.
- (13) Idem.

- (14) Pour ces deux partis voir notamment, Tarık Zafer Tunaya, Türkiyede siyasî partiler, 1959-1952, Istanbul, Doğan Kardeş Yay, 1952, pp. 606-635 et Walter Weiker, Political Tutelage and Democracy in Turkey (The Free Party and its Aftermath), Leiden, E.J. Brill, 1973.
- (15) Arnold Leder, "Party competition in Rural Turkey : Agent of Change or Defender of Traditional Rule ?", Middle Eastern Studies, vol.15, n°1, janvier 1979, pp. 82-105.
- (16) ibid, p. 83.
- (17) M. Duverger, Les partis politiques, Paris, A. Colin, 1951, p. 85.
- (18) ibid, p. 84.
- (19) Sabri Sayarı, "Aspects of party organization in Turkey", The Middle East Journal, printemps 1976, p. 192.
- (20) Daniel-Louis Seiler, Partis et familles politiques, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, p. 78.
- (21) S. M. Lipset et S. Rokkan, "Clavage structures, Party systems and voter alignments", in S.M. Lipset, S. Rokkan, ed., Party Systems and Voter Alignments, New York, Free Press, 1967, p. 13-14.
- (22) Seiler, op.cit., p. 89.
- (23) Badie, op.cit. p. 127.
- (24) Voir Seiler, op.cit., pp. 118-130.
- (25) Ibid, p. 23.
- (26) Badie, op.cit. p. 143.
- (27) Des deux partis issus du Parti démocrate, le premier "Le Parti de la Nation", n'a pas joué un rôle important, le second "Le Parti de la liberté, a eu une existence courte.
- (28) La loi sur les partis politiques et le code pénal empêchent par exemple la constitution d'un parti communiste.
- (29) Political order in Changing Societies, New Haven, Yale Univ. Press, 1968, p. 12.
- (30) Ergun Özbudun, "Il sistema partitico turco : istituzionalizzazione, polarizzazione e frammentazione", Rivista italiana di scienza politica, Décembre 1978, p. 451-2.
- (31) Badie, op.cit. p. 67.
- (32) S. Sayarı estime pour sa part qu'il n'y avait pas de partis "anti-système" au Parlement. cf. "The Turkish Party System in Transition", Government and opposition, Hiver 1978, p. 49.
- (33) Pour ce parti voir Artun Ünsal, Parti ouvrier de Turquie, Thèse, Paris I, 1970.

- (34) Ş. Mardin, "La religion dans la Turquie moderne", Revue internationale de sciences sociales, 1977 (2) p. 311.
- (35) Mehmet Ali Ağaoğulları, L'Islam dans la vie politique de la Turquie, Thèse, Paris, 1970, p. 387.
- (36) Ibid. p. 389.
- (37) cf. S. Sayarı, "The Turkish Party System...", art. cit. p. 50;
E. Ozbudun, "Il sistema partitico turco...", art. cit. p. 447.
- (38) cf. Jean-François Bayart, "La question Alevi dans la Turquie moderne,"
in Olivier Carré (dir.) L'Islam et l'Etat, Paris, PUF, 1981, p. 114.
- (39) Lpset et Rokkan, op.cit. p. 14.
- (40) Seiler, op.cit. p. 128-129.
- (41) Voir le parallélisme établi entre les deux partis par E. Ozbudun, "Il sistema partitico...", art.cit. p. 446.
- (42) Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours, Paris, Le Seuil, 1977.
- (43) Ali Kazancıgil, "La participation et les élites dans un système politique en crise : le cas de la Turquie", Revue française de science politique, février 1973, p. 23.
-

RESULTATS DES ELECTIONS LEGISLATIVES EN TURQUIE (1961-1977)

(POURCENTAGE DES SUFFRAGES EXPRIMES ET NOMBRE DE SIEGES)

PARTIS	1961	1965	1969	1973	1977
P.R.P.	36,7 % 173 sièges	28,7 % 134 sièges	27,4 % 143 sièges	33,3 % 185 sièges	41,4 % 213 sièges
P.J.	34,8 % 158 sièges	52,9 % 240 sièges	46,5 % 256 sièges	29,8 % 149 sièges	36,9 % 189 sièges
P.S.N.	-	-	-	11,8 % 48 sièges	8,6 % 24 sièges
P.D.	-	-	-	11,9 % 45 sièges	1,9 % 1 siège
P.A.N.	-	-	3,0 % 1 siège	3,4 % 3 sièges	6,4 % 16 sièges
P.R.P.N.	14 % 54 sièges	2,2 % 10 sièges	-	-	-
P.N.	-	6,3 % 31 sièges	3,2 % 6 sièges	1,0 % -	-
P.N.T.	13,7 % 65 sièges	3,7 % 19 sièges	2,2 % 6 sièges	-	-
P.D.T.	-	3,0 % 15 sièges	2,7 % 2 sièges	-	0,1 % -
P.R.C.	-	-	6,6 % 15 sièges	5,3 % 13 sièges	1,8 % 3 sièges
P.U.T.	-	-	2,8 % 8 sièges	1,1 % 1 siège	0,4 % -
Ind.	0,8 % -	3,2 % 1 siège	5,6 % 13 sièges	2,8 % 6 sièges	2,5 % 4 sièges

Cátedra de Derecho Político
Facultad de Derecho.
Universidad de Barcelona.

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

"Elementos para una reflexión acerca de la investigación
sobre partidos y sistema de partidos en España"

Jordi Capó Giol

presentada en Constitutive Meeting of the ECPR
Standing Group on Southern European Politics.
European Consortium for Political Research.
Universitat Autònoma de Barcelona. Fundació Jaume Bofill
Barcelona, 6-7 de noviembre de 1982.

A nuestro entender, no resultaba fácil hablar del estado actual del debate sobre los partidos y el sistema de partidos políticos en España debido a la escasez de trabajos científicos sobre el tema. Hoy, diez días después de las elecciones, resulta todavía más difícil en la medida en que éstas han supuesto una radical diferencia con el modelo vigente desde 1977 y nos sitúan en un terreno completamente nuevo.

Estas diferencias se sitúan en un doble ámbito. En primer lugar, porque ha variado el comportamiento del electorado; en segundo lugar, porque las transferencias de votos no han supuesto exclusivamente un cambio en las magnitudes de los partidos, sino, esencialmente, en su posición en el sistema de partidos.

El comportamiento electoral

Desde 1977, han sido numerosas las ocasiones en que los ciudadanos han acudido a las urnas. A modo de recordatorio:

1977.- elecciones generales

1979.- elecciones generales y municipales

1980-1982.- elecciones regionales en el País Vasco, Cataluña, Galicia y Andalucía.

1982.- elecciones generales

Entre 1977 y 1979, el sistema de partidos presentó una fuerte estabilidad. Un electorado moderado otorgó sus preferencias a la UCD y el PSOE, dejando reducidos en las alas al PCE y a AP. Es significativo, sin embargo, que en 1979 creciera la abstención y, por otra parte, una mayor fuerza de los partidos regionalistas, como el PSA, o nacionalistas como EE y HB. (Partido Socialista Andaluz, Euzkadiko Eskerra y Harri Batasuna, respectivamente)

Ello configuraba un sistema multipartidista, con elementos de

polarización y segmentación (estudiados especialmente por Linz, J.J y otros en Informe sociológico sobre el cambio político en España 1975-1981. Fundación Foessa. Madrid 1981) y con la presencia de ámbitos regionales de comportamiento electoral diferenciados de los del conjunto del Estado.

Este último problema se planteó de una forma aguda en las elecciones regionales de 1980 en Cataluña y el País Vasco. Los partidos estatales, en especial la UCD y el PSOE, sufrieron fuertes descensos que se acompañaban y se explicaban por el descenso de la participación.

En 1981, sin embargo, las elecciones regionales gallegas, otra de las nacionalidades históricas, presentan datos distintos que se concretan, no en una presencia de partidos regionalistas, sino en el crecimiento de Alianza Popular y el descenso de la UCD.

En 1982, las elecciones andaluzas suponen una impresionante victoria del PSOE, en detrimento del PSA y del PCE y el hundimiento de la UCD. Alianza Popular se convierte en el segundo partido de la región.

La existencia de diferentes niveles electorales en el Estado español ha planteado la cuestión de cuál sea la relación que existe entre ellas. La respuesta generalizada ha sido que las motivaciones del electorado eran, en cada caso, distintas y que, por ello, se producían las fluctuaciones citadas. Ahora bien, esta explicación hacía referencia especial a los casos catalán y vasco. Hoy, celebradas ya las elecciones generales, la situación se nos presenta de la siguiente forma:

- a) elecciones catalana y vasca: desviación del modelo estatal y configuración de unas relaciones partidistas particulares (sistema o subsistema?)
- b) elecciones gallega y andaluza: premonición de un nuevo modelo estatal. Elecciones-test; elecciones-parciales

En todo caso, esto nos indica que hace falta replantearse, estudiar con mayor atención, la relación entre los diferentes niveles electora-

les y los distintos sistemas de partidos existentes en España; trabajo para el cual, sin duda, nos harán falta series temporales más largas. Por ejemplo, las elecciones generales de 1982 han permitido que los partidos estatales -el PSOE especialmente- recuperaran su incidencia en las comunidades diferenciadas como Cataluña y el País Vasco, modificando incluso su dinámica regional; pero no tenemos ningún dato que permita afirmar que esta situación se consolidará en el futuro y que las elecciones regionales no volverán a ser "desviantes" en relación a las generales.

Otra cuestión que merecería un mayor estudio sería la de la articulación de la política estatal con la regional de los partidos. Ello comprende varios temas que abarcan desde la actividad realizada hasta su estructura orgánica, mal conocidos por el momento. (Molas I. ha dedicado atención teórica al tema en "los partidos de ámbito no estatal y los sistemas de partidos" en de Vega, P. ed. Teoría y práctica de los partidos políticos. Edicusa. Madrid 1977)

Las recientes elecciones han homogeneizado, como decíamos más arriba, el comportamiento del electorado atenuando las diferencias regionales que se habían producido a raíz de las elecciones anteriores. Este primer elemento debe completarse con otro consistente en la fuerte movilidad del electorado. ¿Cuáles son las razones de este cambio? Naturalmente, es pronto para contestarlo; cabe señalar, sin embargo, la debilidad de los partidos políticos (Las tasas de afiliación son muy bajas como ha señalado Montero, J. R. "Partidos y participación política: algunas notas sobre la afiliación política en la etapa inicial de la transición española" en Revista de Estudios Políticos nº 23, 1981) que se compensa con una relación líder-elector a través de los medios de comunicación, pasando por encima de la organización y la militancia (vide Molas, I. "Sur les attitudes politiques dans l'après-franquisme" Pouvoirs nº 8)

Con ello apuntamos un problema al que creemos que no se ha dado

todavía una respuesta convincente: la caracterización de nuestros partidos. Difícil además por cuanto sus propias crisis encuentran explicación en sus intentos de cambio estructural (Gunther, R. "Models -and Crises- of Spanish Political Parties" Paper prepared for the Conferencia sobre Problemas de Consolidación de la Monarquía Parlamentaria en España. May 27-29, 1982)

El sistema de partidos

Las elecciones de 1982 no suponen exclusivamente cambios en el comportamiento electoral, sino que su resultado comporta un sistema de partidos radicalmente distinto al existente desde 1977.

1977.- UCD, 166 diputados

PSOE, 118 diputados

PCE, 20 "

AP, 16 "

Minoría Catalana 9 diputados

Grupo Vasco 8 diputados

1979.- UCD, 168

PSOE, 121

PCE, 23

CD(AP) 9

Minoría Catalana 8

Grupo Vasco 7

Grupo Andalucista 5

1982.- UCD, 12

CDS, 2

PSOE 202

PCE 4

AP-PDP 106

Partidos regionales catalanes 13

Estos datos se comentan solos. Sin embargo, dejan subsistentes ciertas incógnitas que no permiten hablar con tranquilidad del futuro sistema de partidos en España. En efecto, ¿Qué tipo de oposición ejercerá Alianza Popular? (ciertos dirigentes han anunciado doce meses o veinticuatro de vida al gobierno PSOE).

¿Cuál es el futuro del PCE? (ya antes de estos resultados, quedaba muy por debajo de los de otros partidos comunistas del sur de Europa) ¿Cuál el futuro del centro? Hay que tener en cuenta su debilidad y su fragmentación (CiU, PNV, CDS, UCD, PDP y PAD; apunto la existencia de estos dos últimos partidos por cuanto no debe excluirse que se planteen problemas en las relaciones con sus aliados)

Todas estas modificaciones nos permiten decir que, en España, el sistema de partidos no estaba -¿lo está ya?- consolidado. Pueden apuntarse algunas razones que explican esta inestabilidad (vide Bar, A. "El sistema de partidos en España" Sistema nº 47, 1982):

- La falta de continuidad histórica (Maravall, J.ª La política de la transición 1975-1980 ha señalado, por el contrario, la persistencia de una "memoria histórica" en relación al PSOE; sin embargo, no nos parece que la persistencia de una continuidad geográfica en el voto o las continuidades en el comportamiento electoral de los ~~xxxxx~~ votantes republicanos y sus hijos sean un elemento definitivo para zanjar el tema)
- Indefinición programática, relacionada con la formación de partidos nuevos, sujetos a frecuentes crisis.
- Inestabilidad en las relaciones de cooperación-enfrentamiento entre los partidos políticos (Capo, J. "Estrategias para un sistema de partidos" Revista de Estudios Políticos nº 23, 1981)
- Presencia de fuerzas sociales -grupos de presión- que se autoconfie-

- Débilidad organizativa de los partidos.

Esta situación, que presenta elementos externos e internos, ha producido crisis en todos los partidos estatales. Para Alianza Popular, la desfranquización; para el PSOE, el marxismo; para el PCE, el eurocomunismo, la cuestión nacional en el País Vasco y su funcionamiento interno; para la UCD, la naturaleza de su política y de sus alianzas, su definición ideológica, su funcionamiento y su liderazgo.

(Son todos ellos temas en los que encontramos a faltar estudios minuciosos. Para el conocimiento de los partidos españoles, resulta imprescindible de Esteban, J. y López Guerra, Los partidos políticos en la España actual. Barcelona 1982 y Morodo R. y otros, Los partidos políticos en España. Barcelona 1979)

(En cuanto a estudios empíricos, la escasez es todavía más notable. Destacan Tezanos, J.F. "Radiografía de dos Congresos. Sociología de los cuadros políticos del socialismo español" Sistema nº 35, 1980 y "Estructura y dinámica de la afiliación socialista en España" Revista de Estudios Políticos, nº 23, 1981.

Botella, J. Capo, J. y Marcet, J. "Aproximación a la sociología de los partidos políticos catalanes" Revista de Estudios Políticos nº 10, 1979; ampliado posteriormente en Partits i parlamentaris a la Catalunya d'avui (1977-1979). Barcelona 1980.

Recientemente, J. Marcet y J. Botella han leído sus tesis doctorales, todavía inéditas, sobre Convergencia Democrática de Cataluña y sobre el PSUC y su voto.

El profesor Julián Santamaría dirige una amplia investigación sobre el personal político de los partidos españoles en el marco del denominado "Middle-level Elites Project", coordinado desde la Universidad de Mannheim.)

Los problemas generales

La primera parte de esta exposición ha sido, esencialmente, la descripción de una realidad fluctuante para señalar en qué medida la investigación española sobre los partidos políticos y el sistema de partidos se encuentra ante una situación distinta; pero, al filo de la misma, se han planteado algunos problemas (polarización, segmentación, ámbitos no estatales de sistemas de partidos y diferentes niveles de confrontación electoral, la crisis de los partidos, etc.) que merecen, ahora, una mayor atención.

La polarización del sistema de partidos

(Quisiéramos indicar que la obra de Sartori, Partidos y sistema de partidos se publicó en castellano en 1980 y que, de alguna forma, se ha convertido en el paradigma científico dominante, como podría mostrarlo el que en una obra de divulgación como la de Calero, A. Partidos políticos y democracia Barcelona 1982, se le dedique amplia atención)

Precisamente en esta obra, Sartori advierte los peligros de polarización en España: "(siguiendo a Linz)"...en las elecciones de 1933 España se convirtió en un ejemplo más de un sistema multipartidista polarizado y centrífugo"

"...posibilidad de que España vuelva, en un futuro no demasiado distante a la pauta, o la vía, en la que había entrado en el decenio de 1930"

"... parecería que la comunidad política española no se dirige a la mecánica de una alternancia bipolar en el poder (como ocurre en el caso del pluralismo moderado...)

"...el que España se convierta o no en un sistema de pluralismo polarizado dependerá decisivamente, a mi juicio, de lo avisados y capaces que sean sus dirigentes"

Y en idéntico sentido se han expresado Sartori y Sani, G. "Polarization, Fragmentation and Competition in Western Democracies" (Hay traducción española en Revista del Departamento de Derecho Político, 7, 1980) y Sartori, G. "Il pluralismo polarizzato: critiche e repliche". Rivista Italiana di Scienza Politica, 1, 1982.

Idéntico es el criterio de Maravall, J. M^a que señala la existencia de una competición bilateral para cada uno de los partidos - UCD y PSOE - que ocupan las posiciones centrales. (Maravall, J. M^a op. cit.)

Por su parte, Linz lo afirma con rotundidad:

"no compartimos el punto de vista de algunos analistas que, olvidándose de los partidos en los extremos del espectro, piensan que el sistema español permitiría el surgimiento de un sistema bipartidista limitado, basado alternativamente en el PSOE y la UCD"

"...la política española en el próximo futuro probablemente muestre la dinámica del pluralismo polarizado con tendencias centrífugas, con la característica adicional de que no existe un centro permanente más o menos estable sobre el que gira la política con rotaciones periféricas, como en Italia, sino que la situación presenta en muchos aspectos mayor similitud con Chile. Sólo la presencia de un Monarca..." (las citas corresponden, ^{inversamente} ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~, a "The New Spanish Party System" y "La frontera sur de Europa: Tendencias evolutivas". Revista Española de Investigaciones Sociológicas, 9, 1980")

En contra de estas opiniones, habría que señalar, sin embargo, que para Di Palma, G. ("¿Derecha, izquierda o centro? Sobre la legitimación de los partidos y coaliciones en el sur de Europa" Revista del Departamento de Derecho Político, 6, 1980) España presenta un modelo de pluralismo limitado y "el sistema partidista español aparece especialmente dispuesto para una alternativa derecha-izquierda centralizada sobre dos alas moderadas". También para Martínez Cuadrado, M. (El sistema político español y el comportamiento electoral regional

de
regimene!!

9

sociedades del sur de Europa en el umbral de los años ochenta. Madrid 1980) el sistema es bipolar porque sólo la UCD y el PSOE podían formar gobierno en solitario o articular una alianza capaz de alcanzar la mayoría parlamentaria.

Hoy, el problema se nos plantea con aspectos nuevos. La alternancia se ha producido en favor del PSOE; pero, en confirmación de las tesis de Sartori, la UCD ha perdido su electorado hacia Alianza Popular, el PSOE y partidos nacionalistas moderados. Sin embargo, el crecimiento de Alianza Popular ¿reduce la centrifugación del sistema? Para nosotros se abre un gran interrogante, que planteamos con toda su rotundidad y siguiendo el concepto de Sartori: ¿es Alianza Popular un partido antisistema?

Los sistemas regionales de partidos

Al problema de la polarización se añade en España el de la segmentación electoral, provocada especialmente por la existencia de partidos nacionalistas ~~gxkx~~ en Cataluña y Euskadi y, en menor grado, en Galicia, provocando sistemas regionales de partidos.

Al respecto, una cierta polémica implícita se deriva de la fluctuante terminología de los autores que han tratado el tema (Cibrián, R. "El sistema electoral y de partidos en Euskadi" Papers 14, 1980; Corcuera, J. y García M.A. "Sistema de partidos, instituciones y comunidad nacionalista en Euskadi" Revista de Política Comparada, 2, 1980; Llera Ramo, F.J. "Caracterización sociopolítica del sistema de partidos de la Comunidad Autónoma Vasca y Navarra," Revista de Estudios Políticos, 20, 1981; Aguiló Lucia, L. El sistema de partits polítics al País Valencià, València 1980; en cambio, J. Corcuera y Pérez Salvo, A. "En torno del referéndum del Estatuto de Autonomía del País Vasco. Notas sobre el subsistema de partidos vascos" Revista de Estudios Políticos 12, 1979)

A nuestro entender, la terminología "sub-sistema" debería

aplicarse en aquellos supuestos de simples desigualdades en la nacionalización del voto; mientras que cabría hablar de sistemas regionales en la medida en que exista un conflicto diferenciado que impida que la competición electoral se ordene exclusivamente a lo largo de la dimensión derecha-izquierda y lo ordene en una competición irremediablemente multidimensional (vide, para una teorización del tema, López Guerra, "La evolución del electorado 1977-79" en de Esteban, J. y López Guerra, L. Las elecciones legislativas del 1 de marzo de 1979, Madrid 1979 y Botella, J. L'electorat comunista a Catalunya, 1977-1980. Bellaterra, 1982).

Esta competición multidimensional se produce en Cataluña y el País Vasco; sin embargo, también las recientes elecciones plantean el problema de averiguar hasta qué punto alcanza la segmentación existente; puesto que, si bien los partidos nacionalistas o estatales, poseen unos núcleos irreductibles comparten a la vez una amplia franja del electorado. En este sentido, esta segmentación no anula la competitividad electoral, sino que la agrava al hacer que los partidos estatales de centro no disputen exclusivamente su electorado con Alianza Popular o el PSOE, sino también con CiU y el PNV.

Una cuestión final

El sistema de partidos políticos en España ha sido inestable, caracterizándose por sus elementos de polarización y por las crisis de los partidos. ¿Han sido éstas el resultado de la configuración, del formato del sistema de partidos? o, por el contrario, los movimientos del electorado han respondido no a las competencias inter-partidistas sino a los movimientos internos de cada partido? Creemos que esta cuestión -que, en el fondo, afecta a las capacidades predictivas del modelo de Sartori- debería analizarse a fondo y, quizás con ello, la investigación española podría aportar elementos dignos de ser considerados en la formulación de una teoría general de los sistemas de partidos.

Département de Science politique
Université de Genève

~~XXXXXXXXXXXX~~

Quelques éléments pour l'étude des partis politiques portugais :
organisation; clivage idéologique; bibliographie sélective

José Durão Barroso

Papier présenté au Constitutive Meeting of the ECPR
Standing Group on Southern European Politics

European Consortium for Political Research -
Universitat Autònoma de Barcelona - Fundació Jaume Bofill

Barcelona, 6 - 7 novembre 1982

1. Introduction

Le mérite d'élaborer en termes conceptuels les données relatives aux systèmes de partis et de définir un critère numérique pour la classification de ces systèmes-là en ce qui touche à la fragmentation revient à Sartori ¹⁾.

L'importance de la fragmentation pour le système partisan résulte clairement de la définition que Sartori en donne : "A party system is declared fragmented only when it has many parties, none of which approaches the absolute majority point" ²⁾.

Mais compter n'est pas toujours si facile et Sartori établit deux règles fondamentales :

a) selon la première, un parti est négligeable quand il est "superfluous" dans la mesure où il n'est jamais nécessaire pour une majorité viable ("feasible coalition majority").

b) selon la deuxième, un parti est considéré comme "relevant" quand son existence a une influence sur les tactiques de la compétition partisane et, spécialement, quand il altère la direction de la compétition "by determining a switch from centripetal to centrifugal competition either leftward, rightward, or in both directions - of the governing-oriented parties" ³⁾.

1) Giovanni Sartori, Parties and Party Systems - A Framework for Analysis, Cambridge, Cambridge University Press, 1976; cf. spécialement le chapitre 5 "The numerical criterion", pp. 119 - 267.

2) Sartori, op. cit., p. 124.

3) Sartori, op. cit., p. 122 et 123.

Pour cette classification, et avec les limites de ces critères, nous pourrions considérer quatre partis effectivement importants au Portugal :

- a) le Parti Social Démocrate (PSD - "Partido Social Democrata") 1)
- b) le Parti Socialiste (PS - "Partido Socialista")
- c) le Parti du Centre Démocratique et Social (CDS - "Partido do Centro Democratico e Social")
- d) le Parti Communiste Portugais (PCP - "Partido Comunista Português")

Il est vrai que la compétition électorale a obligé ces partis à s'associer avec d'autres, à organisation assez faible et à représentativité nationale très réduite.

Ainsi, l'on trouve actuellement au pouvoir l'Alliance Démocratique (AD - Aliança Democrática) qui réunit le PSD, le CDS et aussi le Parti Populaire Monarchiste (PPM - Partido Popular Monárquico), lequel n'avait pas encore obtenu un siège au Parlement (Assemblée de la République) avant l'existence de cette coalition électorale 2).

Le PCP avait déjà constitué pendant la période de "recul tactique" postérieure au 25 novembre 1975 le Front Electoral Peuple Uni (FEPU - Frente Eleitoral Povo Unido), lequel se présentait aux

1) Fondé en 1974, avec le nom de Partido Popular Democrático (PPD).

2) La seule prouesse, en termes électoraux, du petit parti de cadres à discours écologiste, dirigé par l'architecte Gonçalo Ribeiro Telles, s'est vérifiée dans les élections locales pour la commune de Ribeira da Pena, au nord du pays.

élections régionales. L'expérience étant considérée positive, le PCP a institutionnalisé l'Alliance Peuple Uni (APU - Aliança Povo Unido), laquelle associe aux communistes le petit parti MDP/CDE (Mouvement démocratique portugais) ¹⁾, dont les différences tactiques relativement au PCP sont assez difficiles à saisir.

Finalement, le PS, pour s'opposer à cette "dynamique de coalitions" et suspendre l'élan de l'Alliance Démocratique victorieuse le 2 décembre 1979 (et après avoir fait sa campagne électorale sur le "leit-motiv" - le PS seul, sans besoin de coalitions ou de "masques") a lui aussi constitué une alliance électorale, le Front Républicain et Socialiste (FRS - Frente Republicana e Socialista), qui regroupait le PS de M. Mário Soares avec l'Union de la Gauche pour la Démocratie Socialiste (UEDS - União de Esquerda para a Democracia Socialista), du dissident du PS et ancien Ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso et avec la petite association d'intellectuels constituée en parti, l'Association Social-Démocratique Indépendante (ASDI - Associação Social-Democrática Independente) de M. Sousa Franco, dissident du PSD par "incompatibilité" avec M. Sa Carneiro.

Le Mouvement réformateur ("Reformadores"), de l'ancien Ministre des affaires étrangères, M. Medeiros Ferreira, était aussi associé au PSD pendant la campagne pour l'élection législative de décembre 1979; cependant, l'accord n'a pas été renouvelé à la suite des divergences à propos de la nouvelle candidature à la Présidence de la République du Général Ramalho Eanes.

1) Le sigle correspond au nom "Movimento Democrático Português / Comissão Democrática Eleitoral" de l'association à caractère "unitaire" d'opposition au régime de Salazar et Marcello Caetano.

En tout cas, on observe que - dans la mesure où l'on peut dégager des conclusions d'un système encore en formation - ces partis n'ont même pas le pouvoir de "bloquer" les initiatives des autres. Le MDP/CDE est contrôlé effectivement par le parti "père", le PCP, qui l'utilise pour une tactique "unitaire" en faveur d'une "majorité de gauche". Les autres partis (PPM, UEDS et ASDI) gardent une certaine indépendance à l'égard des partis plus grands, mais force est de constater que, par le fait qu'ils n'ont jamais obtenu de représentation parlementaire en se présentant seuls à l'électorat, ils n'ont pas encore consolidé l'image de "légitimité" démocratique qui pourrait éventuellement compenser le manque de cadres et la fluidité de l'organisation.

Un autre parti, l'Union démocratique et populaire (UDP - Uniao Democratica e Popular) obtient régulièrement un siège au Parlement, depuis l'élection de l'Assemblée Constituante, en 1975. Cependant, le "radicalisme" de ses propositions - il s'agit d'un parti qui se réclame de la "gauche révolutionnaire" et qui critique le PCP pour "réformisme" - ne lui donne aucune probabilité réaliste d'intégrer le gouvernement et rend plus difficile ses alliances dans la gauche.

Ainsi, et en reprenant la première classification de Sartori ("Two-dimensional mapping") ¹⁾, nous incluons le système des partis portugais, d'après le critère numérique, dans la classe du "pluralisme limité". Mais, comme le même auteur le reconnaît par la suite, "The fragmentation of the party system can reflect either a situation of segmentation or a situation of polarization, i.e., of ideological distance. It is evident, therefore, that there is something that counting cannot detect and yet it is essential" ²⁾.

1) Sartori, op. cit., p. 125

2) Idem, p. 126.

Ci-dessous (chapitre 3) nous introduirons des analyses faites sur la base de la dimension gauche-droite. La distance idéologique entre les partis nous apparaîtra ainsi comme un des facteurs d'explication - peut-être même le plus important - de la façon dont s'organise l'espace de la compétition politique au Portugal. Mais il y a d'autres facteurs qui méritent notre attention.

Dans un texte récent ¹⁾ Juan Linz a souligné l'importance des aspects institutionnels même pour ce qui est de la compétition partisane. Une période de transition politique est, avant tout, un temps d'institutionnalisation. Les partis politiques doivent tenir compte du cadre institutionnel mais ils peuvent - plus que ce qu'il est normal dans un régime "consolidé" - essayer de le façonner dans le sens qui leur semble le plus favorable. Le potentiel de changement est plus élevé dans une situation de transition institutionnelle.

Cette étroite dépendance entre la logique de la compétition partisane et les différentes logiques institutionnelles ²⁾ est apparue au Portugal avec une netteté particulière. En effet, le système de gouvernement portugais peut se classer comme "semiprésidentiel", selon M. Duverger ³⁾ ou d'exécutif "bipolaire", d'après

-
- 1) Cf. Juan Linz, "Comment : Some Comparative Thoughts on the Transition to Democracy in Portugal and Spain", in Braga de Macedo et Serfaty (eds), Portugal Since the Revolution : Economic and Political Perspectives, Boulder, Westview Press, 1981, pp.25-45.
 - 2) Nous employons le terme "logiques" dans le sens de "séquences d'implication probable des événements"; cf. notre papier sur "Les formes et les temps politiques de la démocratisation : le cas portugais", Joint Session of Workshops - European Consortium for Political Research, Aarhus, 29 mars - 3 avril 1982.
 - 3) Maurice Duverger, Echo au Roi, Paris, Albin Michel, 1978; un résumé en anglais dans le European Journal of Political Research, 8, 1980, pp. 165-187 : "A New Political System Model : Semi-Presidential Government".

W. Kaltefleiter ¹⁾. Le système de partis a toujours été très étroitement lié à l'évolution des différentes formules institutionnelles.

Même si nous nous limitons à l'analyse de la période "constitutionnelle" nous trouvons trois moments particulièrement importants en ce qui concerne les formes de résolution des conflits politiques sur le plan institutionnel. Le premier se rapporte au renvoi du Premier-Ministre, Mário Soares, par le Président de la République, Général Ramalho Eanes. C'était la fin de la formule du gouvernement avec appui minoritaire dans le parlement. Le deuxième moment s'est traduit par la victoire électorale de l'Alliance Démocratique (AD), au mois de décembre 1979, ce qui a permis à cette coalition entre le PSD, le CDS et le petit PPM de constituer le premier gouvernement (Sá Carneiro) avec le soutien de la majorité absolue du parlement. Le troisième moment décisif se situe dans la réélection de Eanes, le 7 décembre 1980, quelques jours après la mort de Sá Carneiro et environ deux mois après la confirmation de la victoire de l'AD dans les élections législatives. C'était le terme du penchant parlementaire et gouvernemental du fonctionnement institutionnel et le retour à une logique "dualiste" au niveau des rapports entre les principaux organes de l'Etat ²⁾.

Avec cet exemple nous voulons seulement mettre en évidence que la classification d'un système de partis en transition pose le problème du clivage à propos du régime et que ce clivage se superpose aux différentes options idéologiques. Actuellement on discute au Portugal sur la possibilité de la création d'un parti "eanista" ou "presidencialista", c'est-à-dire d'appui au Président de la République. L'éventuelle création de ce parti pourrait modifier l'actuel système des alliances et bouleverserait sans doute ce qu'il est normal d'appeler le système des partis.

1) Werner Kaltefleiter, Die Funktionen des Staatsoberhauptes in der parlamentarischen Demokratie, Cologne, Westdeutscher Verlag, 1979.

2) Cf. notre papier, op. cit., p. 16.

2. L'organisation des partis politiques

2.1. Le PSD

La structure du PSD, assez complexe, se compose d'une organisation "nationale", d'une organisation "régionale" et d'organisations "autonomes" (1).

Les organes nationaux sont le Congrès, le Conseil national, le Président du parti, la Commission politique, le Conseil national de Juridiction et le Groupe parlementaire.

Le Congrès est l'organe supérieur du parti; c'est lui qui doit adopter la ligne politique fondamentale, et il a encore comme tâches statutaires l'élection des membres des autres organes du parti ou l'annulation de leurs mandats, la révision du programme ou des statuts et la décision sur toutes les autres matières considérées comme d'intérêt pour le parti.

Le PSD est le parti portugais qui, à cause de sa vie interne spécialement agitée, a connu le plus grand nombre de congrès après le 25 avril 1974 : neuf congrès nationaux pour huit ans d'existence (2).

Le Conseil national est l'organe responsable pour la mise en pratique de la ligne politique définie par le Congrès, ainsi que pour la fiscalisation politique des activités des autres organes nationaux et régionaux.

(1) Cf. Partido Social Democrata - Estatutos, Lisbonne, s/d; pour une première approche de la vie interne de ce parti, il est fondamental de consulter son organe central, l'hebdomadaire Povo Livre

(2) Le IXème Congrès national s'est réuni le 5 et 6 décembre 1981 à Porto

Le Président du parti est le représentant du parti devant les organes de l'Etat et la population en général.

Cet organe a été créé pour permettre à M. Sá Carneiro sa "rentrée politique", car la Commission politique nationale lui était majoritairement opposée.

La Commission politique est l'organe qui a pour tâche principale la direction politique permanente; comme organe typiquement exécutif, elle doit établir la forme d'action du parti en exécutant les résolutions du Congrès et du Conseil national et en prenant position au nom du parti soit sur les problèmes politiques nationaux, soit sur les relations internationales.

Le Conseil national de Juridiction est l'organe chargé de veiller sur l'observance des dispositions statutaires du parti. Il apprécie la légalité de l'action de n'importe quel organe et peut prendre des mesures à caractère disciplinaire. Il est toujours élu par le Congrès à la proportionnelle.

Le Groupe parlementaire se compose des députés élus par les listes présentées par le parti; ce Groupe fait élire une direction.

L'organisation régionale s'appuie sur la division politico-administrative du pays. Il y a donc, dans chaque district, une Assemblée de district, une Commission politique et un Conseil de Juridiction.

Au niveau communal ("concelho"), il y a l'Assemblée et la Commission politique seulement. Au niveau des "freguesias" (paroisses), on trouve des noyaux ("núcleos") qui se réunissent dans le Plénier des militants locaux.

Les organisations autonomes du parti sont la JSD, la TESIRESD et le MPSD.

La Jeunesse sociale démocrate (JSD) réunit les membres du parti âgés de 16 à 25 ans. Il n'y a pas de structure formelle pour les étudiants, mais son grand poids politique se situe exactement au niveau des Associations d'étudiants (de l'enseignement supérieur et du secondaire) où elle a une intervention très active. La représentation des jeunes sociaux-démocrates dans le Congrès va jusqu'à 10 % du total des délégués.

Les lignes politiques de la JSD s'intègrent au programme du parti, mais celui-ci lui accorde une autonomie fonctionnelle.

LA JSD dispose normalement des quatre pages centrales du journal officiel du PSD, le Povo Livre; l'organe central de la JSD s'appelle maintenant "Jovem Reformista" et il succède au "Pelo Socialismo".

Une autre organisation autonome est la TESIRESD, Tendance Syndicale Réformiste Sociale Démocrate, laquelle réunit les syndicalistes du parti qui ont leur activité au sein de l'UGT, l'Union Générale des Travailleurs, la centrale syndicale socialiste et social-démocrate. La délégation des syndicalistes du parti dans le Congrès est d'environ 15 % du total (1).

Le PSD étant le seul des grands partis nationaux n'ayant pas d'organisation spécifique pour les femmes et les problèmes de la "condition féminine", le MPSPD, Femmes du Parti Social Démocrate, a été récemment créé.

Pour conclure, rappelons que le PSD-Madère et le PSD-Açores, partis absolument majoritaires depuis la révolution dans leurs régions respectives, ont leurs propres organisations qui jouissent de l'autonomie par rapport au PSD du continent.

(1) Sur l'action des sociaux-démocrates à l'intérieur de l'UGT et sur l'articulation parti-organisations syndicales, voir l'interview avec A. Cabecinha et J. Paz Rodrigues dans le Povo Livre No 409 du 26 mai 1982

2.2. Le PS

La structure du Parti Socialiste correspond, en ce qui concerne son organisation régionale, à la division administrative du pays. Les fédérations régionales, à la seule exception de la très importante Fédération de Lisbonne (FAUL-"Federação de Área Urbana de Lisboa") coïncident avec les districts. Les directions des fédérations - commissions des fédérations - sont composées par environ 70 membres qui représentent les sections de base. Ces commissions font à leur tour élire les secrétariats des fédérations dont le nombre de membres (entre 9 et 15) varie selon le nombre de militants de chaque région (1).

Les organes nationaux les plus importants sont le Congrès, la Commission nationale et le Secrétaire général. Le premier, qui réunit à peu près 1'000 délégués, fait élire les deux autres.

La Commission nationale est l'organe suprême du parti entre deux Congrès; 150 délégués, plus 10 représentants des organisations de jeunesse, y siègent. Ils font élire entre eux les deux organes "permanents" du parti : la Commission directive (organe politique) et le Secrétariat national (organe exécutif). Dans la pratique, on constate que ce Secrétariat s'est vu attribuer un rôle vraiment politique de la plus grande importance (par exemple : le maintien de l'appui à la recandidature du Président Eanes contre la position du Secrétaire général M. Soares).

On vérifie encore que, contrairement à ce qui se passe dans le PSD et le CDS, où les présidents sont les vrais "Numéro 1" de chaque parti et les secrétaires généraux ont un rôle à but principalement administratif, dans le PS, le "leader" est le Secrétaire

(1) Cf. Partido Socialista, Declaração de Princípios, Programa e Estatutos do Partido Socialista, Lisbonne, Textos "Portugal Socialista", 1975

général lui-même, le Président n'ayant qu'une fonction essentiellement représentative à caractère honorifique.

Le PS a comme organisation autonome la Jeunesse socialiste (JS), laquelle a déjà posé quelques problèmes en ce qui concerne l'acceptation des décisions du parti. Parfois, elle prend même l'initiative, ce qui permet à quelques observateurs d'affirmer qu'elle constitue un véritable "groupe de pression", normalement plus à "gauche" à l'intérieur du parti. Elle est inscrite comme membre de l'Union internationale des Jeunesses socialistes.

L'organe central du PS est le journal Acção Socialista.

2.3. Le PCP

La structuration organisationnelle du PCP se fonde sur les principes léninistes du "centralisme démocratique". La base d'organisation est territoriale (résidentielle et lieu de travail) (1).

Les organes supérieurs sont le Congrès, le Comité central et le Secrétariat.

Le Congrès se réunit d'ordinaire tous les trois ans. Sont délégués au Congrès tous les membres du Comité central, les dirigeants des organisations régionales et les membres élus par les cellules.

Le Comité central, élu par le Congrès, se compose de membres effectifs et de membres suppléants. Les membres suppléants participent avec vote consultatif. Le Comité central élit parmi ses membres le Secrétaire général, le Secrétariat et la Commission politique.

(1) Cf. Partido Comunista Português, Estatutos do Partido Comunista Português, Lisbonne, Edições "Avante !", 1976

Lors de son dernier Congrès, le IXème, le Comité central du PCP avait 72 membres effectifs et 61 membres suppléants. La Commission politique et le Secrétariat comptaient respectivement 16 et 9 membres. Tous les organes ont été élus à l'unanimité (1).

L'échelon moyen du parti se compose des organisations régionales, lesquelles sont au nombre de 10 : de Lisbonne, Nord, Setubal (district), Alentejo, Beiras, Santarém (district), Leiria (district), Algarve, Açores et Madère.

L'assemblée est l'organe supérieur de toute organisation régionale, de circonscription ("distritais, concelhias, de freguesia"), de lieu, de zone, de classe professionnelle et de secteur.

La cellule est l'organisation de base du PCP. Le parti privilégie les cellules de lieu de travail, mais il y a aussi des cellules de rue, de femmes et de jeunes. La cellule peut se subdiviser en noyaux (núcleos) ou centres.

Chaque cellule a une assemblée et un secrétariat. D'après les statuts du parti, la cellule doit être un centre de diffusion, d'orientation et d'organisation du PCP, promouvoir la diffusion de Avante ! (le journal officiel du parti) parmi les non-membres du PCP et mobiliser des intellectuels "et les gens d'autres classes dédiées à la cause de la lutte populaire"; citons encore les tâches suivantes : promouvoir le financement du parti et de Avante !; renforcer la vigilance de classe, promouvoir l'étude du marxisme-léninisme et la critique et l'auto-critique; recueillir des informations qui puissent intéresser le parti.

D'après les statuts, les organisations et les membres du PCP doivent être présents et actifs dans toutes les organisations populaires, soient-elles syndicales, culturelles, sportives ou folkloriques.

(1) Cf. Partido Comunista Português, IX Congresso, Lisbonne, Edições "Avante !", 1979

La UJC - Union de la Jeunesse communiste - a ses propres statuts et une autonomie fonctionnelle par rapport au parti. L'Union des Etudiants communistes (UEC) s'est intégrée dans cette organisation qui vise à rassembler tous les jeunes militants communistes, travailleurs et étudiants.

Plusieurs organisations "parallèles", dont quelques-unes se disent indépendantes vis-à-vis du parti, constituent, en fait, un vaste réseau de communication avec des couches assez différenciées de la population. Citons, entre autres, le MDM (Mouvement démocratique des Femmes), la CNA (Confédération nationale des Agriculteurs), le MARN (Mouvement des Agriculteurs et Rentiers du Nord), les Associations d'Amitié Portugal-URSS, Cuba, Allemagne de l'Est, etc.

La CGTP-INTERSINDICAL, principale centrale syndicale ouvrière portugaise, est sous la direction communiste, bien qu'avec la participation de quelques syndicats d'"extrême-gauche", proches de l'UDP (Union démocratique et populaire) et de quelques petits groupes de gauche "indépendante".

Selon les chiffres officiels du parti, le PCP dispose de 451 "centres de travail" (délégations), le tirage de son bulletin d'organisation interne (O Militante) est de 32'000 exemplaires, les organismes sont au nombre de 9'000 (7'000 lors du VIIIème Congrès) et il y a environ 1'800 secrétariats des cellules d'entreprise (1).

Finalement, et en ce qui concerne le nombre de militants, il était, lors du IXème Congrès (mai-juin 1979) de 164'713, plus environ 30'000 de jeunes communistes.

(1) Cf. les rapports d'organisation présentés au IXème Congrès : Partido Comunista Português, IX Congresso, op.cit., pp. 63-65 (M. Blanqui Teixeira) et pp. 237-239 (M. Alvaro Cunhal)

Selon les sources officielles du parti, la composition est surtout ouvrière : 57,3 % d'ouvriers, dont 13 % agricoles.

En termes d'organisation, le PCP semble bien être le plus puissant parti portugais.

2.4. Le CDS

La structure du parti se situe à trois niveaux principaux : le "national", le "local" et l'"autonome" (1).

L'organisation locale du CDS s'inscrit dans la division administrative du territoire, prenant comme unité de base la circonscription électorale. Il existe une délégation du parti dans chaque cercle électorale. L'existence d'une sous-délégation dans chaque commune est prévue par les statuts. Les délégations se groupent en fédérations régionales.

Dans chaque circonscription électorale, les organismes principaux de la délégation sont l'Assemblée - organisme délibératif - et la Commission exécutive - dont le rôle est celui de coordonner l'activité de la délégation conformément aux directives définies par les organismes nationaux du parti et par les orientations esquissées par l'Assemblée.

Les sous-délégations ont une composition organique pareille à celle des délégations.

(1) Cf. Partido do Centro Democrático e Social, CDS-Estatutos, Lisbonne, s/d; pour l'évolution de la vie interne du parti, cf. Partido do Centro Democrático e Social, A Democracia-Cristã em Portugal - Três Congressos do CDS, Lisbonne, Democracia 76, s/d; une présentation assez claire de la structure du parti est faite par Paulo Cardoso Neves, "Le Centre Démocratique Social - CDS", Conférence sur la structuration des partis en Europe (Konrad Adenauer Stiftung), Bruxelles, 13-15 décembre 1979

Les statuts du parti classent les organismes nationaux en quatre groupes : organismes délibératifs, exécutifs, de contrôle et d'intervention politique.

Les organismes délibératifs sont : le Congrès, le Conseil national, la Commission politique et la Commission directive.

Le Congrès est l'organisme principal du parti qui doit établir l'orientation générale, approuver le programme et les statuts et élire les membres des autres organismes nationaux. Le Congrès se réunit tous les deux ans.

Le Conseil national est l'organisme qui dirige les activités du parti entre les sessions du Congrès. Il a par exemple la compétence de définir la stratégie du parti, selon l'orientation établie par le Congrès; délibérer sur la constitution de coalitions ou fronts avec d'autres partis; discuter et approuver les budgets et les bilans annuels. Le Conseil national se réunit trois fois par an.

La Commission politique est l'organisme délibératif normal du parti qui a la compétence d'esquisser la ligne politique; délibérer sur la présentation des candidatures dans les élections nationales et analyser la situation politique et voter des motions. La Commission politique se réunit en général une fois par mois.

La Commission directive, qui est dirigée par le Président du parti, suit continuellement l'évolution de la situation politique nationale et partisane, exécute la stratégie politique et coordonne et dirige l'activité des autres organismes d'intervention politique et des organismes exécutifs et auxiliaires du parti. Cette Commission se réunit une fois par semaine.

Les organismes exécutifs sont : le Secrétariat général, la Commission des Rapports internationaux, la Commission de Formation politique et le Conseil économique.

Le Secrétariat général est chargé de diriger l'action politique des organismes locaux et des structures centrales qui leur sont subordonnées, organiser et diriger la participation du parti aux élections nationales, régionales et locales, diriger le secteur administratif et financier, ainsi que les services de nature juridique.

La Commission des Rapports internationaux est l'organisme chargé de planifier et exécuter l'action internationale du parti, établissant des liaisons avec d'autres partis et d'autres organisations politiques.

La Commission de Formation politique est l'organisme exécutif chargé de programmer et promouvoir les activités de formation politique et d'organisation sociale.

Le Conseil économique a la responsabilité de maintenir une liaison permanente avec les activités économiques nationales.

Les organismes de contrôle sont : la Commission nationale de Fiscalisation et la Commission nationale de Discipline, dont les fonctions découlent naturellement de sa désignation.

Les organismes d'intervention politique sont : le Groupe parlementaire et la Commission gouvernementale.

Le Groupe parlementaire observe son règlement particulier, mais il doit suivre les orientations établies par le Congrès, le Conseil national et la Commission politique en ce qui concerne les problèmes politiques.

La Commission gouvernementale est l'organisme chargé d'étudier et divulger les politiques sectorielles préconisées par le parti par rapport aux différents secteurs de l'activité gouvernementale.

Pour appuyer techniquement et administrativement ces deux organismes, il existe un Bureau d'études.

Les rapports entre le parti du CDS et ses organisations autonomes sont établis par un accord entre les organismes dirigeants de ces organisations et la Commission politique du CDS; cet accord doit sauvegarder toujours l'autorité finale des organismes nationaux du CDS. Le parti du Centre démocratique social a les organisations autonomes suivantes :

- CDS/Açores
- CDS/Madère
- GAMA Bureau pour les affaires de Macau
- JC Organisation des jeunes du Centre
- MCDS Organisation des femmes du Centre
- GATIMOR Bureau pour les affaires de Timor
- FTDE Fédération des travailleurs démocrates-chrétiens

L'organe officiel est Democracia 76, mais la Folha CDS reste le principal organe de propagande du parti.

2.5. Classification : vue d'ensemble

Depuis la parution de l'ouvrage classique de Maurice Duverger, il est presque obligatoire de classer les partis politiques, en termes de structure, selon la dichotomie partis de cadres-partis de masses (1).

Mais déjà Duverger lui-même avouait que "claire dans son principe, la distinction n'est pas toujours facile dans son application" (2). En mettant l'accent sur la structure - et non pas sur la dimension - Duverger reconnaît cependant que la distinction repose sur une infrastructure sociale et politique qui s'explique d'ailleurs

(1) DUVERGER, Maurice, Les partis politiques, Paris, Armand Colin, 1976 (1ère édition : 1951), pp. 84 et ss.

(2) DUVERGER, Maurice, op.cit., pp. 85-86

par l'évolution historique du suffrage restreint au suffrage universel (1), et qui va coïncider, dans une large mesure, avec la distinction entre partis "bourgeois" et partis "prolétariens" (2).

L'évolution des systèmes des partis a amené Otto Kirchheimer à proposer un nouveau type de parti, celui de "catch-all party", lequel aurait un caractère inter-classiste et correspondrait à un nouveau type de relations entre les électeurs et les partis de masse (3).

Bien qu'en ne suivant pas Kirchheimer sur tous les points de départ et sur les conclusions auxquelles il parvient (4), nous trouvons dans le type du "parti de rassemblement" quelque chose de commun avec ce qui s'est passé au Portugal dans l'espace de cinq ans, surtout à propos de ce parti-clé de toute évolution politique, le PSD. En fait, celui-ci est né comme un parti de "notables" (trois fondateurs qui étaient des députés "libéraux" à l'Assemblée nationale du régime autoritaire) et s'est vite transformé dans un parti à base populaire, inter-classiste, répandu par tout le territoire national, avec la majorité absolue aux régions autonomes d'Açores et de Madère, avec une base syndicale qui est la deuxième en termes de partis (immédiatement après les communistes) et principale force parmi les syndicats des services, et avec un

(1) DUVERGER, Maurice, op.cit., p. 87

(2) DUVERGER, Maurice, Ibid., p. 90

(3) KIRCHHEIMER, Otto, "The Transformation of Western European Party Systems" in LA PALOMBARA et WEINER, Political Parties and Political Development, Princeton, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200

(4) L'idée sous-jacente à toute l'hypothèse de Kirchheimer, celle d'une certaine décadence du pouvoir des partis, ne semble pas recueillir beaucoup d'éléments démonstratifs au niveau des faits. On ne saurait généraliser ce qui se passe dans deux ou trois pays européens et en prétendre déduire les lignes générales d'évolution. Pour une bonne discussion de l'hypothèse de Kirchheimer, cf. WOLINETZ, Steven B., "Stabilità e mutamento nei sistemi partitici dell'Europa occidentale", Rivista italiana di Scienza Politica, No 1, 1978, pp. 3-55 et ouvrages y cités

appui très remarquable parmi la jeunesse. Et tout cela bien entendu en passant par une processus de relative "désidéologisation", en affirmant plus un programme de régime qu'une plateforme partisane. Le charisme de M. Sa Carneiro, quoique incontestable, ne peut tout expliquer en ce qui concerne le développement de l'appui populaire à ce parti.

De même, la constitution des fronts électoraux (AD, APU, FRS) ne révèle-t-elle pas une stratégie de plus en plus orientée vers le rassemblement au-delà des lignes idéologiques plus classiques ?

Le concept de "rassemblement" reste celui que l'on retient quand on examine, par exemple, l'Alliance démocratique, laquelle, de construction presque artificielle d'une entente d'élites partisans, s'est transformée en véritable phénomène sociologique à ampleur incontestable. De toute façon, la force des coalitions au Portugal ne veut pas nécessairement signifier la décadence ou les faiblesses des partis politiques. Il est indiscutable que, au sein de ces nouvelles entités de rassemblement, les partis gardent la direction, et qu'ils peuvent reformuler à tout instant le système des alliances.

3. Les partis politiques et le clivage gauche-droite

3.1. Introduction

Une grande confusion sémantique a toujours et partout marqué les notions de "gauche" et de "droite". Il s'agit de concepts qui doivent être relativisés et qui suscitent - même si nous ne prenons que leur sens "abstrait" - des problèmes dont la résolution est difficile. Premièrement, celui de l'interdépendance des concepts pour

la définition de chacun d'entre eux. La "gauche" n'existe pas sans être en rapport avec un concept antinomique de "droite" et vice-versa. Deuxièmement, le problème des critères (par définition extérieurs aux concepts eux-mêmes) qui permettent la construction des types (types abstraits ou idéaux) ainsi désignés; troisièmement, les questions des limites, ou du "territoire sémantique" que chaque concept occupe dans l'espace de notre représentation politique.

Suffisamment de problèmes, donc, pour que le politologue se mette en garde dès le début face à l'utilisation de ces concepts. Et la question n'apparaît pas plus facile quand, au plan "abstrait" de la représentation intellectuelle, nous "descendons" à celui des réalités politiques "concrètes". On vérifie alors que les divers acteurs se réfèrent, dans le discours et dans l'action, à ces concepts, que parfois ils luttent même pour leur appropriation symbolique et que, d'une façon générale - et au moins dans les sociétés que nous pensons connaître le mieux - il existe une perception des dimensions de gauche et droite, une perception diffuse, certes, mais une perception qui joue quand même un rôle assez considérable au niveau de l'action politique (1).

Les acteurs et les analystes politiques peuvent ne pas être d'accord sur la classification de tel parti ou de telle personnalité en termes de gauche et de droite. Mais il existe néanmoins une

(1) Cf. SIDJANSKI, Dusan, Europe Elections. De la démocratie européenne, Paris, Stanké, 1979, p. 285 et ss.; après avoir considéré que "la dimension gauche-droite constitue un indice simple et pratique permettant d'analyser et d'expliquer les attitudes politiques des dirigeants et des électeurs", l'auteur nous rappelle que le "concept d'une dimension gauche-droite sous-jacente simplifie cependant une réalité fort complexe et engendre un ensemble de règles pratiques pour la prise de décision : l'électeur décide en principe de sa position par rapport à la dimension gauche-droite et soutient le parti qui se rapproche le plus de sa position sur le continuum gauche-droite"; pour une application pratique de cette dimension et une discussion plus approfondie des problèmes conceptuels, cf. INGLEHART, Ronald et SIDJANSKI, Dusan, "Dimension gauche-droite chez les dirigeants et électeurs suisses", Revue Française de Science politique, 1974, pp. 995-1025

identification, même s'il n'y a pas d'unanimité à propos de la classification. Gauche, droite et centre (catégorie que nous dirions "résiduelle" par rapport aux deux autres) existent donc dans la lutte politique à partir du moment où l'on se les représente intellectuellement.

Si cette ambivalence sémantique existe même dans les systèmes démocratiques consolidés qui ont une expérience relativement longue et continue d'élections libres, on s'imagine la difficulté que l'on trouve quand on parle de gauche et de droite dans un régime récemment issu d'un coup d'état révolutionnaire.

Nous traitons ici du cas portugais. Et une première constatation s'impose. S'il est vrai que le Portugal a constitué pour quelques politologues un magnifique "laboratoire" où l'on peut vérifier dans un court laps de temps quelques transformations qui ont été celles de l'Europe pendant un siècle, il est tout aussi vrai que les analyses empiriques sur l'échelle gauche-droite n'existent presque pas. Normalement, on a recours à des classifications établies par un des acteurs politiques avec lequel l'analyste - interne ou externe - garde une relation préférentielle, sinon exclusive, en ce qui concerne les sources d'information.

Cependant, il y a des données empiriques qui permettent, nous le pensons, une étude plus approfondie du sujet. C'est sur ces données que nous appuierons notre analyse.

3.2. Les limites de l'application de l'échelle gauche-droite au cas portugais

Il n'est pas dans notre intention de discuter ici des problèmes méthodologiques de l'utilisation d'une échelle gauche-droite pour la description d'un système politique donné. Pour cette dis-

cussion, le lecteur pourra se référer à une abondante littérature (1).

Pour le moment, notre but est celui de mettre en relief, non les difficultés propres à toute démarche méthodologique s'appuyant sur la dimension gauche-droite, mais ce que nous croyons être des limitations à l'application de l'échelle au cas portugais.

Selon Stokes, l'unidimensionalité est une condition nécessaire à l'application de l'échelle gauche-droite telle que Downs l'a conçue. Or, dans le cas portugais, notre hypothèse est que, à cause du fait révolutionnaire et de l'instabilité même du système partisan, les choix jusqu'à maintenant n'ont pas été faits en fonction d'une dimension "principale", mais en fonction de plusieurs, chacune ayant eu une importance différente à des moments différents du processus historique.

(1) DOWNS, Anthony, An Economic Theory of Democracy, New York, Harper, 1957

INGLEHART, Ronald et KLINGEMANN, Hans, "Party-Identification, Ideological Preference and the Left-Right Dimension among Western Mass Publics" in BUDGE, Ian, CREWE, Ivor et FARLIE, Dennis, Party Identification and Beyond : Representation of Voting and Party Competition, Londres, Wiley and Sons, 1976

INGLEHART, Ronald et SIDJANSKI, Dusan, op.cit.

SIDJANSKI, Dusan, op.cit.

FINLAY, David, SIMON, Douglas et WILSON, L., "The Concept of Left and Right in Cross National Research", Comparative Political Studies, juillet 1974

KLINGEMANN, Hans, "Testing the Left-Right Continuum on a Sample of German Voters", Comparative Political Studies, avril 1972

STOKES, Donald, "Spatial Models of Party Competition" in CAMPBELL (éd.), Elections and the Political Order, New York, Wiley 1966

SARTORI, Giovanni, Parties and Party-Systems - A Framework for Analysis - Volume I, Cambridge, Cambridge University Press, 1976

SANI, Giacomo et SARTORI, Giovanni, Polarization, Fragmentation and Competition in Western Democracies, (manuscrit)

Quelles dimensions, donc, sont intervenues dans le choix politique au Portugal ?

Nous pensons qu'il s'agit avant tout de dimensions, centrées non autour de problèmes de "policy" (comme il est normal dans un système politique stabilisé, où l'on discute des options à propos de chaque "issue"), mais autour du problème plus général du pouvoir de décider sur le cadre général de décision - la "constitutional policy", pour utiliser l'expression employée dans un contexte différent par Salisbury (1).

D'autre part, la mobilisation électorale différée par rapport à la plupart des démocraties de l'Europe occidentale conduit au fait que la symbolique politique s'est organisée dans une large mesure contre le système politique antérieur.

Ainsi, l'on a établi une correspondance de la "**droite**" (toute la droite, même libérale) et du "centre" avec le régime autoritaire d'avant le coup d'état du 25 avril 1974. Cela a eu comme conséquence que, au moins pendant une période assez considérable, aucune force politique au Portugal ne se disait de droite. Le discours politique s'est vu ainsi artificiellement déplacé vers la gauche.

Un autre point important concerne la position du PCP, lequel était peut-être la seule point fixe du système des partis. Les analyses les plus attentives de la vie politique portugaise reconnaissent toutes que le PCP était le seul parti vraiment "institutionnalisé" pendant toute la période "révolutionnaire" (2).

Ainsi, comme on ne peut pas trouver ailleurs, dans le cadre politique général, la "structure fixe" dont nous parle Stokes, on

- (1) SALISBURY, R.H., "The Analysis of Public Policy : A Search for Theories and Roles" in RANNEY, A., Political Science and Public Policy, Chicago, Markham, 1968, pp. 151-175
- (2) Cf. JÚDICE, José Miguel, Do voluntarismo na Revolução Portuguesa, Coimbra, éd. auteur, 1976 et Portugal à deriva, Lisbonne, Edições do Templo, 1978

doit conclure que celle-ci se trouve à l'intérieur même du système des partis.

Il ne s'agit pas non plus, comme le suggèrent Inglehart et Sidjanski pour quelques systèmes politiques, de la prédominance du continuum marxiste-non-marxiste. Il s'agirait plutôt, car le PS se réclame aussi du marxisme, d'un clivage communiste-non-communiste ou même communiste-anti-communiste.

Une autre source de difficultés pour l'application de l'échelle gauche-droite résulte du manque d'expérience dans le fonctionnement de l'actuel système démocratique. En général, le débat politique reste trop "idéologisé" et dogmatique. Pour une application plus sûre de l'échelle gauche-droite, il faudrait attendre la stabilisation-même des partis politiques (stabilisation des électorats mais aussi programmatique) et la répétition continue des expériences de gouvernements et d'opposition. La présence d'un certain pouvoir militaire rend parfois plus difficile encore l'autonomie du système politique civil et par conséquent aussi sa compréhension à l'aide des instruments d'analyse qu'il est normal d'utiliser pour l'étude des démocraties occidentales.

3.3. La position des portugais sur l'échelle gauche-droite

Le sondage, réalisé sous la direction de Mário Bacalhau (1) entre le 6 et le 20 décembre 1978, nous montre que les personnes interrogées se situent, pour la plupart, dans les valeurs du milieu de l'échelle (5 et 6). Cependant, on remarque que 39 % se présentent à gauche de la valeur moyenne (5,5) tandis que 26 % seulement se trouvent à droite.

(1) BACALHAU, Mário, Eanes - A solução ?, Lisbonne, Heptágono, 1979. Sondage réalisé par NORMA sur un échantillon de 943 personnes; 57 interviews ont été annulés.

Une valeur très importante - et peut-être la plus indicative - est celle des non-réponses : 35 %.

Voici les résultats globaux exprimés en pourcentages :

Résultats globaux (placement sur une échelle gauche-droite)

	Gauche					Centre					Droite					1 à 5	6 à 10	NR
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10								
Total	2	3	6	7	21	12	7	4	1	2						39 %	26 %	35 %

Source : M. BACALHAU, op.cit.

N = 886

Il y a des raisons qui nous poussent à croire qu'une certaine déformation est présente dans toute cette distribution. En fait, le choix de la case 5 a été le plus fréquent lors des interviews, ce qui peut conduire à la supposition qu'il y a une identification qui s'établit entre la case 5 et la valeur moyenne de l'échelle. Ici, nous sommes devant un problème qui n'est pas particulier à ce sondage mais, nous en sommes persuadés, qui se pose à toute application de l'échelle 1 à 10 pour l'explication des attitudes politiques sur la dimension gauche-droite. Un moyen possible de contrôler ce que nous croyons être une source d'invaliderité serait de comparer, dans la même enquête, ces résultats avec les réponses obtenues après l'application d'une échelle gauche-droite à quatre cases (extrême-gauche, gauche modérée, droite modérée et extrême-droite, par exemple). Ceci n'étant pas possible dans l'enquête sur laquelle nous nous appuyons, il fallait au moins faire cette remarque pour une interprétation plus prudente des résultats.

En discriminant les réponses par les districts où le sondage a eu lieu, on remarque que les différences les plus significatives

en ce qui concerne la répartition entre la gauche et la droite se trouvent à Beja, dans la province d'Alentejo, au coeur de la zone d'intervention de la réforme agraire où les communistes sont la force électorale dominante. L'équilibre dans la répartition gauche-droite apparaît exactement là où (Viseu) le nombre de non-réponses est le plus grand.

Les résultats par districts se présentent comme suit :

Résultats par district

District	Gauche					Droite					1, à 5	6 à 10	NR
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
Aveiro	1	2	3	9	27	14	12	4	4	5	42 %	39 %	19 %
Beja	6	7	22	10	14	14	-	0	-	--	59 %	14 %	27 %
Lisbonne	3	3	8	7	21	13	5	4	1	1	42 %	24 %	34 %
Porto	2	2	5	8	23	12	10	5	1	1	40 %	29 %	31 %
Viseu	-	1	0	0	9	3	1	2	-	4	10 %	10 %	80 %

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

On constate aussi que le pourcentage de réponses pour les positions à droite de l'échelle est plus élevé dans les localités avec moins de 2'000 habitants que dans celles qui en ont plus. Voici les résultats selon le lieu d'habitation des personnes interrogées :

Résultats selon le lieu d'habitation

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

Lieu d'habitation	Gauche					Droite					Gauche 1 à 5	Droite 6 à 10	NSP NRP
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
- 2'000 hab.	0	1	3	5	21	9	7	3	1	3	30 %	24 %	46 %
2'000 à 100'000	5	4	12	10	20	13	9	4	1	1	51 %	28 %	21 %
+ de 100'000	3	4	7	9	21	17	6	5	1	1	44 %	30 %	26 %

Une différence assez significative apparaît selon le sexe des personnes interviewées. Le pourcentage d'hommes qui n'ont pas répondu est de 27 %, tandis que pour les femmes, il s'élève à 41 %. Comparativement, les femmes se placent plus à droite que les individus du sexe masculin. Les résultats selon le sexe sont les suivants :

Résultats selon le sexe

Sexe	Gauche					Droite					Gauche 1 à 5	Droite 6 à 10	NSP NRP
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
Hommes	2	3	8	7	26	12	7	4	2	2	46 %	27 %	27 %
Femmes	2	2	5	7	18	12	7	4	1	2	34 %	25 %	41 %

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

On dispose aussi des résultats comparés par classe socio-économique, degré d'exposition aux "mass media", position de "leader" ou non "leader" d'opinion, et religion.

En ce qui concerne la différenciation socio-économique, on trouve, pour les quatre catégories considérées ("classe supérieure", "moyenne supérieure", "moyenne inférieure", "inférieure"), plus de réponses à gauche qu'à droite de l'échelle. Cependant, la plus grande différence en faveur de la gauche apparaît dans la classe "moyenne supérieure" et la répartition la plus équilibrée dans la classe "inférieure"; mais celle-ci enregistre aussi le plus grand pourcentage (65 %) de non-réponses. Dans l'ensemble, nous sommes d'avis que la variable catégorie socio-économique n'explique pas beaucoup la position des électeurs portugais sur l'échelle gauche-droite. Cela est probablement dû à la typologie choisie pour définir la classe socio-économique. Si l'on analysait les réponses selon la position de travailleur manuel et non-manuel, par exemple, on aurait peut-être des résultats plus explicatifs. Mais là, nous sommes déjà dans le domaine de la spéculation.

Résultats selon catégories socio-économiques

Catégories	Gauche					Droite					Gauche 1 à 5	Droite 6 à 10	NSP NRP
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
Supérieure	2	2	2	13	26	19	11	6	2	1	48 %	39 %	12 %
Moyenne supérieure	4	3	9	8	26	15	8	4	2	1	50 %	30 %	20 %
Moyenne inférieure	2	3	8	9	19	10	7	3	1	2	41 %	23 %	36 %
Inférieure	1	1	1	1	16	6	2	3	1	3	20 %	15 %	65 %

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

La variable suivante concerne le degré d'exposition aux moyens de communication sociale. Une observation se dégage : les positions sur les cases 6 à 10 de l'échelle sont plus nombreuses que celles sur les positions 1 à 5 au fur et à mesure que l'exposition aux "mass media" diminue.

Résultats selon l'exposition aux "mass media"

Exposition aux "mass media"	Gauche					Droite					Gauche 1 à 5	Droite 6 à 10	NSP NRP
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
Très exposé	3	4	9	10	26	16	9	5	1	2	52 %	23 %	15 %
Assez exposé	3	3	8	8	20	12	5	2	1	2	42 %	22 %	36 %
Peu exposé	1	2	5	4	22	9	8	3	2	3	34 %	25 %	41 %
Pas du tout exposé	0	0	0	6	10	6	5	7	0	0	16 %	18 %	63 %

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

Les "leaders" d'opinion se trouvent plus à gauche qu'à droite (62 % dans les cases 1 à 5, 28 % dans les cases 6 à 10, 10 % de non-réponses).

"Leader" ou non "leader" d'opinion

"Leader" d'opinion	Gauche					Droite					Gauche 1 à 5	Droite 6 à 10	NSP NRP
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
Leader	8	6	19	14	15	15	10	3	-	-	62 %	28 %	10 %
Non leader	2	2	5	6	22	12	7	4	1	2	37 %	26 %	37 %

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

Un clivage assez important est celui de la religion. D'après les résultats dont on dispose, il est bien visible que les catholiques se placent dans un plus grand pourcentage sur les positions 1 à 5 que les catholiques pratiquants. Par exemple : parmi ceux qui ont une autre position que "catholique" à l'égard de la religion, seulement 15 % se situent de 6 à 10, tandis que 65 % se placent dans les cases 1 à 5.

Résultats selon la religion

Religion	Gauche					Droite					Gauche		NSP NRP
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	1 à 5	6 à 10	
Catholique	2	2	5	6	21	12	7	4	2	2	36 %	27 %	37 %
Catholique pratiquant	0	1	2	6	20	10	10	4	2	2	29 %	28 %	43 %
Catholique non pratiquant	3	4	9	7	23	15	4	4	1	2	46 %	26 %	28 %
Autre position	9	5	15	15	21	7	5	2	1	-	65 %	15 %	20 %

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

Un indice commode, normalement utilisé, est celui de la position moyenne de l'électorat sur l'échelle gauche-droite. On doit être très prudent dans l'utilisation de cet indice, surtout parce qu'il ne tient pas compte des non-réponses. L'enquête sur laquelle

nous nous appuyons a trouvé le résultat 5,22 comme autoplacement moyen des Portugais sur l'échelle gauche-droite (1).

3.4. La position des partis politiques portugais sur l'échelle gauche-droite

On a demandé aux personnes quelle était, selon elles, la position des principaux partis politiques portugais sur l'échelle gauche-droite (1 à 10). C'est là une démarche différente de celle que l'on trouve aux Eurobaromètres, par exemple, où l'on demande les préférences partisans et en même temps le placement des électeurs eux-mêmes sur l'échelles.

L'enquête concerne seulement les partis qui étaient représentés à l'Assemblée de la République au moment où le sondage a été fait.

Les réponses confirment ce qui est la classification normale, dans les analyses politiques, des partis politiques portugais.

Ainsi, on trouve l'UDP (Union Démocratique Populaire), parti de la "gauche révolutionnaire" et "anti-réformiste", presque toujours située dans les cases 1 à 3 de l'échelle.

Le PCP (Parti Communiste Portugais) apparaît surtout dans les positions 1 à 4, le PS (Parti Socialiste) entre les valeurs 3 et 6, et le PSD (Parti Social Démocrate) entre le 5 et le 10; le CDS

(1) A titre simplement exploratoire, et en ne négligeant pas le fait que la méthode suivie n'a pas été la même, rappelons les "moyennes nationales" pour les pays membres de la Communauté Européenne : Irlande 6,0; Grande-Bretagne 6,0; Allemagne 5,9; Luxembourg 5,7; Belgique 6,0; Pays-Bas 5,9; Danemark 5,4; France 4,9; Italie 4,4 (d'après RABIER, J.R., "L'opinion des publics et l'élection du Parlement européen", Pouvoirs, No 2, 1977, pp. 89-108 et SIDJANSKI, D., Europe Elections, op.cit., tableau à la page 286)

(Centre Démocratique Social) est placé entre le 5 et le 10, mais très nettement en plus grand pourcentage que le PSD dans les valeurs plus à droite.

Le PS et le PSD se partagent les positions au milieu de l'échelle, mais avec un très clair penchant du premier vers les positions du centre-gauche et du deuxième vers celles du centre-droite.

Aspect important, les non-réponses se présentent un peu au-dessus des 40 %. Le parti que le plus grand pourcentage des gens ne savait pas où placer (43 %) était le PS. On doit remarquer aussi que le pourcentage de non-réponses à cette question - placement des partis - est bien plus considérable que celui pour l'autoplacement des personnes interrogées (35 %). Ceci ne nous étonne pas si nous connaissons l'instabilité idéologique et organisationnelle des partis politiques portugais et leur manque généralisé d'une tactique claire.

Voici les résultats, exprimés en pourcentages, des réponses concernant le placement des principaux partis politiques portugais sur l'échelle gauche-droite.

Les partis politiques portugais sur l'échelle gauche-droite

Partis	Gauche					Droite					NSP NRP
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
CDS	0	0	0	0	4	10	8	5	11	12	40 %
PSD	0	0	0	2	9	14	13	10	8	4	40 %
PS	1	2	9	17	15	9	2	2	1	0	43 %
PCP	16	22	14	4	1	1	0	0	0	0	42 %

Source : M. Bacalhau, op.cit.

N = 886

L'indice moyen pour chacun des partis politiques est le suivant :

PCP - 2,32
PS - 4,63
PSD - 6,90
CDS - 7,85

Dans la figure No 2, on présente, sous forme graphique, le placement des partis sur l'échelle gauche-droite.

Bien qu'en connaissant le caractère "illégitime", du point de vue méthodologique, de la comparaison de l'indice moyen des partis politiques avec celui des électeurs, on peut quand même, comme exercice et seulement à titre exploratoire, essayer de nous interroger sur le décalage que l'on trouve. En fait, si l'on établit la moyenne du placement des partis sur l'échelle, on trouve 4,64. L'auto-placement de l'électeur moyen était - rappelons-le - de 5,22. Si nos instruments d'analyse pouvaient confirmer l'hypothèse, il n'y aurait rien d'étonnant au fait que la position des partis soit plutôt à gauche que celle des électeurs. Cela s'expliquerait par le processus (et surtout par le contexte) de la formation des principaux partis politiques portugais (après un coup d'état "révolutionnaire") et aussi par le "virage à droite" que les élections législatives intérimaires du 2 décembre 1979 ont confirmé et s'annonçait déjà au moment de la réalisation de cette enquête (décembre 1978).

3.5. Gauche et droite : changement ou permanence ? Compétition ou consensus ?

Dans notre sondage de juin 1980 portant sur l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne (1), nous avons introduit une ques-

(1) Cf. José DURAO BARROSO, Le système politique portugais face à l'intégration européenne - Partis politiques et opinion publique (voir suite page suivante)

tion relative au placement des citoyens sur le continuum gauche-droite; nous disposons aussi des résultats selon les préférences partisans, ce qui nous permet de comparer le profil des électeurs potentiels de l'Alliance démocratique, du Parti Socialiste et de l'Alliance Peuple Uni (39). Voici le tableau synthèse des résultats :

Placement de la population portugaise sur la dimension
gauche-droite. Résultats globaux et selon les électors
des principales formations politiques

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Globaux	4,5	3,1	13,6	12,2	13,6	18	8,5	6,4	2,8	4
AD	(0,6)	(0)	(0,9)	6	11,8	32,7	17,2	11,5	4,5	6,9
PS	(2,6)	(1,3)	15	29,4	30	12,4	(5,8)	(1,3)	(0)	(1,9)
APU	14,9	10,2	46,2	12,9	(3,4)	(0)	(0,6)	(0)	(0)	(0)
NSP/NRP	(0,9)	(0,9)	7,8	6,4	14,7	16,1	4,6	6,9	(2,7)	(2,7)

Source : J.D. Barroso, op.cit.

N = 900

- (1) (suite de la page précédente)
Genève, Université de Genève, Département de Science politique, 1981 (à paraître 1983, Lisbonne et Lausanne); notre sondage a eu lieu dans huit districts ("distritos") du territoire continental portugais. 900 interviews ont été retenues. Nous tenons à remercier la Commission des Communautés européennes pour la subvention qui a permis la réalisation du sondage et M. Isaltino Morais, de l'Institut National de Statistique (Lisbonne), responsable des travaux sur le terrain.

On constate que les cases centrales (5 et 6) recueillent à elles seules 31,6 % du total. Les cases de gauche (1 à 5) sont choisies par 47 % des personnes interviewées tandis que celles de droite enregistrent 39,5 % des préférences manifestées. Ces résultats semblent indiquer une certaine permanence par rapport aux observations précédentes.

Il est quand même intéressant de remarquer que les deux positions extrêmes (1 à 10) apparaissent plus souvent que les positions voisines : 4,5 % (case 1) contre 3,1 % (case 2) et 4 % (case 10) contre 2,8 % (case 9).

Mais cela ne met pas en cause l'observation fondamentale : la population portugaise montre une orientation en majorité "centriste", avec un certain penchant vers le centre-gauche. Au-delà des fluctuations électorales, on vérifie qu'il y a des lignes de continuité qui persistent et que, même dans les élections, les "transactions" se font normalement entre les partis qui sont "proches" dans l'échiquier politique.

Notre sondage ne nous autorise pas à tirer cette conclusion qui pourra, donc paraître abusive. Mais une étude récemment réalisée dans le cadre de l'"Instituto de Estudos para o Desenvolvimento", par José Nunes Coelho ¹⁾, vient confirmer, par l'analyse comparative des résultats des élections législatives et locales, ce que nous avons déjà suggéré ²⁾ en nous appuyant, parmi d'autres éléments, sur l'analyse des résultats des sondages. En fait, on trouve que les déplacements d'orientation électorale au Portugal

1) José Nunes Coelho, Factores explicativos do comportamento político da população portuguesa, Lisbonne, Instituto de Estudos para o Desenvolvimento, 1980.

2) Cf. notre papier, "Quelques considérations sur la spécificité du système politique portugais", Joint Session Workshops, European Consortium for Political Research, Florence, 1980.

se font essentiellement au centre de l'échiquier politique (la zone de compétition la plus aiguë entre les électorats du PS et du PSD) et que le mouvement vers la "droite" n'est pas du tout l'indice d'un "radicalisme de signe contraire" à celui qui s'est manifesté en 1975, au niveau de l'action politique. L'analyse de ces lignes de stabilité nous a permis de suggérer que le problème du système des alliances, au Portugal, ne saurait être réduit au schéma simpliste : bipolarisation égale ou équivalente à radicalisme. Dans Sistema de Governo e Sistema Partidário (1) nous avons déjà établi qu'au Portugal les lignes de stabilité électorale sont déjà suffisamment définies pour que l'on puisse développer un mode de résolution des conflits politiques plus compétitif, et refuser ainsi les modèles "consensuels" de constitution d'un "bloc central" (PS-PSD).

Pour Nunes Coelho, il y a une stabilité structurelle des choix électoraux au Portugal, et il y trouve trois facteurs explicatifs :

- " - la position de l'habitant des zones rurales face à la structure dimensionnelle de l'exploitation agricole, qui est une manifestation de la structure de la propriété;
- les changements découlant du développement urbain et industriel;
- la transmission des modèles culturels ("padroes culturais") par le biais de l'influence religieuse"(2).

Bien que ne pouvant pas accompagner Nunes Coelho tout au long de sa démarche méthodologique - surtout quand il choisit "a priori"

1) Pedro Santana Lopes et José Durão Barroso, Sistema de Governo e Sistema Partidário, Lisbonne, Lavraria Bertrand, 1980.

2) Nunes Coelho, op. cit., p. 69.

le Parti Socialiste comme le parti "isolé" de l'échiquier politique, en regroupant d'un côté toute la "gauche" et de l'autre toute la "droite"(1) - nous sommes pour l'essentiel d'accord avec ses conclusions sur les facteurs explicatifs des changements de comportement politique :

" - ou des changements des structures globales, ce qui est un changement lent et à longue durée;

- ou des altérations des propositions politiques présentées par les acteurs du jeu partisan, qui peuvent résulter de modifications dans le programme ou dans l'action et l'image d'un parti, soit de la façon dont la proposition politique est interprétée par la population et par les agents qui ont une influence sur celle-ci"(2).

Si nous retournons à notre tableau synthèse des résultats sur la dimension gauche-droite et si nous les comparons avec ceux d'enquêtes antérieures, nous nous rendons compte que l'électorat potentiel de l'AD, bien que plus concentré sur la droite, garde quelques positions de centre-gauche; et le PS est clairement dépassé dans les cases de gauche par l'APU, ce qui incitera à le définir plutôt comme un parti de centre-gauche. En fait, 74,4 % de son électorat potentiel se place sur les valeurs 3,4 et 5 de l'échelle, tandis que les autres valeurs de "gauche" ont enregistré des pourcentages

(1) Placer le PSD dans la "droite", sans presque aucune justification, voilà une simplification à laquelle nous ne pouvons pas souscrire. Notre argument est précisément que l'essentiel de la compétition électorale se passe entre le PS et le PSD, dans une zone "centrale" de l'échiquier politique : la constitution de l'Alliance démocratique n'a pas altéré le fondamental du problème et le PSD ne saurait être confondu avec la coalition dont il fait actuellement partie

(2) Nunes Coelho, op.cit., p. 70

considérés négligeables du point de vue statistique. Les communistes (APU) se placent très nettement dans les cases 1 à 4, la valeur 3 étant la valeur modale (46,2 %). Les gens qui n'ont pas répondu à la question portant sur l'identification partisane, se sont placés en plus grand nombre sur les valeurs centrales. Les résultats semblent indiquer un "marais" électoral à profil assez bien défini.

L'information obtenue par l'utilisation d'une échelle gauche-droite va, donc, à la rencontre de l'analyse (faite au niveau régional) des changements dans les résultats électoraux. La démarche de Nunes Coelho, qui consiste à corréler quelques indicateurs de nature socio-économique (données régionales, par "distritos" et "concelhos") avec les changements d'orientation électorale, l'a conduit à la conclusion suivante :

"C'est presque toujours quand les indicateurs sont proches de la moyenne ou qu'au contraire ils s'opposent entre eux, que l'on observe des situations où le comportement politique est plus proche de la zone centrale de l'échiquier politique et susceptible de fluctuations plus sensibles" (1).

Alors, compétition ou consensus ?

La question reste à résoudre. Les observations (anticipées par l'analyse des sondages, confirmées par la géographie électorale) démontrant que la fluctuation du comportement politique est limitée à la zone centrale de l'échiquier politique, la tendance semble s'orienter vers une compétition accrue, bipolaire, en termes d'une gauche et d'une droite qui se disputent entre elles le vote de l'électeur qui cherche, avant tout, la stabilité.

De ce que l'on vient d'exposer, il résulte que le modèle compétitif de démocratie permet, contrairement à la thèse consensuelle

(1) Nunes Coelho, op.cit., p. 70

("consociational"), la clarification du système; cette clarification orientera les acteurs politiques - et aussi les électeurs, nous le pensons - vers un réalisme accru dans les choix, afin que l'hypothèse de viabilité des majorités parlementaires et gouvernementales soit maximisée. Et nous ne cachons pas notre préférence "normative" pour le modèle compétitif : ce qui est fondamental, vraiment fondamental, c'est d'assurer la stabilité du système. Mais cette stabilité doit découler du jeu compétitif entre les forces politiques capables d'assurer, majoritairement, le "leadership" du pays. Cette stabilité ne doit pas empêcher l'innovation et il serait utile de ne pas nourrir de craintes excessives face à un débat politique clair et ouvert (1).

Mais on ne doit pas perdre de vue, que, dans un système politique tel que le système portugais, les perceptions différentes et le rôle "volontariste" des élites politiques peuvent renverser cette tendance sans grande difficulté. Et, en outre, des contraintes institutionnelles assez spécifiques (surtout en termes de système de gouvernement) semblent exercer une influence fort considérable sur les partis.

(1) Cf. SANTANA LOPES et DURAO BARROSO, op.cit., pp. 95-96

Bibliographie sélective sur les partis politiques
et le comportement électoral au Portugal

ABREU, Dinis de (coord.), Eleições em Abril, Diário de Campanha,
Lisbonne, Lider, 1975.

ALIANÇA DEMOCRÁTICA, Programa eleitoral de governo da Aliança
Democrática, Lisbonne, 1979.

"Programa de Revisão Constitucional da AD
Bases Gerais", Democracia e Liberdade, No 16,
1980, pp. 72-80.

ANTUNES, Albertino et alia (coord.), A Opção do Voto, Edições
António dos Reis, Lisbonne, 1974.

ANTUNES, A., MANUEL, A., BACALHAU, M., Portugal, República
Socialista ?, Lisbonne, Heptágono, 1975.

ALIANÇA POVO UNIDO, Programa eleitoral da Aliança Povo Unido,
Lisbonne, 1979.

Jan 1979

X BACALHAU, Mário, Eanes, a solução ? Inquérito à situação política,
Lisbonne, Heptágono, 1979.

BADIOU, Alain et Sylvain LAZARUS, ed., MRPP, le Portugal de près,
Paris, Maspéro, 1976.

BIANCA, Antoine, "Le scrutin du 25 avril 1975", Revue française
d'études politiques méditerranéennes, No 5, mai,
1975.

X BRUNEAU, Thomas C., "Portugal in the 1970'S : From Regime to
Regime", papier présenté au Congrès annuel de
l'Association Américaine de Science politique,
Washington, août, 1980.

enquêtes de 1979
X BRUNEAU, Thomas C. et BACALHAU, Mário, Os Portugueses e a Política
Quatro Anos Depois do 25 de Abril, Lisbonne,
Editorial Meseta, 1978.

CARDOSO NEVES, Paulo, "Le Centre Démocratique Social - CDS", papier
présenté à la Conférence de la Konrad Adenauer -
Stiftung sur la Structuration des Partis en Europe,
Brussels, 13-15 décembre 1979.

CENTRO DEMOCRÁTICO E SOCIAL, Estatutos do CDS, Lisbonne, CDS, s/d.
" " " " Programa do CDS, Lisbonne, CDS, s/d.
" " " " Declaração de Princípios - CDS,
Lisbonne, s/d.
" " " " A Democracia - Cristã em Portugal -
Três Congressos do CDS, Lisbonne,
Democracia 76, s/d.
" " " " O CDS e o Programa do Governo,
Lisbonne, Democracia 76, s/d.
" " " " Programa Global - Alternativa 76,
Lisbonne, 1976.

CUNHAL, Álvaro, Rumo à Vitória (As Tarefas do Partido na Revolução
Democrática e Nacional), Edições Avante !,
Lisbonne, 1964.

" Relatório da Actividade do Comité Central ao VI
Congresso do PCP, Lisbonne, Edições Avante, 1965.

" O Radicalismo Pequeno-Burguês de Fachada Socialista,
Lisbonne, Edições Avante !, 1971.

" Encontro da Rádio Portugal Livre com Álvaro Cunhal,
Argel, Edições RPL, 1972.

" Portugal : l'aube de la liberté, Paris, 1974.

" A Revolução Portuguesa, Lisbonne, Publicações
Dom Quixote, 1975.

X
1
DURÃO BARRUSO, José, Le système politique portugais face à l'inté-
gration européenne - partis politiques et opinion
publique, Genève, Université de Genève, Département
de Science politique, 1981.

ECONOMIA E SOCIOLOGIA (ed.), Eleições 75 - Fenómeno sócio-cultural,
Évora, Económica e sociologia, 1975.

EDIÇÕES AVANTE !, "Dossier" Eleições - Em que sentido se desloca o
eleitorado português ?, Lisbonne, Edições Avante !,
1977.

" As Eleições no Portugal de Abril, Lisbonne,
Edições Avante !, 1980.

ESTUDOS E PUBLICAÇÕES HEPTÁGONO (ed.), Eleições 75 - o Programa do MFA e dos Partidos Políticos, Lisbonne, Heptagono, 1975.

FERREIRA, Francisco, Álvaro Cunhal, herói soviético, Lisbonne, 1976.

FONSECA, Vasco C., Eleições para a Constituinte em Processo Revolucionário, Lisbonne, Editorial Estampa, 1975.

FREITAS DO AMARAL, Diogo, Responder ao País, Lisbonne, CDS, s/d.

FREITAS DO AMARAL, Diogo, Portugal, Anos 80 - o quê ?, Lisbonne, Democracia 76, s/d.

GALAGHER, Tom, "The Portuguese Communist Party and Eurocommunism", Political Quarterly, 50, 2, April-June, 1979, pp. 205-218.

XXX

GASPAR, Jorge et VITORINO, Nuno, As eleições de 25 de Abril : geografia e imagem dos partidos, Lisbonne, Livros Horizonte, 1976.

GONZALEZ HERNANDEZ, Juan Carlos, "El proceso electoral portugués. Analisis cuantitativo del comportamiento politico (1975-1976)", Revista Espanola de Opinion Publica, 1977, N. 48, pp. 205-220.

HAMMOND, John L., "Electoral Behavior and Political Militancy", in Graham, Lawrence et Harry Makler (eds), Contemporary Portugal : the Revolution and its Antecedents, Austin, University of Texas Press, 1979.

HOTTINGER, Arnold, "The Rise of Portugal's Communists", Problems of Communism, 1975, XXIV, 4, pp. 1-17.

INSTITUTO PORTUGUÊS DE OPINIÃO PÚBLICA E ESTUDOS DE MERCADO, Os Portugueses e a Política, Lisbonne, Moraes Editores, 1973.

JÚDICE, José Miguel, "Os partidos portugueses e os fenomenos politicos", Democracia e Liberdade, No 3, 1977, pp. 65-69.

X JÚDICE, José Miguel, "As eleições legislativas de 1976 - Esboço de uma análise histórico-sociológica integrada", Democracia e Liberdade, No 4, 1977, pp. 37-60.

Y LEI ELEITORAL, Lei Eleitoral - Recenseamento, Incapacidades Cívicas, Organização do Processo Eleitoral, Lisbonne, IN/CM, 1974.

LUCAS PIRES, Francisco, "Uma política social-cristã de poder local", Democracia e Liberdade, No 2, 1977, pp. 15-29.

LUCAS PIRES, Francisco, O CDS e a situação política nacional, Coimbra, Edições Juventude Centrista, s/d.

LUNDQUIST, L., "Political Participation in Portugal : some indicators on political participation in Portugal before and after 1974", papier présenté aux Joint Session Workshops, European Consortium of Political Research, Brussels, 1979.

MINISTÉRIO DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA, INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA, MINISTÉRIO DA COMUNICAÇÃO SOCIAL, Eleições para a Assembleia Constituinte - 1975, I volume, Lisbonne, M.A.I. - I.N.E. - M.C.S., 1975.

MINISTERIO DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA (SECRETARIADO TÉCNICO DOS ASSUNTOS POLÍTICOS E ELEITORAIS), INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA, Eleição para a Assembleia da República - 1976, Lisbonne, Edições IN-CM, 1976.

" Eleição para a Presidência da República - 1976, Lisbonne, Edições IN-CM, 1976.

MOVIMENTO DEMOCRÁTICO PORTUGUÊS, (MDP/CDE), Programa do Movimento Democrático Português, 1974.

" Estatutos do MDP/CDE, 1975.

" Manifesto Eleitoral, Lisbonne, 1979.

MOVIMENTO REFORMADOR - Manifesto Reformador, Lisbonne, s/d.

X MUJAL - LEON, Eusebio M., "The PCP and the Portuguese Revolution", Problems of Communism, No 26, 1977, pp. 21-41.

X MUJAL - LEON, Eusebio M., "Communism and Revolution in Portugal" in Tokes, Rudolf L. ed., Eurocommunism and Détente, Oxford, Martin Robertson, 1979, Chap. 5.

NIEDERBANG, Marcel, "Alentejo : l'emprise apparente du PC", Le Monde, 23.4.1975., p. 1 & 7.

X NUNES COELHO, José, Factores Explicativos de Comportamento Político da População Portuguesa - Análise regional, Lisbonne, Instituto de Estudos para o Desenvolvimento, 1980.

ESP
2m. EARS

- MOREIRA, Vital (PCP-euro) em cons
(Análise económica)

X *história*

OLIVEIRA MARQUES, A.H. de, Introdução à Exposição "Eleições para a Assembleia Constituinte", Lisbonne, Biblioteca Nacional, 1975.

PARTIDO COMUNISTA PORTUGUÊS, Estatutos do PCP, Lisbonne, Edições Avante !, plusieurs édit.

- " - Programa do PCP, Lisbonne, Edições Avante !, plusieurs édit.
- " - Informe Político do Comité Central ao V Congresso do PCP - Informante : Camarada Ramiro, Edições Avante !, 1957.
- " - Proclamação do 7^o Congresso Extraordinário do PCP, Lisbonne, Edições Avante !, 1974.
- " - A Saída da Crise - textos da Conferência Nacional do PCP para a Recuperação Económica, Lisbonne, Edições Avante !, 1977.
- " - As Nacionalizações - defesa e dinamização - textos da Conferência das organizações do PCP para a defesa e dinamização do sector nacionalizado da economia, Lisbonne, Edições Avante !, 1978.
- " - Indústria extractiva, situação actual e perspectivas para o futuro, Lisbonne, Edições Avante !, 1977.
- " - Balança de Pagamentos e Dívida Externa, Lisbonne, Edições Avante !, 1977.
- " - Indústria dos cimentos, Lisbonne, Edições Avante !, 1977.
- " - Energia, Lisbonne, Edições Avante !, 1977.
- " - Cortiça, Lisbonne, Edições Avante !, 1977.
- " - Documentos do Comité Central do PCP - 1965-1974, Lisbonne, Edições Avante !, 1975.
- " - O PCP e a Luta Sindical, 1935-1973, Lisbonne, Edições Avante !, 1975.
- " - IX CONGRESSO - Partido Comunista Português, Lisbonne, Edições Avante !, 1979.

PARTIDO POPULAR DEMOCRÁTICO, Programa do PPD, Lisbonne, 1975.

PARTIDO POPULAR DEMOCRÁTICO, Programa de Governo (A Social-Democracia para Portugal) - Caderno I Programa Geral, Lisbonne, 1976.

PARTIDO POPULAR MONÁRQUICO, Programa do PPM, Lisbonne, 1974.

PARTIDO SOCIAL DEMOCRATA, Programa do PSD, Lisbonne, 1977.

PARTIDO SOCIAL DEMOCRATA - SERVICOS DE IMPLANTAÇÃO REGIONAL, ORGANIZAÇÃO E AUTARQUIAS - PSD, Atlas Eleitoral, Lisbonne, PSD, 1980.

PARTIDO SOCIALISTA, Declaração de Princípios e Programa do Partido Socialista, Textos "Portugal Socialista", 1973.

- " - Declaração de Princípios, Programa e Estatutos do Partido Socialista, Lisbonne, 1975.
- " - II Congresso do PS : Relatório de Secretário-Geral e Moções, Lisbonne.
- " - Encontros Socialistas de Autarquias Locais - Conclusões dos V, VI e VIII Encontros, Lisbonne.
- " - Dez Anos para Mudar Portugal - Proposta PS para os Anos 80, Lisbonne, 1979.

PEREIRA DE MOURA, F. et alia, Inquérito aos Partidos Políticos, Lisbonne, Edições Afrodite, 1975.

PIMLOTT, Sen, "Parties and Voters in the Portuguese Revolution : The Elections of 1975 and 1976", Parliamentary Affairs, XXX, 1, 1977.

REBELO DE SOUSA, Marcelo, "Os Partidos Políticos na Constituição", in J. Miranda (ed.), Estudos sobre a Constituição - II, Lisbonne, Patrony, 1978, pp. 57-72.

REVESZ, Laszlo, A imprensa comunista e o avanço do PCP, Lisbonne, Selecta, 1975.

SÁ CARNEIRO, Francisco, Por uma Social-Democracia Portuguesa, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 1975.

SÁ CARNEIRO, Francisco, Poder civil, autoridade democrática e social-democracia, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 1975.

SÁ CARNEIRO, Francisco, Impasse, Lisbonne, Macroplan, 1978 (2ème).

X
Ministre
PSD
Théorème
à l'usage

X SALES GOMES, J.A., "Ideologia Política - Ideologias dos partidos parlamentares", Prospectivas, No 3, pp. 11-49 et No 415 - pp 51 - 76.

SAMUELS, Michael A., "Lisbon : shifting coalitions", The Washington Quarterly, 3, (3), 1980 pp. 205-208.

XX SANTANA LOPES, P. et DURÃO BARROSO, J., Sistema de Governo e Sistema Partidário, Lisbonne, Livraria Bertrand, 1980.

SECRETARIA DE ESTADO DA COMUNICAÇÃO SOCIAL, Presidenciais 80, Lisbonne, S.E.C.S., 1980.

SILVA MARQUES, J.A., Relatos da Clandestinidade : o PCP visto por dentro, Lisbonne, Edições Jornal Expresso, 1976.

SCHMITTER, Philippe, "Le parti communiste portugais entre le "pouvoir social" et le "pouvoir politique", Etudes Internationales, VI, 3, 1975, p. 375 et suiv.

SOAPLI, (ed.), Partidos e Movimentos Políticos em Portugal, Lisbonne, SOAPLI, 1975.

SOARES, Mário, Democratização e Descolonização : Dez Meses de Governo Provisório, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 1975.

SOARES, Mário, Portugal : quelle révolution ?, Paris, Calman - Lévy, 1976.

SUARES, Mário, O Futuro Será o Socialismo Democrático, Lisbonne, Publicações Europa-América, 1979.

UNIÃO DEMOCRÁTICA POPULAR, Programa Eleitoral da UDP, Lisbonne, 1979.

Int. d'Al. liams

PARTIES AND PARTY SYSTEMS IN SOUTHERN EUROPEAN COUNTRIES

PARTITI E SISTEMA PARTITICO IN ITALIA.
UN TREND REPORT.

di Mario Caciagli, Università di Catania

Presented to the ECPR Standing Group on Southern European
Politics, Barcelona, 6-7 November 1982

PARTITI E SISTEMA PARTITICO IN ITALIA. UN TREND REPORT

di Mario Caciagli

0. Premessa

1. Il contributo della storiografia

2. Il sistema partitico

3. Partiti e comportamento elettorale

4. I partiti nel sistema politico

5. Ricerche monografiche

5.1 Sul Partito comunista italiano

5.2 Sulla Democrazia cristiana

5.3 Sul Partito socialista italiano

5.4 Sui partiti intermedi: Partito socialista democratico italiano, Partito repubblicano italiano, Partito liberale italiano

5.5 Sui radicali e sulla Nuova Sinistra

5.6 Sul Movimento sociale italiano e la destra

0. Premessa

I partiti politici italiani sono costantemente oggetto di dibattito e di analisi: nei giornali, nelle riviste, nei libri. Un archivio che raccogliesse tutto quanto si è scritto e si scrive su questo argomento comincerebbe ad avere dimensioni notevoli. Si possono indicare almeno due ragioni di questo interesse: a) il numero dei partiti, con conseguente complessità della rete dei loro rapporti (la struttura e la dinamica del sistema partitico) e b) il ruolo centrale e predominante nel sistema politico (il potere o, come alcuni dicono, la partitocrazia).

Per quanto vasta, la letteratura sui partiti italiani è però di valore diseguale. Solo una parte minore di essa è il prodotto di approcci e metodi scientifici. Ed è la parte più recente. Ciò per il ritardo delle scienze sociali in Italia.

Per molti anni l'apporto scientifico allo studio dei partiti è venuto soltanto da parte degli storici. Negli anni cinquanta, nell'Italia postfascista alla riscoperta delle sue tradizioni democratiche, nacque un'eccellente storiografia sull'origine dei partiti alla fine del secolo scorso, concentrata prevalentemente sul movimento cattolico e sul movimento operaio progenitori degli attuali partiti di massa. Questa storiografia, che ha scavato veramente tutti gli aspetti e tutti i livelli delle vicende dei partiti italiani dall'Unità in poi, continua tuttora a produrre opere pregevoli e ad offrire

materiale prezioso alle stesse analisi socio-politologiche. Anzi, con il passare degli anni, le varie scuole storiche stanno arrivando all'epoca a noi più vicina e cominciano a studiare la nascita e il decollo dei partiti dell'Italia repubblicana, invadendo sì il campo alle scienze sociali, ma facendo anche un accorto uso dei metodi che esse possono offrire alla storiografia.

Le ricerche sociologiche e politologiche sono iniziate soltanto negli anni sessanta, quando sociologia e scienza politica sono arrivate dalle università americane in quelle italiane e sono state lentamente accettate dall'establishment accademico e tollerate dagli indirizzi culturali dominanti. Non a caso vedremo come i primi studi, accolti come modelli esemplari, siano spesso di studiosi stranieri, in prevalenza americani.

Negli anni settanta si è registrato invece un grande, qualificato sviluppo degli studi socio-politologici, con risultati molto interessanti. Pur se l'assenza di un adeguato background (archivi di dati e di documenti, applicazione di approcci, sperimentazione di metodi) si fa ancora oggi sentire.

Com'era da aspettarsi, questo rapido sviluppo non è stato né omogeneo, né equilibrato. Qualche bilancio di settore è ampiamente soddisfacente, altro sono ancora sconcertanti.

Proviamo ad elencare alcuni punti:

- enorme e di qualità è la letteratura sul PCI, ad esempio / quasi inesistente quella sui partiti minori;

- in stadio avanzato la ricerca sulle forme organizzative e sui relativi aspetti quantitativi (iscritti, sezioni, organi a vario livello) / poco sappiamo invece sulla vita interna (quella di base in particolare), sulla partecipazione, sui processi decisionali;
- è stato possibile lavorare su buoni stocks di dati aggregati / molto poco frequenti sono stati i surveys (perché di gran lunga più costosi);
- sono state studiate a fondo le correnti e il frazionismo / non sono stati analizzati con rigore i reali meccanismi dei conflitti intrapartitici;
- abbondante e di buon livello la ricerca sul comportamento elettorale e sui rapporti partiti-elettori / poche quelle sulle strategie ed i programmi;
- sono state fatte analisi sull'attività dei partiti in Parlamento / c'è molto da fare per quanto riguarda la policy, cioè gli outputs che i partiti sono in grado di realizzare da posizioni di governo, sia a livello centrale che a livello locale;
- sono disponibili alcuni buoni studi sulla vita politica locale / insufficienti appaiono ancora quelle sulla leadership.

Molto dibattuto, specialmente negli ultimi, il tema del rapporto fra partiti e società civile, con relativi, pesanti giudizi sulla crisi dei partiti. Il tema è indubbiamente importante, ma troppo esposto all'influenza delle posizioni ideologiche e difficilmente operazionabile. Lo stesso si può in parte dire per un altro ar-

gomento prediletto dai politologi e dai politici italiani: gli schemi interpretativi del sistema partitico, il cui nodo centrale è il giudizio (o pregiudizio) sulle buone qualità democratiche e sulle conseguenti garanzie che il PCI può offrire.

Nell'insieme il panorama appare abbastanza ricco e vivace, quindi. Il rigore analitico è crescente, qualche buona teorizzazione è stata formulata, il materiale raccolto consente di costruire nuovi piani di ricerca, i traguardi raggiunti negli ultimi decenni promettono frutti migliori per il futuro.

1. Il contributo della storiografia

Per le ragioni sopra esposte (qualità della produzione storiografica, materiale che può offrire alla riflessione politologica, affinità dei metodi adottati da alcuni storici) mi pare opportuno dare alcune brevi indicazioni su opere di storici. Tanto più che in Italia è ampiamente riconosciuto ed apprezzato un settore specialistico di storia dei partiti politici.

Alcune storie dei partiti, che pure prendono inizio dal secolo scorso, coprono ormai un largo periodo dell'Italia repubblicana (DE ROSA, 1972 e LEONE, 1980). Esse sono divenute punto di riferimento irrinunciabili per gli scienziati sociali.

Riferimenti molto importanti, anche perché articolati su categorie politologiche, al ruolo dei partiti

nell'Italia repubblicana, alla natura della DC e del PCI, al funzionamento del sistema partitico si trovano in alcune opere generali di Storia d'Italia: ad esempio in un manuale di ottimo livello (CAROCCI, 1975) e in una sezione della monumentale Storia d'Italia dell'editore Einaudi (PINZANI, 1976).

Per i due maggiori partiti della sinistra è obbligatorio il riferimento, per il PCI alla poderosa storia del partito dalla fondazione alla lotta partigiana (SPRIANO, 1967-1974) e per il PSI alla migliore e più completa storia dal 1892, anno della fondazione al 1975 (ARFEI, 1976). Molto importanti anche i saggi dedicati al movimento socialista (FOA, 1978), al Partito comunista (LANZARDO, 1978), al Partito repubblicano (COMBA, 1978), al neo-fascismo (DE LUNA, 1978), alla Democrazia cristiana (GALLI, 1978a) in un volume dell'enciclopedia storica Il Mondo contemporaneo, curata da Nicola Tranfaglia per la casa editrice Nuova Italia.

Opere storiche vanno considerate, non solo per il titolo che portano, ma proprio per l'approccio applicato e i metodi e lo stile, le opere di G. Galli sul PCI (che si ferma però alla metà degli anni cinquanta) (GALLI, 1975, nuova edizione) e sulla DC, che arriva fino agli eventi dell'attualità (GALLI, 1978b). Altra opera storica dello stesso Galli è il grosso volume di tipo enciclopedico pubblicato presso la UTET (GALLI, 1977) che ricostruisce le vicende dei partiti italiani dal 1860 al 1974.

Di taglio prevalentemente storico è anche un volume

sui partiti italiani, dove pure l'elemento della contemporaneità ha la prevalenza (ALFASSIO GRIMALDI-LANCHESTER, 1978). Lo stesso si dica di un volume sul PSI in una fase delicata della sua evoluzione, fra gli anni cinquanta e gli anni sessanta (AMATO, 1978). Infine resta da ricordare il costante contributo che uno storico dei partiti italiani sta dando da tempo con saggi monografici, raccolte di documenti e testimonianze (VALLAURI, 1976a), dispense universitarie (VALLAURI, 1976b). Quest'ultimo lavoro, nonostante l'ambizioso sottotitolo "La vita interna dei partiti e la loro azione al governo, nel parlamento, nel paese" non supera mai le caratteristiche di una cronaca di congressi, della formazione delle coalizioni, delle scadenze elettorali.

2. Il sistema partitico

I primi importanti contributi della nuova scienza politica italiana hanno riguardato il sistema dei partiti. Alla metà degli anni sessanta vennero elaborati alcuni modelli, con relative categorie d'analisi, che sono rimasti fino ad oggi al centro del dibattito e che si sono largamente diffuse nella stessa pubblicistica corrente.

Insieme all'alto numero di soggetti, l'altra caratteristica principale del sistema partitico italiano è il blocco della dinamica nella formazione delle coalizioni per la presenza come maggior partito di opposizione

del PCI. Il meccanismo dell'alternanza non è possibile nel sistema italiano perché il PCI, per la sua natura e per i suoi legami con l'Unione sovietica, non può andare al governo.

Non è il caso di affrontare qui le ragioni della mancanza di alternativa alla DC in Italia: se per scelta soggettiva del PCI quale partito "diverso", se per ostracismo degli altri partiti, se per i condizionamenti delle relazioni internazionali.

Per G. Sartori il PCI era, negli anni sessanta, un "partito antisistema" sul polo dell'estrema sinistra, mentre sull'estrema destra c'era un altro "partito antisistema", il neo-fascista MSI. Nella sua classificazione dei sistemi partitici che superava il semplice criterio numerico di Duverger, Sartori collocò il sistema italiano nella categoria del "pluralismo polarizzato": molteplicità di poli, dei quali gli estremi sono soggetti a forza centrifuga, come tali estranei al gioco democratico. Proprio questa polarizzazione sarebbe stata la causa del blocco di un possibile ricambio e della permanenza al governo del polo di centro (la DC e i suoi interscambiabili alleati) (SARTORI, 1966).

Il modello di Sartori era indubbiamente stimolante dal punto di vista puramente logico, ma è stata la sua applicazione meccanica al caso italiano, con il giudizio del PCI come partito antisistema che ha sempre sollevato critiche e provocato dure polemiche. Com'è noto Sartori ha ripreso più volte la sua categoria, precisandone i particolari e la possibilità di applicazione (SAR-

TORI, 1967; SARTORI, 1974a e 1974b); pur ammettendo una lenta evoluzione in senso democratico del PCI, ha respinto fino ad oggi le critiche di fondo al suo giudizio (SARTORI, 1982).

Anche G. Galli, nel suo libro sul "bipartitismo imperfetto" (GALLI, 1966), che dette vita all'altro schema interpretativo del sistema partitico italiano, divenuto altrettanto noto di quello sartoriano, partiva da un giudizio (allora) negativo del PCI. Il sistema italiano era in realtà bipartitico, secondo Galli, perché due erano i grandi partiti veramente decisivi. Ma la parziale accettazione del sistema di democrazia pluralista ed i legami con l'Unione sovietica impedivano al PCI di porsi come legittima e possibile alternativa alla DC, mentre congelava le energie e i voti disponibili. Il bipartitismo era quindi imperfetto perché non c'era possibilità di alternanza e la DC ne era favorita, restando indisturbata al governo e perfezionando anzi il suo sistema di potere.

Galli è naturalmente partigiano dell'alternativa. In una successiva analisi del sistema partitico italiano, ricostruiva il suo sviluppo dal 1945 al 1972 e indicava come sempre più necessaria la dinamica dell'alternanza (GALLI, 1972). Secondo questo autore il PCI ha ormai compiuto la sua evoluzione democratica e se i partiti di sinistra trovano un programma comune e l'intenzione di un'alleanza possono finalmente sostituire la DC al governo (GALLI, 1975).

La discussione sulla struttura e sulla dinamica del

sistema politico italiano continua dopo venti anni ad avere le stesse caratteristiche, perché il problema continua ad essere quello del ruolo del PCI e delle sue qualità come partito di governo. Il polo di destra (il PSI) non ha più molto peso nel sistema italiano, ma quello del PCI è ancora più accresciuto. Ma il PCI è ancora un partito antisistema? Vale ancora il modello sartoriano del pluralismo polarizzato?

Quasi tutti gli autori dei contributi più interessanti hanno per interlocutore Sartori. Sulla stessa rivista di Sartori, uno studioso che non ha certo simpatie per i comunisti, riteneva già nel 1974 ormai superato il modello per il caso italiano, data la trasformazione del PCI (PELLICANI, 1975). Alcuni politologi americani hanno cercato di dimostrare, sulla base di dati empirici (surveys, ricerche sul governo locale, analisi dei processi decisionali) che il sistema italiano è ormai depolarizzato e che addirittura si può parlare di convergenza fra i due maggiori partiti (LEONARDI, 1978; PUTNAM, LEONARDI, NANNETTI, 1981).

La categoria della "convergenza" è stata naturalmente presa in grande considerazione negli anni dei governi di "solidarietà nazionale" (dal 1976 al 1979), quando il PCI ha sostenuto i governi di coalizione retti da presidenti democristiani. Il PCI aveva anche elaborato la strategia del "compromesso storico", cioè di un patto di collaborazione fra "le grandi forze popolari: comunisti, socialisti e cattolici", come diceva Berlinguer. I politologi hanno usato in quegli anni, secondo me sen-

za alcuna ragione, il modello della "democrazia consociativa" di Lijphart - che vale soltanto a certe condizioni e con un certo tipo di attori. Il contributo migliore su questa prospettiva di Grande Coalizione in Italia, con l'analisi delle sue condizioni, delle sue componenti, delle sue reali possibilità è forse quello di L. Graziano (GRAZIANO, 1979).

Opzioni di valore e scelte politiche impediscono tuttora ai politologi italiani un accordo non tanto sulla tipologia del loro sistema politico, quanto piuttosto sulla dinamica auspicabile (alter,ativa, grandi coalizioni o status quo?). Anche in un recente convegno a Torino, nel maggio 1982, sono subito emersi i dissensi e le ragioni dei dissensi. Quel convegno era stato organizzato per ricordare un politologo di recente scomparso, Paolo Farneti. Proprio Farneti aveva infatti dedicato i suoi ultimi lavori alle prospettive del sistema italiano e aveva tentato di fornire uno schema interpretativo che aiutasse ad uscire dall'impasse analitica ormai vecchia di anni (FARNETI, 1980).

Anche le recenti proposte di riforme istituzionali (in particolare del sistema elettorale) hanno riguardato proprio il funzionamento del sistema partitico. Il problema è sempre quello di sbloccarlo, cercando misure di ingegneria costituzionale che favoriscano la diminuzione del numero dei partiti e della polarizzazione esistente.

3. Partiti e comportamento elettorale

L'analisi elettorale appartiene naturalmente alla ricerca sui partiti, in particolare in un sistema multipartitico come quello italiano. Gli studi elettorali hanno raggiunto in Italia un buon livello, sia quantitativo che qualitativo. L'approccio fondamentale è quello ecologico e su dati aggregati e, accanto ad analisi generali di singole elezioni, esistono anche ricerche su singoli partiti. Purtroppo molti di questi contributi sono sparsi in numerose riviste e non è possibile prenderli tutti in considerazione. Attualmente è in preparazione una bibliografia generale sul comportamento elettorale in Italia: dovrebbe essere pubblicata entro il 1983 sui Quaderni dell'Osservatorio elettorale, rivista di studi elettorali edita dalla Regione Toscana.

La prima grande opera dedicata alle elezioni e al comportamento politico che segnò l'inizio della scienza politica in Italia (LA PALOMBARA-SPREAFICO, 1963) conteneva contributi sulla vita dei partiti (G. Negri-P. Ungari), sui programmi (A. Spreafico), sulle opzioni dei giovani e delle donne (A. La Palombara e M. Dogan) e soprattutto una vasta analisi statistica della distribuzione del voto fra i partiti (G. Schepis) che viene oggi giudicato come il primo, grande lavoro nel settore.

Venne alcuni anni dopo il primo volume della vasta ricerca dell'Istituto Cattaneo di Bologna sulla partecipazione politica in Italia (CATTANEO, 1968a). Per la prima volta venivano utilizzate per esaminare il voto degli

italiani dal 1946 al 1963 nuove e raffinate tecniche (correlazioni, indici di regressione, cartografie ecc.). In quest'opera, che è rimasta la più approfondita e quella di maggior respiro, i partiti, con le loro vicende, la loro presenza nelle regioni delle subculture, i loro travasi di voti, erano i principali protagonisti.

C'è stata in seguito una pausa di alcuni anni negli studi elettorali. Non solo mancarono opere di grandi dimensioni come le due ora ricordate, ma anche i saggi e gli articoli sulle riviste furono molto rari. La spiegazione è stata trovata nella grande stabilità elettorale che intorno alla fine degli anni sessanta e all'inizio degli anni settanta sembrò aver congelato i rapporti di forza fra i partiti. E proprio i sommovimenti elettorali e alcuni forti spostamenti di voto che si sono fatti registrare a metà degli anni settanta hanno probabilmente incentivato gli studi elettorali che da sei-sette anni ad oggi, nel quadro dello sviluppo della scienza politica e della sociologia politica, hanno conosciuto un inatteso rigoglio.

Sull'elemento della stabilità insistevano i principali saggi contenuti nella raccolta Un sistema politico alla prova (CACIAGLI-SPREAFICO, 1975) dedicata alle elezioni politiche del 1972. Mentre una ricostruzione storica, con esame parallelo fra elezioni di ogni tipo (politiche, regionali, comunali) e vicende dei partiti e dei governi, era il volume di C. Ghini su tutto il periodo 1946-1972 (GHINI, 1975).

Lo stesso Ghini pubblicò l'anno successivo un libro

dal titolo significativo Il terremoto del 15 giugno (GHINI, 1976). Era dedicato alle elezioni regionali del 15 giugno 1975 che avevano fatto registrare un grande successo del PCI e un netto cedimento della DC: un risultato che sembrò indicare la fine del "regime democristiano" e la eventualità dell'alternativa. La crisi della DC, il mutamento sociale avvenuto negli ultimi dieci anni, il diritto di voto concesso ai diciottenni: erano alcuni dei fattori che potevano spiegare il "terremoto".

Da allora politologi e sociologi hanno ripreso ad osservare il comportamento elettorale degli italiani, producendo un numero notevole di studi e ricerche.

Devo ricordare per primi i lavori del nuovo gruppo che si è formato all'Istituto Cattaneo, che opera con tecniche e approcci diversi ma naturalmente complementari. Un primo volume è stato dedicato alle elezioni del 1976 (PARISI-PASQUINO, 1977): ne fanno parte, fra gli altri, i lavori di B. Bartolini sul voto alla DC, al PCI e al PSI, di A. Panebianco sul PSI, di G. Zincone sui tre partiti laici di centro. Soprattutto vi è contenuto un importante contributo teorico di A. Parisi e G. Pasquino sulle relazioni partiti-elettori e tipi di voto che si può leggere anche in inglese (PARISI-PASQUINO, 1979). Lo stesso gruppo di Bologna ha pubblicato un volume di saggi sulle elezioni seguenti, quelle del 1979 (PARISI, 1980), nel quale sono dedicati ai partiti i lavori di M. Rossi (sulla DC), di R. Mannheimer (sul PCI) e di G. Pasquino (sul PSI). In precedenza alcuni degli stessi collaboratori del Cattaneo avevano pubblicato i

risultati di una ricerca sulla città di Bologna che forniva indicazioni importanti sulla stabilità-instabilità e vischiosità-fluidità degli elettori e che cercava di stabilire relazioni fra appartenenza di classe e voto (BARBAGLI, 1979).

Uno studioso italo-americano, G. Sani, ha dedicato molti lavori al voto degli anni settanta, utilizzando i dati di numerosi surveys di ottimo livello. Fra i tanti articoli pubblicati da Sani in riviste italiane e straniere o in volumi antologici, sono dedicati in modo particolare ai partiti quelli nelle antologie di Martinelli-Pasquino (SANI, 1978) e di Graziano-Tarrow (SANI, 1979) e nella Rivista italiana di scienza politica (SANI, 1975). Nella stessa antologia di Martinelli-Pasquino è compreso un saggio di larga prospettiva sulle tendenze dell'elettorato italiano (MARTINOTTI, 1978). L'analisi più approfondita perché condotta con rigorosi criteri e tecniche statistiche al fine di misurare le relazioni fra partiti e aree elettorali è contenuta in un altro saggio apparso nella Rivista italiana di scienza politica (SADOCCHI, 1976).

Due piccoli volumi molto utili sono dedicate a due aspetti particolari: al voto parziale amministrativo nel 1978 (URBANI, 1979) e al voto dei giovani (RADI, 1977), quest'ultimo uno dei temi più controversi per le difficoltà metodologiche e per la scarsità di surveys in Italia.

Vari saggi, infine, sono stati dedicati ai singoli partiti nelle due antologie curate da H.R. Penniman per

l'American Enterprise Institute, rispettivamente sulle elezioni del 1976 e su quelle del 1979 (PENNIMAN, 1976 e PENNIMAN, 1979). Sulla DC hanno scritto G. Di Palma e D.A. Wertman, sul PCI S. Hellman e J. La Palombara, sul PSI G. Pasquino, sui partiti minori R. Leonardi.

Nel gennaio 1982 la Società italiana di studi elettorali ha organizzato a Pavia un convegno su una componente del comportamento elettorale oggetto recente di discussione in Italia perché ha improvvisamente assunto proporzioni interessanti e perché riguarda i rapporti fra partiti e società civile: l'estensionismo elettorale. I papers del convegno saranno pubblicati in volume a cura di M. Caciagli e P. Scaramozzino.

4. I partiti nel sistema politico

Un saggio di A. Pizzorno, scritto alla fine degli anni sessanta, ha influenzato e indirizzato grande parte del dibattito e delle ricerche sul ruolo e sulle funzioni dei partiti italiani nel sistema politico (PIZZORNO, 1969). Quel saggio resta ancora oggi un punto di riferimento fondamentale. Pizzorno usa le categorie della domanda (modo come i partiti ricevono e trasmettono gli inputs della società) e della delega (modo come i membri di una società autorizzano i partiti ad agire nel sistema). In seguito allo sviluppo economico e all'evoluzione della società civile i partiti non sono più i soli a trasmettere la domanda, e sono costretti a trasmettere

domande non generali ma domande particolari. Conservano invece il monopolio della delega e lo aumentano perché aumentano gli uomini dei partiti nei posti di decisione pubblici. Da questi mutamenti nascono l'occupazione del potere e il sottogoverno, cioè l'uso delle risorse pubbliche per fini particolaristici.

F. Cazzola è ritornato alcuni anni dopo sullo schema di Pizzorno (CAZZOLA, 1974): ha constatato il più forte potere dei partiti, l'estensione del sottogoverno come elemento caratterizzante del sistema politico italiano, l'uso dei metodi clientelari per conservare il consenso. Cazzola indicava però la necessità di condurre un buon numero di ricerche per misurare fino a che punto i partiti italiani hanno usato, ad esempio, il settore pubblico dell'economia per i propri interessi di potere e di consenso.

Anche P. Farneti (FARNETI, 1976), nella sua ricostruzione dei rapporti fra i partiti e fra questi fra loro e nei riguardi della società civile in trent'anni di democrazia, sottolineava il potere dei partiti e la difficoltà a rispondere alle domande dei nuovi movimenti collettivi nell'ultimo decennio. Ai difficili rapporti fra i partiti e i movimenti collettivi ha dedicato un'interessante analisi anche G.E. Rusconi (RUSCONI, 1977).

Il controllo e la distribuzione delle risorse pubbliche a fini di potere e di consenso è parzialmente legato a uno dei fenomeni italiani più noti nella letteratura internazionale, quello delle correnti. Nel suo libro sul sistema politico italiano P. Allum (ALLUM, 1976)

intitola il capitolo sui partiti "Fra correntocrazia e cleptocrazia", titolo che non ha bisogno di spiegazioni.

Il volume più noto sul fenomeno delle correnti, particolarmente importante nella Democrazia cristiana, è il volume di saggi curato da Sartori (SARTORI, 1973).

Qui viene mantenuta da quasi tutti gli autori la distinzione fra correnti ideologiche e correnti di interesse: oggi quella distinzione ha poco valore, perché tutte le correnti sono di interesse, cioè gruppi di potere che lottano per la spartizione delle spoglie.

I partiti italiani rappresentano e difendono quindi sempre più interessi particolaristici piuttosto che perseguire obiettivi generali nel governo e nella guida della società. Questa evoluzione spiega il loro comportamento nelle istituzioni, in primo luogo nel Parlamento. Le trattative e gli accordi su una produzione legislativa enorme, ma composta di leggine, cioè di provvedimenti di piccolo raggio, impediscono la realizzazione di una vera attività di governo e servono ai partiti per il consenso elettorale immediato. Servono cioè a sopravvivere senza governare come dice il titolo di una ricerca dell'italo-americano G. Di Palma (DI PALMA, 1977 e 1978). Alcuni anni prima F. Cazzola aveva dimostrato, con una paziente analisi empirica, che la maggior parte delle leggi italiane veniva approvata con l'accordo del maggior partito di opposizione, il PCI (CAZZOLA, 1974).

Sul versante della società, vale la pena di citare alcuni lavori che si riferiscono al rapporto fra i partiti e le classi sociali. I mutamenti economico-sociali,

con l'evoluzione della struttura di classe della società italiana, hanno naturalmente interessato i partiti. Alcuni autori hanno studiato i mutamenti nella composizione di classe degli iscritti e degli elettori sulla base di proiezioni e ipotesi di natura statistica (RADI, 1975); altri hanno cercato di stabilire gli spostamenti di preferenze elettorali di vecchi e nuovi ceti sociali (FEDELE, 1979); altri hanno ripreso e approfondito il punto della pluralità di rappresentanza di interessi che investe tutti i partiti e che li frena di fronte a scelte e alternative coraggiose e definite (GALLI, 1974).

Sulle relazioni fra partiti, elettorato e strutture sociali sono ancora interessanti alcuni saggi di una vecchia antologia, prevalentemente dedicata alle elezioni del 1963 (DOGAN-PETRACCA, 1968).

Negli ultimi anni al centro delle analisi è stata messa la "crisi dei partiti". Già nel 1974 Bourricaud si domandava se la partitocrazia fosse più solida o se invece non fosse alla fine del suo ciclo (BOURRICAUD, 1974). La maggior parte degli studiosi concorda ancora che il potere dei partiti non è diminuito in Italia, così come in altre democrazie occidentali. E' diminuita la loro capacità di affrontare e risolvere i problemi della società di massa: le grandi trasformazioni sociali, la nascita di nuovi gruppi sociali, i nuovi bisogni pongono sfide alle quali i partiti non riescono a rispondere adeguatamente (ILARDI, 1980). La crisi dello stato sociale impone ai partiti non solo nuove strategie di governo, ma anche profondi mutamenti nella loro artico-

lazione e nel loro funzionamento: i partiti italiani sembrano legati a vecchie forme organizzative e non sufficientemente in grado di adeguarsi alle nuove forme del sociale (INGRAO, 1981).

Nel caso italiano il problema della governabilità dei sistemi complessi contemporanei è aggravato dalla instabilità dei governi e dalla paralisi del sistema partitico. I partiti non sono stati in grado finora di rinnovare modi e strumenti della loro azione. Su questi temi si è soffermato in numerosi saggi G. Pasquino, che ha raccolto in un volume i suoi lavori sull'indebolimento dei legami fra partiti e società civile, sull'insufficienza delle loro organizzazioni, sulla lentezza dei processi decisionali (PASQUINO, 1980). In un successivo volume Pasquino ha affrontato invece il problema della degenerazione dei partiti e ha discusso le numerose proposte di riforme istituzionali che da più parti sono state avanzate nell'obiettivo di sbloccare il sistema e di ridare valore al circuito cittadini-partiti- decision-making (PASQUINO, 1982).

5. Ricerche monografiche

5.1 Sul Partito comunista italiano

La letteratura sul PCI non è solo la più ricca, essa è anche la migliore per valore scientifico e per risultati ottenuti. Ora che anche una parte del milieu cul-

turale vicino allo stesso Partito comunista ha scoperto le scienze sociali - dopo decenni di ostracismo ufficiale -, le raccolte di dati, le ricerche, le analisi sociologiche e politologiche su questo partito sono di un'eccezionale abbondanza. Credo che nessun altro partito al mondo sia stato tanto studiato negli ultimi quindici anni.

Comincio la mia rassegna proprio con il più recente e più massiccio prodotto, uscito da un istituto e da un gruppo redazionale organici allo stesso PCI. Mi riferisco all'ultimo volume degli Annali della Fondazione Feltrinelli (ANNALI FELTRINELLI, 1981). La Fondazione è specializzata in storia del movimento operaio, ma in questo volume la parte storiografica è la più ridotta e la meno interessante: ben 890 delle 1.212 pagine sono dedicate alle strutture organizzative, all'andamento elettorale, alla composizione degli organi di tutti i livelli, alle organizzazioni collaterali. Si tratta quindi di una "summa" molto importante, non solo per le dimensioni, ma per il fatto che gli strumenti di analisi della scienza politica e della sociologia sono ampiamente utilizzati. Fra i circa trenta saggi ricorderò come i più interessanti per contenuto e per metodo: quello di M. Fedele ("La dinamica elettorale"), quello di F. Lanchester ("I delegati ai congressi nazionali"), i due di C. Sebastiani ("Organi dirigenti nazionali") e quello della stessa Sebastiani e di R. Mannheimer ("La concezione del partito nei quadri").

Le prime ricerche sociologiche sul PCI risalgono

alla metà degli anni sessanta, quali settore della grande ricerca sulla partecipazione politica condotta dall'Istituto Cattaneo e già ricordata per il comportamento elettorale. I ricercatori del Cattaneo studiarono e trattarono in tre diversi volumi gli attivisti di partito, l'organizzazione e la presenza sociale del PCI e della DC (CATTANEO, 1967; CATTANEO, 1968b; CATTANEO, 1968c).

Nei primi anni settanta i contributi migliori vennero però da singoli studiosi o da équipes di studiosi stranieri. Vale la pena ancora oggi una raccolta di saggi apparsa in Francia (SOC. DI COMM., 1974), fra i quali vi era però un contributo sulla struttura organizzativa e sulla partecipazione di un italiano, G. Sivini, che aveva già anticipato i risultati della sua ricerca in un'antologia italiana (SIVINI, 1969).

Negli Stati Uniti D. Blackmer aveva già pubblicato un volume sui rapporti fra il PCI e il mondo comunista (BLACKMER, 1968). Poi S. Tarrow pubblicò la sua ricerca sulla strategia fallimentare dei comunisti italiani nel Mezzogiorno: un volume che è divenuto un piccolo classico per quanto riguarda la realtà politica del Sud d'Italia e il ruolo dei partiti (TARROW, 1967 e 1972). Insieme, Blackmer e Tarrow hanno poi curato una grossa raccolta di saggi e ricerche di politologi americani che propone una comparazione molto efficace fra il PCI e il PCF (BLACKMER-TARROW, 1975 e 1976). Fra i più originali, ricordo i contributi di Stern e di Lange sul PCI in alcune regioni e sulla politica locale, quello di Hellman sulla strategia delle alleanze, quello di Putnam sui di-

rigenti e sugli amministratori (non incluso nella traduzione italiana).

Mentre cominciava a crescere la produzione italiana, gli stranieri continuavano a studiare il PCI con la loro ottica e con le loro esigenze politiche. Fondato su una prospettiva socialdemocratica tedesca e sull'attenzione alla strategia dell'eurocomunismo il libro di H. Timmermann (TIMMERMAN, 1965) e sempre condotti con ottica tedesca, ma con quella della nuova sinistra neo-marxista, i due saggi pubblicati su Probleme des Klassenkampfes (GENTH-ALTVATER, 1977). Di taglio molto discorsivo, ma non privo di alcune acute analisi, il volume della corrispondente da Roma di un settimanale parigino (PADOVANI, 1976).

Fra i più recenti e interessanti lavori di una nuova generazione di politologi americani interessati all'Italia, ricorderò, infine, il saggio di Hellman sul ruolo del PCI nell' "autunno caldo" del 1969 a Torino (HELLMAN, 1980) e quelli di P. Lange sulla strategia comunista degli anni settanta fra compromesso storico e crisi italiana (LANGE, 1979a e 1979b).

Chi volesse invece accostarsi alla letteratura italiana sul PCI e al modo come questa letteratura consideri lo stesso PCI nell'insieme del sistema politico potrebbe cominciare a leggere l'accurata e documentatissima rassegna di F. Lanchester (LANCHESTER, 1981).

Ricorderò i contributi più significativi per l'approccio e i risultati conseguiti.

Molto utile può essere considerata la storia del

PCI dal dopoguerra ad oggi pubblicata da Mammarella anni fa, ma ancora attuale (MAMMARELLA, 1976).

L'approccio storico e ideologico è combinato con quello sociologico e politologico nell'importante volume di G. Are (ARE, 1980). Non si possono condividere alcune delle riserve che Are, su posizioni politiche moderate e neo-liberali, fa ancora sui rapporti fra PCI e Unione sovietica e sulla garanzia di fedeltà alle istituzioni repubblicane che quel partito deve ancora assicurare, ma non c'è dubbio che l'analisi di questo autore è condotta con grande rigore metodologico e con sapiente lettura e interpretazione dei documenti. Molta parte della ricerca di Are è originale, ed originali sono anche le sue reinterpretaioni di molte ricerche recenti sparse in riviste o papers.

Decisamente sociologico è l'approccio di M. Barbagli e P. Corbetta che hanno pubblicato nel giro di tre anni alcuni lavori, frutto di ricerche ed analisi molto approfondite. Da una parte i due collaboratori dell'Istituto Cattaneo hanno rielaborato una massa ingente di dati sugli iscritti, sugli elettori e sulle forme organizzative per misurare il grado di rinnovamento del PCI di fronte ai mutamenti e alle spinte innovative della società italiana negli ultimi dieci anni e per stabilire il modo con il quale il PCI si è adeguato alla nuova situazione, pur rimanendo fedele alla sua fisionomia di partito operaio e di massa (BARBAGLI-CORBETTA, 1978a e 1980). Dall'altro hanno condotto con un survey e un panel una approfondita, esemplare indagine in alcune sezioni e fe-

derazioni comuniste del Nord Italia, per raccogliere in particolare gli atteggiamenti della base verso le scelte del vertice in politica interna (la collaborazione con i partiti della solidarietà nazionale) e in politica estera (la critica all'Unione sovietica per l'intervento in Afghanistan) (BARBAGLI-CORBETTA, 1978b e 1981).

Risultati molto importanti sono attesi da una grande inchiesta condotta da un Centro studi dello stesso PCI (il CESPE) tramite la somministrazione di un questionario di 80 domande a 16000 delegati ai congressi di federazione in vista del 15° congresso nazionale, nel febbraio 1979, al fine di costruire il profilo del "quadro" comunista degli anni ottanta. Alcune elaborazioni sono state anticipate sul Bollettino dello stesso CESPE (SEBASTIANI, 1980; MACONA, 1980; MANNHEIMER-SEBASTIANI, 1981). L'inchiesta, forse la più vasta mai condotta su un partito italiano, è stata possibile grazie all'uso delle strutture dello stesso PCI e conferma il nuovo orientamento dei responsabili culturali del partito verso l'analisi empirica.

Da ricordare, infine, un convegno organizzato dall'Istituto Gramsci di Torino nel maggio 1982. Le relazioni, tenute da politologi e sociologici di diverso orientamento, sono state giudicate di buon livello e la loro pubblicazione fornirà uno strumento di più agli studiosi e agli osservatori.

5.2 Sulla Democrazia cristiana

Fino alla metà degli anni settanta il maggior partito italiano, al governo ininterrottamente dal 1944, aveva ricevuto poca attenzione da parte degli studiosi. La letteratura storiografica sugli antecedenti della DC, il movimento cattolico e il Partito popolare fra l'Unità d'Italia e l'avvento del fascismo, era già molto vasta e di ottimo livello; e buona la memorialistica di e su alcune figure democristiane del dopoguerra. Come analisi politologiche erano disponibili sono le opere generali, molto lacunose, di due francesi (GODECHOT, 1964 e CAHSSERIAUD, 1965). A parte i risultati delle ricerche dell'Istituto Cattaneo già ricordate a proposito del PCI (CATTANEO, 1967; CATTANEO, 1968b; CATTANEO 1968c), di autori italiani si possono oggi ancora ricordare un volume sulla corrente di sinistra (GALLI-FACCHI, 1962) e i saggi di F. Cicchitto sul ruolo del partito nell'economia pubblica e di A. Cavazzani sul rinnovamento delle strutture e sul personale politico apparsi in un'antologia (DC DOPO PRIMO VENTENNIO, 1968).

Nel 1974-75 quando esplose la cosiddetta "questione democristiana", cioè la crisi della DC, collegata al rinnovamento nel mondo cattolico, alla sconfitta del fronte clericale nel referendum sul divorzio nel 1974 e del partito nelle elezioni regionali del 1975, cominciò a fiorire la letteratura sul potere e sul presunto declino del partito di maggioranza relativa. Da allora i libri e le ricerche su questo tema si sono susseguiti sen-

za interruzione.

Occorre però subito dire che manca a tutt'oggi un lavoro organico su questo partito che ne prenda in esame contemporaneamente tutti gli aspetti, facendo ricorso a metodi e approcci complementari. La Fondazione Feltrinelli aveva progettato un'opera collettiva simile a quella sul PCI, della quale ho riferito poco sopra, ma l'impresa è purtroppo fallita.

Non si può considerare soddisfacente la grossa opera in tre volumi di Baget Bozzo. I primi due sono contrassegnati eccessivamente da una visione teologica della politica (l'autore è un sacerdote) e da un approccio troppo culturale ai problemi e alle vicende del partito (BAGET BOZZO, 1974). Il terzo è una modesta cronaca dell' "apertura a sinistra" con una dose inutile di psicologia elementare nei confronti dei protagonisti (BAGET BOZZO, 1977).

I primi volumi del "new look" democristianologo presero in esame, secondo gli stimoli del clima politico del momento, il "sistema di potere" costruito dal partito di governo nella lunga, decennale marcia di penetrazione nelle istituzioni, negli enti pubblici, nel "sottogoverno". In questa direzione si muoveva L'iceberg democristiano, un libro fortunato grazie anche allo stile giornalistico e al titolo felice che stava ad indicare che la parte visibile del potere della DC era quella largamente minore (TAMBURRANO, 1974). L'occupazione del potere (altra espressione felice e fortunata) era invece il titolo del libro di un ex democristiano che metteva

in luce il ruolo e gli obiettivi della corrente "dorotea" e il suo stile di governo e di gestione del potere, il "doroteismo" appunto (ORFEL, 1976). Tutto il potere della DC era il titolo di una raccolta di saggi dal contenuto facilmente comprensibile, fra i quali emergeva il contributo analitico (anche come costruzione di categorie interpretativo) di M. Giacomantonio (GIACOMANTONIO, 1975).

Le ricerche sull'occupazione del potere da parte del personale politico democristiano venivano sviluppate con migliori criteri metodologici e con più rigorosi magari empirici negli anni seguenti. Fra tutte, ricordiamo quelle coordinate da F. Cazzola sugli enti pubblici della sicurezza sociale, dell'agricoltura, del credito (CAZZOLA, 1979).

E' invece in corso di stampa una lunga ricerca sulla presenza dei democristiani in tutte le cariche ministeriali dell'Italia repubblicana: una presenza naturalmente costante e massiccia, ma misurata e dosata con criteri precisi e difficilmente mutabili (primo fra tutti l'appartenenza di corrente) (CALISE-MANNHEIMER, 1982).

Sui rapporti fra DC e Confindustria, l'organizzazione del padronato italiano, è uscito infine di recente un buon saggio in inglese di un sociologo italiano (MARTINELLI, 1979).

Per le loro qualità di sintesi e di limpida lettura dell'evoluzione più recente della DC e del ruolo da essa svolto nel sistema politico italiano vanno ricordati cinque saggi di Pasquino, scritti e pubblicati in oc-

cesioni diverse (PASQUINO, 1975; PASQUINO, 1978; PASQUINO, 1979a, 1979b e 1979c). Molto ambizioso, e forse per questo parzialmente riuscito, è risultato il tentativo di teorizzare natura e funzioni della DC in un libro dal titolo ambiguo, Il teorema democristiano (CASSANO, 1979). Molto sbrigativamente, ma con efficacia, il punto sull'azione della DC e sulle sue capacità di sopravvivenza è stato fatto recentemente da un politologo americano (WERTMAN, 1981).

L'analisi sociologica degli iscritti e dell'organizzazione del partito la troviamo in due contributi che, lontani nel tempo, consentono una utile comparazione: intendo la ricerca di G. Sivini del 1967 (SIVINI, 1967) e quelle raccolte in un altro volume del Cattaneo (PARISI, 1979).

Un tema ricorrente nella pubblicistica italiana e straniera è quello delle correnti democristiane, così numerose e così forti da costituire ormai un esempio magistrale citato negli stessi manuali di scienza politica e di sociologia dei partiti.

Ricorderò l'inchiesta di R. Leonardi sulle opinioni politiche delle correnti democristiane in Emilia Romagna (LEONARDI, 1974) e il recente bilancio sulla struttura e l'ideologia di queste correnti dal 1943 al 1980 (TEMPESTINI, 1982). Il contributo migliore sulle correnti democristiane come "correnti di interesse" e come canali di distribuzione e gestione del potere con criteri prevalentemente clientelari è il libro di A. Zuckerman, frutto di una ricerca in diverse province del Sud e del

Nord (ZUCKERMAN, 1979).

Quest'ultimo lavoro è anche una ricerca sul potere locale democristiano, e viene ad aggiungersi ad altre approfondite analisi del partito, del suo potere e della sua politica a livello regionale e locale. Probabilmente di grande aiuto per capire la natura e il funzionamento della DC e le sue forme di gestione del potere anche a livello nazionale e centrale, sono due grosse ricerche su altrettante città del Mezzogiorno. La prima (ALLUM 1973 e 1975) costituisce la parte centrale di un'opera dedicata alla società e alla struttura di potere a Napoli dal 1945 al 1970. La seconda è una esaustiva indagine sul partito democristiano, sul sistema di potere, sull'amministrazione comunale e provinciale, sull'occupazione degli enti pubblici, e sulle pratiche clientelari a Catania (CACIAGLI, 1977).

Quali analisi in ambito regionale vanno segnalati inoltre: una ricerca sulla politica agraria nel Mezzogiorno (CALISE, 1978); una biografia di due leader democristiani di Napoli, padre e figlio, che, nata come pamphlet, tocca un buon livello scientifico e integra la già citata opera di Allum (CAPRARA, 1975); il numero monografico di una rivista comunista sulla DC toscana (POLITICA E SOCIETA', 1980); una raccolta di saggi, prevalentemente di taglio storico, sul Veneto fra il 1945 e il 1948 (ISNENGHI-LANARO, 1978).

Dovrei accennare ora alle ricerche in corso. A mia conoscenza c'è solo il lavoro che Allum sta conducendo da alcuni anni su Vicenza, una delle città dove più este-

so è il potere democristiano e più alta la percentuale di consenso espressa in voti. Posso accennare allora, se è consentito, al lavoro di analisi comparata al quale lavoro da tempo su democristiani in Italia e nella Repubblica federale tedesca.

5.3 Sul Partito socialista italiano

Anche il PSI è stato a lungo trascurato dagli scienziati sociali. Soltanto in questi ultimi anni, da quando cioè l'iniziativa del nuovo segretario Bettino Craxi ha cercato di proiettare il partito al centro del panorama nazionale, l'interesse si è risvegliato dando vita a dibattiti, analisi, ricerche.

Bisogna risalire però indietro di oltre dieci anni per trovare degli studi sul PSI condotti con criteri empirici. Anche per questo partito il primato spetta ad un politologo americano che condusse una ricerca su una federazione provinciale in Toscana (BARNES, 1967). Esemplari rimangono ancora le analisi sull'organizzazione e sul conflitto interno di F. Cazzola (CAZZOLA 1967; CAZZOLA 1970), uno studioso che è tornato recentemente ad occuparsi del PSI, con un saggio che fa il punto su tutti gli aspetti del partito (iscritti, elettori, leve di potere, correnti e leadership) e sulle prospettive attuali nello schieramento italiano (CAZZOLA, 1982).

Il saggio monografico più completo sul PSI del dopoguerra ai nostri tempi resta quello di A. Landolfi, più volte aggiornato fino all'edizione definitiva attual-

mente disponibile (LANDOLFI, 1977). Più accentuato l'approccio storico nell'opera di un giovane studioso che ha privilegiato l'aspetto ideologico, caso non frequente in tutta l'odierna letteratura italiana sui partiti (STRINATI, 1981).

La recente fase evolutiva del PSI è stata esaurientemente esposta in un contributo apparso su una rivista inglese (HINE, 1979). Mentre è stato ancora una volta G. Pasquino a dedicare alcuni studi e impostare una ricerca: gli studi hanno forse difettato di capacità previsionale sulle sorti del PSI di Craxi (PASQUINO, 1979 e 1981), mentre l'indagine sugli iscritti e sui delegati al congresso ha dato eccellenti risultati (PASQUINO, 1980). Lo stesso Pasquino ha curato quest'anno la parte monografica del n. 3 della rivista, della quale è direttore, parte monografica dedicata a vari aspetti della politica socialista (modello di partito, riforme istituzionali, politica economica, rapporti con il sindacato, politica estera) (PASQUINO, 1982).

Vale la pena di ricordare, infine, una sola ricerca empirica sul PSI, di sicuro valore ma di modeste proporzioni, quella pubblicata in un piccolo volume curato da due studiosi che appartengono allo stesso partito e che riguarda i dirigenti e gli amministratori socialisti (MATTANA-SPINI, 1981).

5.4 Sui radicali e sulla Nuova Sinistra

Copiosa è la letteratura sui nuovi fenomeni parti-

tici degli anni settanta, espressioni organizzative dei movimenti collettivi postsessantotto e delle "new politics". Ma è prevalentemente una letteratura militante, prodotta dagli stessi protagonisti, da esplorare quindi con grande cautela e più adatta come fonte documentaria che come metro di analisi.

Potrei citare un solo volume che ha probabilmente valore scientifico, sia per la metodologia (è il risultato di una ricerca sui militanti), sia per le categorie esplicative adottate: ed è il volume dedicato da tre autori ai nuovi radicali di Pannella (TEODORI-IGNAZI-PANEBIANCO, 1977). Oltre a questo non c'è che un opuscolo, ancora sul PR, vale a dire sulla sua evoluzione da movimento a partito (IGNAZI-PASQUINO, 1981). Tutti gli altri volumi dedicati ai radicali o ai piccoli partiti nati nel decennio hanno un taglio giornalistico e servono piuttosto come fonti o documenti e di informazione. Anzi, proprio composto per buona parte di documenti, è il primo volume dedicato alla sinistra extraparlamentare in Italia (VETTORI, 1973). Con approccio storico, e di stile molto descrittivo, si presentano altri due volumi, dedicati ai "gruppi extraparlamentari" e "all'Ultrasinistra" (VALLAURI, 1976 e MONICELLI, 1978).

Piuttosto cronache, viste dall'interno, che vere e proprie storie sono due piccoli volumi dedicati al PdUP e ad altri "partitini" di estrema sinistra (PELLEGRINI-PEPE, 1977 e PROTTI, 1979). Lo stesso si dica per due ulteriori contributi sul partito radicale (AGHINA-JACCARINO, 1977 e MORABITO, 1977).

5.5 Sui partiti intermedi: Partito socialista democratico italiano, Partito repubblicano italiano, Partito liberale italiano

Chiamo partiti intermedi i tre piccoli partiti che si collocano al centro dello schieramento, sulla destra e sulla sinistra della DC. Vengono chiamati di solito "partiti minori di centro", "the smaller parties" dei politologi americani. Nonostante le loro ridotte proporzioni questi partiti hanno sempre giocato, com'è noto, un ruolo molto importante nelle coalizioni di governo. Il segretario di uno di loro, il repubblicano Spadolini, è l'attuale Presidente del Consiglio dei ministri.

Purtroppo, il quadro della letteratura critica su questi pur interessanti partiti è del tutto desolante. Sul PRI, uno dei più antichi partiti italiani, esistono appunto molte ricostruzioni storiche che risalgono al Risorgimento (alcune dello stesso Spadolini, storico di professione), ma nessuna analisi contemporanea. Qualche notizia la si ricava dai manuali di storia dei partiti che ho ricordato al punto 1 di questo report. Lo stesso discorso vale per il PLI, per il quale si può ricordare una utile monografia che si ferma però a metà degli anni sessanta (CIANI, 1968). Solo al PSDI è stato dedicato, peraltro da un suo dirigente, un grosso volume di cronologia, documentazione e commento ai congressi: ma, nonostante le dimensioni, l'opera non raggiunge mai un livello di dignità scientifica. E' solo una base per vere e proprie analisi politologiche (AVERARDI, 1977).

Posso ricordare in questa sede il lavoro, agile ma esaurientemente, di un politologo americano, dedicato però ai soli risultati conseguiti dai tre partiti nelle elezioni del 1979 con qualche breve cenno alle loro vicende negli anni immediatamente precedenti (LEONARDI, 1981).

5.6 Sul Movimento sociale italiano e la destra

Ancora una volta per quanto riguarda la letteratura sui partiti italiani, anche nel caso del MSI i contributi migliori sono di autori stranieri. Si tratta, in questo caso, di una tedesca (ROSENBAUM, 1977) e di un americano (WEINBERG, 1979). I due testi sono di grande interesse proprio perché rappresentano le uniche trattazioni organiche su un partito, del quale si ignora altrimenti tutto. Si tratta di due ricostruzioni prevalentemente storiche, in cui prevale l'analisi del dibattito ideologico attraverso i congressi e della residua tradizione fascista che ancora condiziona se non le scelte pragmatiche, i programmi del MSI. Più solido e esauriente il volume della Rosenbaum, che tocca anche il delicato problema della violenza e del terrorismo neo-fascisti; con qualche aspetto originale per quanto riguarda la distribuzione dei voti al MSI per ceti sociali e per regioni quello di Weinberg.

L'unica analisi elettorale dedicata esclusivamente al MSI che io conosca è quella di una giovane studiosa toscana che ha preso in considerazione i risultati del

1976 (BARTOLINI, 1979). Riferimenti al voto del MSI e della destra con speciale riguardo al Mezzogiorno e alle città di Reggio Calabria e di Catania sono nel già citato volume sulle elezioni del 1972, che videro una crescita improvvisa ma provvisoria del MSI (CACIAGLI-SPREAFICO, 1975).

Con un approccio di psicologia sociale si presenta invece il saggio di Nesti (NESTI, 1979), mentre frequenti, ma non organici sono i richiami al MSI nell'opera di Galli dedicata al ruolo della destra internazionale su alcuni sviluppi della crisi italiana (GALLI, 1974).

BIBLIOGRAFIA

1. Il contributo della storiografia.

ALFASSIO GRIMALDI-LANCHESTER (1978): O. Alfassio Grimaldi e F. Lancaster, Principi senza scettro. Storia dei partiti politici italiani, Sugarco Edizioni, Milano, 1978.

AMATO (1978): P. Amato, Il PSI fra frontismo e autonomia, Lerici, Roma, 1978.

ARFE' (1976): G. Arfè e al., Storia del PSI: 1892-1975, Cooperativa ed. univ., Firenze, 1976.

CAROCCI (1975): G. Carocci, Storia di Italia dall'Unità a oggi, Feltrinelli, Milano, 1975.

COMBA (1978): A. Comba, "Pri", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 1°-2°, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

DE ROSA (1972): G. De Rosa, I partiti politici in Italia, Minerva italica, Bergamo, 1972.

DE LUNA (1978): Giovanni De Luna, "Neofascismo", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 2°, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

FOA (1978): Vittorio Foa, "Movimento socialista: tra riformismo e massimalismo", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 2, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

GALLI (1975): Giorgio Galli, Storia del PCI, Bompiani, Milano, 1975.

GALLI (1977): Giorgio Galli, I partiti politici in Italia, UTET, Torino, 1977.

GALLI (1978a): Giorgio Galli, "La Democrazia Cristiana", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 1°, La Nuova Italia, Firenze, 1978;

GALLI (1978b): Giorgio Galli, Storia della Democrazia Cristiana, Laterza, Bari, 1978.

LANZARDO (1978): L. Lanzardo, "Partito comunista: la via italiana al socialismo", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 2°, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

LEONE (1980): Francesco Leone, Storia dei partiti politici in Italia, Guida, Napoli, 1980.

PINZANI (1976): C. Pinzani, "L'Italia repubblicana", in Storia d'Italia, vol. IV, Dall'Unità ad oggi, 3°, Einaudi, Torino, 1976.

SPRIANO (1967-1974): P. Spriano, Storia del Partito Comunista italiano, Einaudi, Torino, 1967-1974.

VALLAURI (1976a): Carlo Vallauro (a cura di), La ricostruzione dei partiti democratici, Bulzoni, Roma, 1976.

VALLAURI (1976b): Carlo Vallauro, I partiti in Italia dal 1943 al 1975, Bulzoni, Roma, 1976.

2. Il sistema partitico

GALLI (1966): G. Galli, Il bipartitismo imperfetto, Il Mulino, Bologna, 1966.

GALLI, (1972): Giorgio Galli, Il difficile governo, Il Mulino, Bologna 1972

GALLI (1975): Giorgio Galli, Dal bipartitismo imperfetto alla possibile alternativa, Il Mulino, Bologna, 1975.

GRAZIANO (1979): Luigi Graziano, "Compromesso storico e democrazia consociativa: verso una 'nuova democrazia'?", in L. GRAZIANO-S. TARROW La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.

FARNETI (1980): P. Farneti, "Dove va il sistema politico italiano?" in Mondoperaio, ottobre 1980.

LEONARDI (1978): Robert Leonardi, "Polarizzazione o convergenza nel sistema politico italiano?", in A. MARTINELLI-C. PASQUINO, La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.

PELLICANI (1974): L. Pellicani, "Verso il superamento del pluralismo polarizzato", in Rivista italiana di Scienza politica, 3°, 1974.

PUTNAM, LEONARDI, NANETTI (1981): R.D. Putnam, R. Leonardi, R.Y. Nane "Polarization and Depolarization in Italian Politics 1968-1981", paper presentato all'Annual meeting 1981 dell'American Political Science Association, settembre 1981.

SARTORI (1966): G. Sartori, "European Political Parties: the Case of Polarized Pluralism", in J. LA PALOMBARA- M. WEINER (a cura di), Political Parties and Political Development, Princeton Un. Press, Princeton 1966.

SARTORI (1967): G. Sartori, "Bipartitismo imperfetto o pluralismo polarizzato", in Tempi moderni, autunno 1967.

SARTORI (1974a): G. Sartori, "Il caso italiano: salvare il pluralismo e superare la polarizzazione", in Rivista italiana di Scienza politica, 3°, 1974.

SARTORI (1974b): G. Sartori, "Rivisitando il pluralismo polarizzato", L. CAVAZZA-S.R. GRAUBARD (a cura di), Il caso italiano, Garzanti, Milano, 1974.

SARTORI (1982): G. Sartori, "Il pluralismo polarizzato: critiche e repliche", in Rivista Italiana di Scienza politica, 1°, 1982.

3. Partiti e comportamento elettorale

BARBAGLI (1979): M. Barbagli, P. Corbetta, A. Parisi, H. Schadee, Fluidità elettorale e classi sociali in Italia, Il Mulino, Bologna, 1979.

CACIAGLI-SPREAFICO (1975): Mario Caciagli-Alberto Spreafico (a cura di) Un sistema politico alla prova, Il Mulino, Bologna, 1975.

CATTANEO (1968a): Istituto Cattaneo, Il comportamento elettorale in Italia, Il Mulino, Bologna, 1968.

GHINI (1975): C. Ghini, Il voto degli italiani, Editori Riuniti, Roma, 1975.

GHINI (1976): C. Ghini, Il terremoto del 15 giugno, Feltrinelli, Milano, 1976.

LA PALOMBARA-SPREAFICO (1963): J. La Palombara-A. Spreafico (a cura di), Elezioni e comportamento politico in Italia, Edizioni di Comunità, Milano, 1963.

MARTINOTTI (1978): G. Martinotti, "Le tendenze dell'elettorato italiano", in A. MARTINELLI-G. PASQUINO, La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.

PARISI (1980): A. Parisi (a cura di), Mobilità senza movimento. Le elezioni del 3 giugno 1975, Il Mulino, Bologna, 1980.

PASQUINO-PARISI (1977): G. Pasquino-A. Parisi (a cura di), Continuità e mutamento elettorale in Italia, Il Mulino, Bologna, 1977.

PASQUINO-PARISI (1979): G. Pasquino-A. Parisi, "Changes in Italian Electoral Behavior. The Relationship between Parties and Voters", in West European Politics, ottobre 1979.

PENNIMAN (1977): R. Howard Penniman (a cura di), Italy at the Polls. The Parliamentary Elections of 1976, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1977.

PENNIMAN (1981): R. Howard Penniman, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1981.

RADI (1977): L. Radi, Il voto dei giovani, Sei, Torino, 1977.

SADOCCHI (1976): S. Sadocchi, "Aree elettorali e forza dei partiti: 1963-76", in Rivista italiana di Scienza politica, 3°, 1976.

SANI (1975): Giacomo Sani, "Ricambio elettorale e identificazioni partiti che: verso una egemonia delle sinistre", in Rivista Italiana di Scienza politica, 3°, 1975.

SANI (1978): Giacomo Sani, "La composizione degli elettorati comunista e democristiano", in A. MARTINELLI-G. PASQUINO, La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.

SANI (1979): Giacomo Sani, "Ricambio elettorale, mutamenti sociali e preferenze politiche", in L. GRAZIANO-S. TARROW, La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.

URBANI (1979): G. Urbani (a cura di), 1978: elezioni con sorpresa, Centro Einaudi, Torino, 1979.

4. I partiti nel sistema politico

ALLUM (1976): P.A. Allum, Anatomia di una Repubblica, Feltrinelli, Milano, 1976.

BOURRICAUD (1974): F. Bourricaud, "Partitocrazia: consolidamento o rottura?", in F.L.CAVAZZA-S.R.GRAUBARD, Il caso italiano, Garzanti, Milano, 1974.

CAZZOLA (1974): Franco Cazzola, Governo e opposizione nel Parlamento italiano, giuffrè, Milano, 1974.

CAZZOLA (1974): Franco Cazzola, "Partiti e sottogoverno. Note sul sistema politico italiano", in Rassegna italiana di sociologia, 3°, 1974.

DI PALMA (1978): G. Di Palma, Surviving without Governing. The Italian Parties in Parliament, University of California Press, Berkeley, 1977.
Tr.it. Sopravvivere senza governare, Il Mulino, Bologna, 1978.

DOGAN-PETRACCA (1968): M.Dogan-O.M.Petracca(a cura di), Partiti politici e strutture sociali in Italia, Edizioni di Comunità, Milano, 1968.

FARNETI (1976): P.Farneti, "I partiti e il sistema di potere", in V. CASTRONUOVO, L'Italia contemporanea, Einaudi, Torino, 1976.

FEDELE (1979): M. Fedele, Classi e partiti negli anni settanta, Editori Riuniti, Roma, 1979.

GALLI (1974): Giorgio Galli, "L'intersecazione delle classi sociali nei partiti", in F.L. CAVAZZA-S.R.GRAUBARD, Il caso italiano, Garzanti, Milano, 1974.

INGRAO (1981): P.Ingrao, L.Poggi, S.Cotturri, S.Vacca, A.Bolaffi, M.Magno, Il partito politico e la crisi dello stato sociale: ipotesi di ricerca, De Donato, Bari, 1981.

ILARDI (1980): M. Ilardi, Metropoli e potere. La crisi del partito politico, Cappelli, Bologna, 1980.

PASQUINO (1980): G.Pasquino, Crisi dei partiti e governabilità, Il Mulino. Bologna, 1980.

PASQUINO (1982): G.Pasquino, Degenerazioni dei partiti e riforme istituzionali Laterza, Bari, 1982.

PIZZORNO (1969): A.Pizzorno, "Elementi di uno schema teorico con riferimento ai partiti politici in Italia", in G.SIVINI, Partiti e partecipazione politica in Italia, Giuffrè, Milano, 1969.

RADI (1975): L.Radi, Partiti e classi in Italia, Società editrice internazionale, Torino, 1975.

RUSCONI (1977): G.E.Rusconi, "I partiti italiani di fronte ai movimenti collettivi", in Riv. di Storia contemporanea, 4°, 1977.

SARTORI (1973): G.Sartori, Correnti, frazioni e fazioni nei partiti politici italiani, Il Mulino, Bologna, 1973.

5.1 Sul Partito Comunista Italiano

ANNALI FELTRINELLI (1981): Annali Feltrinelli, Il partito comunista italiano. Struttura e storia dell'organizzazione, Feltrinelli, Milano, 1981.

ARE (1980): G.Are, Radiografia di un partito. Il PCI negli anni '70: struttura e evoluzione, Rizzoli, Milano, 1980.

BARBAGLI-CORBETTA (1978a): M.Barbagli-P.Corbetta, "Partito e movimento: aspetti del rinnovamento del PCI", in Inchiesta, vol. XXXI, gen-feb 1978.

BARBAGLI-CORBETTA (1978b): M.Barbagli-P.Corbetta, "Una tattica e due strategie. Inchiesta sulla base del PCI", in Il Mulino, 5°, 1978.

BARBAGLI-CORBETTA (1980): M.Barbagli-P.Corbetta, "L'elettorato, l'organizzazione del PCI e i movimenti", in Il Mulino, 2°, 1980.

BARBAGLI-CORBETTA (1981): M.Barbagli-P.Corbetta, "La svolta del PCI", in Il Mulino, 1°, 1981.

BLACKMER (1968): L.M.Blackmer, "Unity in Diversity. Italian Communism and the Communist World" in M.I.T. Press, Cambridge, 1968.

BLACKMER-TARROW (1975 e 1976): L.M.Blackmer-S.Tarrow (a cura di) Communism in Italy and France, Princeton U.Press, Princeton, 1975.
Tr.it. Il comunismo in Italia e in Francia, Etas Libri, Milano, 1976.

CATTANEO (1967): Istituto Cattaneo, L'attivista di partito, Il Mulino, Bologna, 1967.

CATTANEO (1968b): Istituto Cattaneo, L'organizzazione partitica del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.

CATTANEO (1968c): Istituto Cattaneo, La presenza sociale del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.

GENTH-ALTVATER (1977): R.Genth-E.Altvater, "Politische Konzeptionen und Schwierigkeiten der Kpi in der Krise - ein Aufriss von Problemen einer Strategie der Arbeiterbewegung", in Probleme des Klassenkampfes, 26° e 27°, 1977.

HELLMAN (1980): S.Hellman, "Il PCI e l'ambiguità dell'autunno caldo a Torino", in Il Mulino, 3°, 1980.

LANCHESTER (1981): F.Lanchester, "Le analisi del sistema politico e il ruolo del PCI", in Critica marxista, 2°, 1981.

LANGE (1979a): P.Lange, "Crisis and Consent. Change and Compromise: Dilemmas of Italian Communism in the 1970s" in West European Politics, 3°, 1979.

LANGE (1979b): P.Lange, "Il PCI e i possibili esiti della crisi italiana", in L.GRAZIANO-S.TARROW, La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.

MACOMA (1980): N.Macoma, "I comunisti con incarichi elettivi: una ricerca", in Politica ed economia, 3°, 1980.

MAMMARELLA (1976): C.Mammarella, Il partito comunista italiano, Vallecchi, Firenze, 1976.

MANNHEIMER-SEBASTIANI (1981): R.Mannheimer-C.Sebastiani, "Concezioni del partito nei quadri PCI", in Ricerche CESPE, Materiali del Centro Studi di politica economica, 11°, 1981.

PADOVANI (1976): M.Padovani, La longue marche. Le PC italien, Calmann-Levy, Parigi, 1976.

SEBASTIANI (1980): C.Sebastiani, "Il funzionario del Partito Comunista: un profilo", in Bollettino CESPE-Congiuntura Sociale, 1°, 1980.

SIVINI (1969): G.Sivini, "Struttura organizzativa e partecipazione di base nel PCI", in G.SIVINI (a cura di), Partiti e partecipazione politica in Italia, Giuffrè, Milano, 1969.

SOC. DU COMM. (1974): Soc. du Comm., Sociologie du comunisme in Italie, Colin, Parigi, 1974.

TARROW (1967 e 1972): S.Tarrow, Peasant communism in Southern Italy, Yale Un. Press, 1967. Tr.it. Partito comunista e contadini nel Mezzogiorno, Einaudi, Torino, 1972.

TIMMERMAN (1975): H.Timmermann, I comunisti italiani, De Donato, Bari, 1975.

5.2 Sulla Democrazia Cristiana

ALLUM (1973 e 1975): P.Allum, Politics and Society in Post-War Naples, Cambridge Un.Press, Cambridge, 1973. Tr.it. Potere e società a Napoli nel dopoguerra, Einaudi, Torino, 1975.

- BAGET BOZZO (1974): G. Baget Bozzo, Il partito cristiano al potere. La DC di De Gasperi e di Dossetti 1945-1954, Vallecchi, Firenze, 1974.
- BAGET BOZZO (1977): G. Baget Bozzo, Il partito cristiano e l'apertura a sinistra. La DC di Fanfani e di Moro, 1953-1962, Vallecchi, Firenze, 1977.
- CACIAGLI (1977): M. Caciagli et al., Democrazia cristiana e potere nel Mezzogiorno, Guaraldi, Firenze, 1977.
- CALISE (1978): M. Calise, Il sistema democristiano. Mediazione e conflitto nelle campagne democristiane, De Donato, Bari, 1978.
- CALISE-MANNHEIMER (1982): M. Calise-R. Mannheimer, I governi misurati, Il Mulino, Bologna, 1982.
- CAPRARA (1975): M. Caprara, I Gava, Feltrinelli, Milano, 1975.
- CASSANO (1979): F. Cassano, Il teorema democristiano, De Donato, Bari, 1979.
- CATTANEO (1967): Istituto Cattaneo, L'attivista di partito, Il Mulino, Bologna, 1967.
- CATTANEO (1968b): Istituto Cattaneo, L'organizzazione partitica del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.
- CATTANEO (1968c): Istituto Cattaneo, La presenza sociale del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.
- CAZZOLA (1979): F. Cazzola, Anatomia del potere DC, De Donato, Bari, 1979.
- CHASSERIAUD (1965): Y.P. Chasseriaud, Le parti démocrates chrétiens en Italie, Colin, Parigi, 1965.
- DC DOPO PRIMO VENTENNIO (1969): AA.VV., La DC dopo il primo ventennio, Marsilio, Padova, 1968.
- GALLI-FACCHI (1962): G. Galli-P. Facchi, La sinistra democristiana. Storia e ideologia, Feltrinelli, Milano, 1962.
- GIACOMANTONIO (1975): A. Giacomantonio et al., Tutto il potere della DC, Coines, Roma, 1975.

- GODECHOT (1964): T.Godechot, Le parti démocrates chrétién italien, Pichon et Durand-Anzias, Parigi, 1964.
- ISNENGHI-LANARO (1978): M.Isnenghi-S.Lanaro (a cura di), La democrazia cristiana dal fascismo al 18 aprile, Marsilio, Venezia, 1978.
- LEONARDI (1974): R.Leonardi, "Opinioni politiche delle correnti democristiane in Emilia Romagna", in Rivista italiana di scienza politica, 1974.
- MARTINELLI (1974): A.Martinelli, "Organized Business and Italian Politics: Confindustria and the Christian Democrats in the Postwar Period", in West European Politics, 1979.
- ORFEI (1976): R.Orfei, L'occupazione del potere. I democristiani '45-'75, Longanesi, Milano, 1976.
- PARISI (1979): A.Parisi (a cura di), Democristiani, Il Mulino, Bologna, 1979.
- PASQUINO (1975): G.Pasquino, "Crisi della DC e evoluzione del sistema politico", in Rivista italiana di scienza politica, 2°, 1975.
- PASQUINO (1978): G.Pasquino, "Democrazia cristiana, trasformazioni partitiche e mediazione politica", in A.MARTINELLI-G.PASQUINO (a cura di), La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.
- PASQUINO(1979a):G.Pasquino,"Recenti trasformazioni nel sistema di potere della democrazia cristiana", in L.GRAZIANO-S.TARROW, La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.
- PASQUINO (1979b): G.Pasquino, "Italian Christian Democracy:A Party for All Seasons", in West European Politics, ott. 1979.
- PASQUINO (1979c): G.Pasquino, "Il problema delle alleanze. Il rapporto con gli altri partiti tra analisi e pressioni", in A.PARISI (a cura di), Democristiani, Il Mulino, Bologna, 1979.
- POLITICA E SOCIETA' (1980): "La Dc e la società toscana", in Politica e società, maggio-giugno 1980.
- SIVINI (1967): G.Sivini, "Gli iscritti alla Democrazia Cristiana e al Partito comunista italiano", in Rassegna italiana di sociologia, vol. VIII, 1967.
- TAMBURRANO (1974): G.Tamburrano, L'iceberg democristiano, Sugarco, Milano, 1974.

TEMPESTINI (1982): A.Tempestini, "Le correnti democristiane: struttura e ideologia dal 1943 al 1980", in Il Ponte, maggio 1982.

WERTMAN (1981): D.Wertman, "The Christian Democrats: master of survival", in PENNIMAN, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1981.

ZUCKERMAN (1979): A.Zuckerman, The Politics of Faction: Christian Democratic Rule in Italy, Yale Un.Press, New Haven, 1979.

5.3 Sul Partito Socialista Italiano

BARNES (1967): S.H.Barnes, Party Democracy. Politics in an Italian Socialist Federation, Yale Un.Press, New Haven, 1967.

CAZZOLA (1967): F.Cazzola, Carisma e democrazia sul socialismo italiano, Istituto Luigi Sturzo, Roma, 1967.

CAZZOLA (1970): F.Cazzola, Il partito come organizzazione. Studio di un caso: il PSI, Edizioni del Tritone, Roma, 1970.

CAZZOLA (1982): F.Cazzola, "Il PSI negli anni settanta: un lungo viaggio alla ricerca dell'identità perduta", in Schema, 9°-10°, 1982.

HINE (1979): D.Hine, "The Italian Socialist Party under Crise: Surviving But Not Reviving", in West European Politics, ott. 1979.

LANDOLFI (1977): A.Landolfi, Il socialismo italiano, Lerici, Milano, 1977.

PASQUINO (1979): G.Pasquino, "The Italian Socialist Party: an Irreversible Decline", in H.PENNIMAN (a cura di), Italy at the Polls. The Parliamentary Elections of 1976, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1977.

PASQUINO (1980): G.Pasquino-M.Rossi, "Quali compagni, quale partito, quale formula politica? Un 'indagine sul PSI", in Il Mulino, gennaio 1980.

PASQUINO (1981): G.Pasquino, "The Italian Socialist Party: Electoral Stagnation and Political Indispensability", in H.PENNIMAN, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, american Enterprise Institute, Washington D.C., 1981.

PASQUINO (1982): G.Pasquino (a cura di), "Un partito che si cerca: il PSI", parte monografica de Il Mulino, 3°, 1982.

SPINI-MATTANA (1981): V.Spini-S.Mattana (a cura di), I quadri del PSI, quaderni del circolo Rosselli, Nuova Guaraldi, Firenze, 1981.

STRIMATI (1981): V.Strimati, Politica e cultura nel Partito socialista italiano (1945-1978), Liguori, Napoli, 1981.

5.4 Sui radicali e sulla Nuova Sinistra

AGHINA-JACCARINO (1977): G.Aghina-C.Jaccarino, Storia del partito radicale, Gammalibri, Milano, 1977.

IGNAZI-PASQUINO (1981): P.Ignazi-G.Pasquino, Da partito-movimento a partito-istituzione (Il PR dal 1977 al 1979), Istituto Cattaneo, 1981.

MONICELLI (1978): M.Monicelli, L'ultrasinistra in Italia, Laterza, Bari, 1978.

MORABITO (1977): F.Morabito, La sfida radicale, Sugarco, Milano, 1977.

PELLECRINI-PEPE (1977): R.Pellegrini-G.Pepe, Uscire è difficile. Breve storia del PDUP per il comunismo, Savelli, Roma, 1977.

PROTTI (1979): P.Protti, Cronache di "Nuova sinistra", Gammalibri, Milano, 1979.

TEODORI-IGNAZI-PANEBIANCO (1977): M.Teodori-P.Ignazi-A.Panebianco, I nuovi radicali, Mondadori, Milano, 1977.

VALLAURI (1976): C.Vallauri, I gruppi extra parlamentari di sinistra, Bulzoni, Roma, 1976.

VETTORI (1973): G.Vettori (a cura di), La sinistra extraparlamentare in Italia. Storia, documenti, analisi politica, Newton Compton, Italiana, Roma, 1973.

5.5 Sui partiti intermedi: Partito socialista democratico italiano, Partito repubblicano italiano, Partito liberale italiano.

AVERARDI (1977): G.Averardi, I socialisti democratici (da Palazzo Barberini al 1969), Sugarco, Milano, 1977.

CIANI (1968): A.Ciani, Il Partito liberale italiano da Croce a Malagodi, ESI, Napoli, 1968.

LEONARDI (1981): R.Leonardi, "The Victors: The Smaller Parties in the 1979 Italian Elections", in H.PENNIMAN, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1981.

5.6 Sul Movimento sociale italiano e la destra.

BARTOLINI (1979): B.Bartolini, "Analisi ecologica del voto del MSI-DN alle elezioni politiche del 20 giugno 1976", in Rivista italiana di scienza politica, 2°, 1979.

GALLI (1974): G.Calli, La crisi italiana e la destra internazionale, Mondadori, Milano, 1974.

NESTI (1979): A.Nesti, "Sociologia del neofascismo", in A.NESTI, Utopia e società, Gamma, Roma, 1979.

ROSENBAUM (1975): P.Rosenbaum, Il nuovo fascismo. Da Salò ad Almirante, Feltrinelli, Milano, 1975.

WENBERG (1979): L.B.Wenberg, After Mussolini: Italian Neo-Fascism and the Nature of Fascism, Un.Press of America, Washington D.C., 1979.

PARTIES AND PARTY SYSTEMS IN SOUTHERN EUROPEAN COUNTRIES

REPORT ON GREECE

by

George Th. Mavrogordatos

University of Athens

and

Elias Nicolacopoulos

National Social Research Center

Presented to the ECPR Standing Group on Southern European
Politics, Barcelona, 6-7 November 1982

Introduction

Despite a prolific political literature, the study of political parties and of the party system in Greece remains neglected and undeveloped to a surprising degree. It has long been obstructed by a set of enduring myths and misconceptions. In recent years, it has also been hindered by the lack of relevant empirical and especially survey data, and by the overall absence of adequate research resources. This brief report will review the current state of research, with highly selective references to the literature (except that which is only available in Greek).

The character of political parties in Modern Greece has been the object of an almost uninterrupted and often confusing public debate, which started immediately after independence (1830) and continues to the present day. Inextricably linked to the overall issue of the country's westernization, this debate has measured Greek parties against the presumed requirements of democracy and modernity and has consistently found them lacking.

For over a century, the debate has been based on the distinction between "personal parties" and "parties of principle." The term "personal" implies the informal structure of a party of notables, each with his own local clientele, put together and led more or less autocratically by an individual leader, with whom the party is identified. With the obvious exception of the Communist Party or KKE (founded in 1918), Greek political parties have been perennially denigrated as merely "personal," and the emergence of "parties

of principle" has remained on the political agenda down to the present. As recently as October 1982, the abolition of personal preference votes in parliamentary elections was thus hailed as a reform which would engineer the formation of "parties of principle" at last.

Although the traditional distinction between "personal parties" and "parties of principle" refers primarily to party structure, the unfortunate choice of terms has lent itself to a literal interpretation and has thereby led to procrustean simplifications. By virtue of being "personal" rather than "parties of principle," Greek political parties have been commonly denied any distinctive ideological or programmatic content. A related myth maintains that they simply vanish as soon as their leaders die or retire. Party competition and conflict are explained away in terms of the personal ambitions, popularity, and views of individual leaders, mostly over foreign policy. In this perspective, the question of linking party conflict to social cleavages does not even arise, while the concept itself of a party system seems irrelevant.

This superficial and distorted image has been typical of foreign observers. But it has also been promoted by traditional historiography, focusing as it does on individual actors and diplomatic history. The recent fad of sweeping explanations exclusively based on clientelism has painted a similar picture, with the added aura of social science. For its part, radical historiography of ostensibly Marxist inspiration also subscribes to essentially the same conception, since it typically takes for granted that all other parties except the KKE have represented an undifferentiated ruling "oligarchy." Their

conflicts are thus attributed to mere "family quarrels" within the "oligarchy" and to their links with competing foreign powers.

Under the circumstances, current or future research on political parties in Greece is bound to be thoroughly revisionist with respect to prevailing myths and misconceptions. It is also bound to be consciously comparative, if the supremely parochial blinkers of Greek scholarship are to be overcome. Nevertheless, valuable insights may be derived from the most perceptive older authors, such as Aspreas and Dafnes, and from the early Greek Marxists, such as Skleros, Kordatos, and Maximos.

Several key questions need to be answered for each historical period, including the present. One would be the actual structure and operation of political parties, on both the national and the local level, which is of course not reducible to, nor exhausted by, patron-client transactions. Whereas the actual operation and dynamics of clientelism itself require empirical investigation, priority should be given to hitherto neglected aspects, such as the party elite and the parliamentary caucus in particular, the party press, political clubs and associations, the emergence and implications of party identification on the mass level. Another key area involves the distinctive ideologies, programs, and policies associated with particular parties. Finally, the most neglected and crucial question concerns the links between party conflict and significant cleavages in the Greek social structure, whether class, ethnic, regional, religious, or, more broadly, cultural.

Research along these lines should be expected to produce a picture significantly or even radically different from the one conventionally accepted. It will also make it possible to address broader issues of historical continuity concerning the party systems of successive periods. These expectations are already born out by some of the recent studies reviewed below.

The Period 1821-1862

The superficial and distinctly polemical view of Greek political parties as mere instruments of foreign powers has always appeared most plausible, even irresistible, in the case of the very first party system of independent Greece, which emerged towards the end of the War of Independence and dominated Greek politics for almost three decades, until the 1850s. The three so-called "foreign" parties of that period ("Russian," "French," and "English") are commonly regarded as mere appendages of the respective embassies, while their role is ignored or even dismissed as inconsequential.

The seminal and truly monumental study of Petropoulos¹ has finally laid to rest all such conceptions. He has not only demonstrated the key role of the three parties until 1844, but also shown their deep roots in Greek society and their identification with particular interests and policies, which largely explain their alignment with each of the three so-called protecting powers. It is no wonder that the clergy and peasantry most attached to Eastern Orthodox tradition should look to Russia, whereas military and popular irredentism turned to France. For their part, advocates of internal development

and modernization, such as westernized intellectuals, bureaucrats, and merchants, were of course Anglophile.

Despite the title and main focus of his book, Petropulos has also provided a landmark analysis of earlier developments, during the War of Independence itself. Following in his footsteps, Diamandouros² has focused on the cultural schism and political struggle between the indigenous traditional elites and the westernized modernizers, intent on creating a constitutional, secular, and legal-bureaucratic state with a regular army.

Insofar as these two studies deserve to be called "definitive" for the period until 1844, details of the general picture remain to be investigated in depth. One might think in particular of party structure and operation on the local level, especially during electoral contests. A fascinating issue for comparative analysis would be the conflict between indigenous traditional forces and modernizers identified with a foreign power. The case of the afrancesados in Spain immediately comes to mind. Nevertheless, the major remaining gap concerns the disintegration and eventual disappearance of the three "foreign" parties after 1844. Towards the end of King Otho's reign, political conflict seems to have become polarized between a "royal" party and a motley "constitutional" opposition, which was to oust him in 1862. A recent doctoral thesis³ provides a fresh and imaginative analysis of the transition to a new period.

The Period 1862-1909

Nothing comparable to the work of Petropulos exists as yet on this crucial period, whose principal interest lies in the definitive institutionalization of parliamentary government and fair elections, followed by the emergence of a two-party system after 1880.

It is therefore for this period that various existing books are most useful and informative, even though they cover a longer time span, like the one by Korisis,⁴ or pay scant attention to parties as such, like the one by Dakin.⁵ Even older sources remain valuable, insofar as they could not fail to recognize the basic conflict between tradition and modernization underlying the confrontation between the "National" party of Deliyannes and the "Modernist" party of Trikoupes.

The emergence and operation of this two-party system remains practically virgin territory, which requires original and in-depth research on several levels.⁶ Suffice it to note the unprecedented "nationalization" of electoral competition, as party loyalties reached into even the most remote village. With reference to party institutionalization, suffice it to also note that the "Modernist" party was the first Greek party to elect a successor to its original leader. What is perhaps even more intriguing and certainly essential for an understanding of later developments is the decline of this two-party system, amidst the generalized crisis of legitimacy following the defeat of 1897. On the other hand, this is also the period that most readily lends itself to comparative analysis, given the parallels with contemporary Italy, Spain, and Portugal.

The Period 1909-1940

The military revolt which became the Revolution of 1909 marked the beginning of a new era in Greek party politics. It was to be dominated by the polarization between two political camps. Initially, it was a polarization between the new political forces, which founded the Liberal Party in 1910, and the defensive alliance of the so-called Old Parties, that is, the remnants of all pre-1909 parties. This polarization was transformed in 1915 into the National Schism between Venizelism and Antivenizelism, which in turn became an irreconcilable conflict between Republicanism and Royalism in the interwar period (1922-1940). With the foundation of the KKE in 1918, a tripolar structure came into being, which has remained the single most stable feature of the Greek party system to the present day, despite all the intervening changes and realignments.

It is perhaps not surprising that the KKE should have attracted more scholarly attention than any other Greek party, before or since. Nor is it surprising that available studies should remain unsatisfactory, whether they were inspired by undisguised hostility to the party, like the book by Kousoulas,⁷ or by sympathy for one of its factions in particular, like the book by Solaro.⁸ Apart from the obvious pitfalls of partisan passion, research on the KKE also involves formidable difficulties of access to essential information, despite the deceptive mass of party literature.

In contrast, the major bourgeois parties of this period (the Liberal Party and the People's Party, backbone of Anti-venizelism) have received scant attention. Their bitter con-

frontation has been mostly examined as a protracted conflict between individual leaders. The National Schism of 1915 in particular is commonly conceived as a fateful duel between King Constantine and Venizelos. Otherwise, diplomatic history and endemic military intervention after 1922 are typically thought to exhaust the significance of political developments during this period.

The forthcoming book by Mavrogordatos⁹ is deliberately revisionist in intent and challenges this prevailing perception of the period as a succession of personality conflicts, foreign interventions, and military coups. Despite its title and main focus, it covers the earlier part of the period as well. The book dissects class, ethnic, and regional cleavages, and shows that the contending political forces drew the core of their mass support from distinctive coalitions of particular strata, groups, and areas. Venizelism thus represented the historic alliance between the entrepreneurial bourgeoisie and a potentially radical popular base. This alliance was forged around a program of modernization which had originally combined pragmatic irredentism with radical social reform, but was irreparably crippled by military defeat in 1922 and eventually by the Great Depression in 1931. In contrast, Anti-venizelism embodied a romantic reaction of the strata, groups, and areas affected or threatened by historical change. This analysis leads to a novel interpretation of the period as a protracted crisis of national integration, which eventually led to the demise of the Republic in 1935 and of parliamentary politics altogether in 1936.

Insofar as this study succeeds in painting the overall picture, it also points in several directions for further research. One would be party organization and actual operation, on which the book throws new light. Some of the minor parties and in particular the challenge to the existing party system represented by the Agrarian Party would be another. Finally, the apparent decline of the parties already on the eve of the dictatorship and their subsequent impotence for its duration (1936-1940) also require further investigation. Its results should be crucial for an understanding of wartime developments.

The Period 1940-1950

Wartime Occupation (1941-1944), which was marked by the emergence of a leftist mass resistance movement, and the ensuing Civil War, which ended in 1949, have determined and shaped postwar politics as a whole and continue to exert a powerful influence to the present day. Hence, the overwhelmingly greater part of recent research on Greek political history focuses on this critical decade. Nevertheless, despite the extensive literature, which was recently reviewed by Fleischer,¹⁰ political parties and especially the restructuring and operation of the party system have received scant attention. Out of the research conducted by Petropulos on the Occupation period, only a short article has appeared so far.¹¹

Perhaps the most important question for future research, also because of its later impact on the formation of the party system, should be the actual extent and social composition of popular support for the National Liberation Front (EAM), the major resistance organization. The prevailing view emphasizes

the broad interclass composition of EAM, as indicated by the massive participation of the rural population as well. Yet, more detailed research, especially on the urban areas, may bring out the distinctive class characteristics associated with postwar electoral support for the Left. The central hypothesis remains, nonetheless, that the Left as a whole, but also the KKE in particular, were shaped primarily by the resistance movement and the ensuing Civil War—a fact which accounts for the distinctly broader interclass electoral base of the postwar Greek Left as compared to its counterparts in Western Europe.

Equally important would be research on the social forces that opposed EAM and eventually formed the camp of the victors of the Civil War. A first hypothesis would be that, out of the social upheaval produced by the Occupation and subsequently by American intervention, a new bourgeoisie of nouveaux riches emerged, which became the backbone of the postwar Right, superseding to a considerable extent the historic cleavage of the National Schism.

The Period 1950-1967

Its derivation from the two historic cleavages produced by the National Schism and the Civil War was the principal characteristic of the party system during the first postwar period, which ended abruptly with the military coup of April 1967.¹² Not only the roots, but also the stability of this basically tripolar system are to be found in the juxtaposition and interconnection of these two historic cleavages.

There are two major studies on this period and especially on its last phase, which began with the rise to power of the Center Union in 1963. The book by Meynaud¹³ contains an overview of elections from 1946 to 1964, a detailed description of the political parties in the early sixties, as well as of the business elites and extraparliamentary forces. Although outdated in many respects, it remains the major reference for this period. The book by Legg¹⁴ adds little with respect to the party system, but contains an extensive and statistical analysis of the background and recruitment of the political elite.¹⁵

The party system of this period has also been studied from the perspective of electoral geography.¹⁶ The principal conclusion to be drawn from this research, especially by Nicolacopoulos,¹⁷ refers to the rapidly increasing homogeneity of party support throughout the country—a process which is directly linked to the continuous efforts to overcome the two historic cleavages. This process involves the Right, which was radically transformed since 1951-52 and thereby ceased to appear as a mere continuation of Antivenizelism, but became instead the camp of the victors of the Civil War. But the process also involves the Center, which was also radically transformed since 1960, becoming the counterpart of the restructured Right rather than a continuation of Venizelism (despite any ideological survivals).

The Period Since 1974

The fall of the dictatorship and the return to parliamentary politics in 1974 set in motion a restructuring of the party system which has resulted in the practically pure three-

party system of today--in many ways similar to the pre-1967 system. Nevertheless, these structural similarities should not obscure the fact that the three main parties of the period before 1967 no longer exist and that their place has been taken by three parties created (or legalized, in the case of the KKE) in 1974.

The most obvious question concerns the balance between continuity and change with respect to the pre-1967 period.¹⁸ This question concerns all three poles of the system. However, the central issue refers to the creation and spectacular rise of PASOK and especially to its Oedipal relationship with the pre-1967 Center Union. It is therefore on PASOK--its position on the party spectrum, its internal dynamics, ideology, cadres, and electoral support--that most studies of the party system since 1974 have focused, although a global approach is still lacking. Various approaches, which are not incompatible, have emphasized either its genealogical link to the Center Union, or the Left/Right dimension, or the comparison with other Socialist parties of Southern Europe or even with Latin American populist parties.¹⁹

Otherwise, despite the growing interest in almost all aspects of the party system, research is still mostly confined to elections and the political elite.²⁰ Studies on the structure and internal life of the parties would require their consent and cooperation.

NOTES

1. John Anthony Petropoulos, Politics and Statecraft in the Kingdom of Greece, 1833-1843 (Princeton: Princeton University Press, 1968).

2. Paraskevas Nikiforos Diamandouros, "Political Modernization, Social Conflict, and Cultural Cleavage in the Formation of the Modern Greek State: 1821-1828" (Ph.D. Dissertation in Political Science, Columbia University, 1972). University Microfilms International Order No. 75-25668.

3. D. Michalopoulos, Vie politique en Grèce pendant les années 1862-1869 (Athens: University of Athens, 1981). This was originally a thèse de 3ème cycle at the Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales in Paris.

4. Hariton Korisis, Die politischen Parteien Griechenlands: Ein neuer Staat auf dem Weg zur Demokratie, 1821-1910 (Hersbruck/Nürnberg: Verlag Karl Pfeiffer, 1966).

5. Douglas Dakin, The Unification of Greece, 1770-1923 (London: Ernest Benn, 1972).

6. A doctoral dissertation on the years 1875-1885 is currently being prepared by Katerina Gardikas at King's College, University of London.

7. D. George Kousoulas, Revolution and Defeat: The Story of the Greek Communist Party (London: Oxford University Press, 1965).

8. Antonio Solaro, Storia del Partito Comunista Greco (Milano: Nicola Teti, 1973).

9. George Th. Mavrogordatos, Stillborn Republic: Social Coalitions and Party Strategies in Greece, 1922-1936 (Berkeley: University of California Press, 1983).

10. Hagen Fleischer, "Greece Under the Axis Occupation: A Bibliographical Survey" in John O. Iatrides, ed., Greece in the 1940s: A Bibliographic Companion (Hanover, New Hampshire: University Press of New England, 1981).

11. John A. Petropulos, "The Traditional Political Parties of Greece during the Axis Occupation" in John O. Iatrides, ed., Greece in the 1940s: A Nation in Crisis (Hanover, New Hampshire: University Press of New England, 1981).

12. On this period, see Constantine Tsoucalas, The Greek Tragedy (Harmondsworth: Penguin Books, 1969), also published in French as La Grèce de l'Indépendance aux colonels (Paris: Maspéro, 1970). Out of the three-volume history (1950-1961) by Linardatos, only one chapter has appeared in English: S. Linardatos, "The 1958 Greek Elections: A Reassessment," Journal of the Hellenic Diaspora, Vol. 4, No. 2 (Summer 1978), pp. 59-80.

13. Jean Meynaud, Les forces politiques en Grèce (Lausanne: Etudes de Science Politique, 1965). It was followed by his Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce (Montreal: Etudes de Science Politique, 1967), whose second edition appeared in 1970.

14. Keith R. Legg, Politics in Modern Greece (Stanford: Stanford University Press, 1969).

15. On the party system, see also the thesis of Stephanos Constantinides, "Le système des partis politiques grecs depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale jusqu'à 1975" (Université de Paris II, 1976).

16. See, e.g., Stathis Damianakos, "Géographie des élections dans l'agglomération urbaine d'Athènes 1956-1958" (DES de science politique, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, 1964); Stathis Damianakos, "Les fiefs électoraux en Epire," The Greek Review of Social Research (Special issue 1981), pp. 49-92; and Georges Tsembelis, "Analyse des correspondances: application a la géographie électorale de la Grèce (1958-1977)" (Thèse de Doctorat d'ingénieur, Université de Paris VI, 1979).

17. Elie Nicolacopoulos, "Les deux guerres civiles et le système des partis politiques en Grèce," paper presented at the ECPR Joint Sessions, Aarhus 1982. His doctoral dissertation will cover eventually elections from 1936 to 1974.

18. See, e.g., George Th. Mavrogordatos, "The Emerging Party System" in Richard Clogg, ed., Greece in the 1980s (London: Macmillan, forthcoming); and George Th. Mavrogordatos, "Democracia y socialismo en Grecia," Revista de Occidente, No. 12 (Marzo-Abril 1982), pp. 5-18.

19. See, e.g., Nicos Mouzelis, "On the Greek Elections," New Left Review, No. 108 (March-April 1978), pp. 59-74; Angelos Elefantis, "PASOK and the Elections of 1977: The Rise of the Populist Movement," in Howard R. Penniman, ^{ed.} Greece at the Polls: The National Elections of 1974 and 1977 (Washington: American Enterprise Institute, 1981), pp. 105-129; and G. Th. Mavrogordatos, "Un triunfo para el socialismo?", Leviatàn, No. 6 (Invierno 1981), pp. 7-14.

20. See, e.g., Howard R. Penniman,^{ed.} Greece at the Polls: The National Elections of 1974 and 1977 (Washington: American Enterprise Institute, 1981); Antonio Agosta, "Le elezioni del 1977 e le prospettive della nuova democrazia in Grecia," Rivista Italiana di Scienza Politica, Vol. 9, No. 1 (Aprile 1979), pp. 97-135; and George Th. Mavrogordatos, Rise of the Green Sun: The Greek Election of 1981, to be published as an occasional paper by the Centre of Contemporary Greek Studies, King's College, University of London. It may be added at this point that some of the broader historical overviews of elections in Greece may also refer to the parties and the party system of the various periods. See, e.g., Evangelos Voloudakis, La Démocratie grecque (Paris: Centre de Recherches de Doctorat d'Etat, Université de Paris II, 1977); and Ion Contiades, "Griechenland," in D. Sternberger and B. Vogel, eds., Die Wahl der Parlamente und Anderer Staatsorgane, Vol. 1 (Berlin, 1969), pp. 555-603.

PARTIES AND PARTY SYSTEMS IN SOUTHERN EUROPEAN COUNTRIES

PARTITI E SISTEMA PARTITICO IN ITALIA.
UN TREND REPORT.

di Mario Caciagli, Università di Catania

Presented to the ECPR Standing Group on Southern European
Politics, Barcelona, 6-7 November 1982

PARTITI E SISTEMA PARTITICO IN ITALIA.
UN TREND REPORT

di Mario Caciagli, Università di Catania

PARTITI E SISTEMA PARTITICO IN ITALIA. UN TREND REPORT

di Mario Caciagli

0. Premessa

1. Il contributo della storiografia
2. Il sistema partitico
3. Partiti e comportamento elettorale
4. I partiti nel sistema politico
5. Ricerche monografiche
 - 5.1 Sul Partito comunista italiano
 - 5.2 Sulla Democrazia cristiana
 - 5.3 Sul Partito socialista italiano
 - 5.4 Sui partiti intermedi: Partito socialista democratico italiano, Partito repubblicano italiano, Partito liberale italiano
 - 5.5 Sui radicali e sulla Nuova Sinistra
 - 5.6 Sul Movimento sociale italiano e la destra

0. Premessa

I partiti politici italiani sono costantemente oggetto di dibattito e di analisi: nei giornali, nelle riviste, nei libri. Un archivio che raccogliesse tutto quanto si è scritto e si scrive su questo argomento comincerebbe ad avere dimensioni notevoli. Si possono indicare almeno due ragioni di questo interesse: a) il numero dei partiti, con conseguente complessità della rete dei loro rapporti (la struttura e la dinamica del sistema partitico) e b) il ruolo centrale e predominante nel sistema politico (il potere o, come alcuni dicono, la partitocrazia).

Per quanto vasta, la letteratura sui partiti italiani è però di valore diseguale. Solo una parte minore di essa è il prodotto di approcci e metodi scientifici. Ed è la parte più recente. Ciò per il ritardo delle scienze sociali in Italia.

Per molti anni l'apporto scientifico allo studio dei partiti è venuto soltanto da parte degli storici. Negli anni cinquanta, nell'Italia postfascista alla riscoperta delle sue tradizioni democratiche, nacque un'eccellente storiografia sull'origine dei partiti alla fine del secolo scorso, concentrata prevalentemente sul movimento cattolico e sul movimento operaio progenitori degli attuali partiti di massa. Questa storiografia, che ha scavato veramente tutti gli aspetti e tutti i livelli delle vicende dei partiti italiani dall'Unità in poi, continua tuttora a produrre opere pregevoli e ad offrire

materiale prezioso alle stesse analisi socio-politologiche. Anzi, con il passare degli anni, le varie scuole storiche stanno arrivando all'epoca a noi più vicina e cominciano a studiare la nascita e il decollo dei partiti dell'Italia repubblicana, invadendo sì il campo alle scienze sociali, ma facendo anche un accorto uso dei metodi che esse possono offrire alla storiografia.

Le ricerche sociologiche e politologiche sono iniziate soltanto negli anni sessanta, quando sociologia e scienza politica sono arrivate dalle università americane in quelle italiane e sono state lentamente accettate dall'establishment accademico e tollerate dagli indirizzi culturali dominanti. Non a caso vedremo come i primi studi, accolti come modelli esemplari, siano spesso di studiosi stranieri, in prevalenza americani.

Negli anni settanta si è registrato invece un grande, qualificato sviluppo degli studi socio-politologici, con risultati molto interessanti. Pur se l'assenza di un adeguato background (archivi di dati e di documenti, applicazione di approcci, sperimentazione di metodi) si fa ancora oggi sentire.

Com'era da aspettarsi, questo rapido sviluppo non è stato né omogeneo, né equilibrato. Qualche bilancio di settore è ampiamente soddisfacente, altro sono ancora sconcertanti.

Proviamo ad elencare alcuni punti:

- enorme e di qualità è la letteratura sul PCI, ad esempio / quasi inesistente quella sui partiti minori;

- in stadio avanzato la ricerca sulle forme organizzative e sui relativi aspetti quantitativi (iscritti, sezioni, organi a vario livello) / poco sappiamo invece sulla vita interna (quella di base in particolare), sulla partecipazione, sui processi decisionali;
- è stato possibile lavorare su buoni stocks di dati aggregati / molto poco frequenti sono stati i surveys (perché di gran lunga più costosi);
- sono state studiate a fondo le correnti e il frazionismo / non sono stati analizzati con rigore i reali meccanismi dei conflitti intrapartitici;
- abbondante e di buon livello la ricerca sul comportamento elettorale e sui rapporti partiti-elettori / poche quelle sulle strategie ed i programmi;
- sono state fatte analisi sull'attività dei partiti in Parlamento / c'è molto da fare per quanto riguarda la policy, cioè gli outputs che i partiti sono in grado di realizzare da posizioni di governo, sia a livello centrale che a livello locale;
- sono disponibili alcuni buoni studi sulla vita politica locale / insufficienti appaiono ancora quelle sulla leadership.

Molto dibattuto, specialmente negli ultimi, il tema del rapporto fra partiti e società civile, con relativi, pesanti giudizi sulla crisi dei partiti. Il tema è indubbiamente importante, ma troppo esposto all'influenza delle posizioni ideologiche e difficilmente operazionabile. Lo stesso si può in parte dire per un altro ar-

gomento prediletto dai politologi e dai politici italiani: gli schemi interpretativi del sistema partitico, il cui nodo centrale è il giudizio (o pregiudizio) sulle buone qualità democratiche e sulle conseguenti garanzie che il PCI può offrire.

Nell'insieme il panorama appare abbastanza ricco e vivace, quindi. Il rigore analitico è crescente, qualche buona teorizzazione è stata formulata, il materiale raccolto consente di costruire nuovi piani di ricerca, i traguardi raggiunti negli ultimi decenni promettono frutti migliori per il futuro.

1. Il contributo della storiografia

Per le ragioni sopra esposte (qualità della produzione storiografica, materiale che può offrire alla riflessione politologica, affinità dei metodi adottati da alcuni storici) mi pare opportuno dare alcune brevi indicazioni su opere di storici. Tanto più che in Italia è ampiamente riconosciuto ed apprezzato un settore specialistico di storia dei partiti politici.

Alcune storie dei partiti, che pure prendono inizio dal secolo scorso, coprono ormai un largo periodo dell'Italia repubblicana (DE ROSA, 1972 e LEONE, 1980). Esse sono divenute punto di riferimento irrinunciabili per gli scienziati sociali.

Riferimenti molto importanti, anche perché articolati su categorie politologiche, al ruolo dei partiti

nell'Italia repubblicana, alla natura della DC e del PCI, al funzionamento del sistema partitico si trovano in alcune opere generali di Storia d'Italia: ad esempio in un manuale di ottimo livello (CAROCCI, 1975) e in una sezione della monumentale Storia d'Italia dell'editore Einaudi (PINZANI, 1976).

Per i due maggiori partiti della sinistra è obbligatorio il riferimento, per il PCI alla poderosa storia del partito dalla fondazione alla lotta partigiana (SPRIANO, 1967-1974) e per il PSI alla migliore e più completa storia dal 1892, anno della fonazione al 1975 (ARFE', 1976). Molto importanti anche i saggi dedicati al movimento socialista (FOA, 1978), al Partito comunista (LANZARDO, 1978), al Partito repubblicano (COMBA, 1978), al neo-fascismo (DE LUNA, 1978), alla Democrazia cristiana (GALLI, 1978a) in un volume dell'enciclopedia storica Il Mondo contemporaneo, curata da Nicola Tranfaglia per la casa editrice Nuova Italia.

Opere storiche vanno considerate, non solo per il titolo che portano, ma proprio per l'approccio applicato e i metodi e lo stile, le opere di G. Galli sul PCI (che si ferma però alla metà degli anni cinquanta) (GALLI, 1975, nuova edizione) e sulla DC, che arriva fino agli eventi dell'attualità (GALLI, 1978b). Altra opera storica dello stesso Galli è il grosso volume di tipo enciclopedico pubblicato presso la UTET (GALLI, 1977) che ricostruisce le vicende dei partiti italiani dal 1860 al 1974.

Di taglio prevalentemente storico è anche un volume

sui partiti italiani, dove pure l'elemento della contemporaneità ha la prevalenza (ALFASSIO GRIMALDI-LANCHESTER, 1978). Lo stesso si dica di un volume sul PSI in una fase delicata della sua evoluzione, fra gli anni cinquanta e gli anni sessanta (AMATO, 1978). Infine resta da ricordare il costante contributo che uno storico dei partiti italiani sta dando da tempo con saggi monografici, raccolte di documenti e testimonianze (VALLAURI, 1976a), dispense universitarie (VALLAURI, 1976b). Quest'ultimo lavoro, nonostante l'ambizioso sottotitolo "La vita interna dei partiti e la loro azione al governo, nel parlamento, nel paese" non supera mai le caratteristiche di una cronaca di congressi, della formazione delle coalizioni, delle scadenze elettorali.

2. Il sistema partitico

I primi importanti contributi della nuova scienza politica italiana hanno riguardato il sistema dei partiti. Alla metà degli anni sessanta vennero elaborati alcuni modelli, con relative categorie d'analisi, che sono rimasti fino ad oggi al centro del dibattito e che si sono largamente diffuse nella stessa pubblicistica corrente.

Insieme all'alto numero di soggetti, l'altra caratteristica principale del sistema partitico italiano è il blocco della dinamica nella formazione delle coalizioni per la presenza come maggior partito di opposizione

del PCI. Il meccanismo dell'alternanza non è possibile nel sistema italiano perché il PCI, per la sua natura e per i suoi legami con l'Unione sovietica, non può andare al governo.

Non è il caso di affrontare qui le ragioni della mancanza di alternativa alla DC in Italia: se per scelta soggettiva del PCI quale partito "diverso", se per ostracismo degli altri partiti, se per i condizionamenti delle relazioni internazionali.

Per G. Sartori il PCI era, negli anni sessanta, un "partito antisistema" sul polo dell'estrema sinistra, mentre sull'estrema destra c'era un altro "partito antisistema", il neo-fascista MSI. Nella sua classificazione dei sistemi partitici che superava il semplice criterio numerico di Duverger, Sartori collocò il sistema italiano nella categoria del "pluralismo polarizzato": molteplicità di poli, dei quali gli estremi sono soggetti a forza centrifuga, come tali estranei al gioco democratico. Proprio questa polarizzazione sarebbe stata la causa del blocco di un possibile ricambio e della permanenza al governo del polo di centro (la DC e i suoi interscambiabili alleati) (SARTORI, 1966).

Il modello di Sartori era indubbiamente stimolante dal punto di vista puramente logico, ma è stata la sua applicazione meccanica al caso italiano, con il giudizio del PCI come partito antisistema che ha sempre sollevato critiche e provocato dure polemiche. Com'è noto Sartori ha ripreso più volte la sua categoria, precisandone i particolari e la possibilità di applicazione (SAR-

TORI, 1967; SARTORI, 1974a e 1974b); pur ammettendo una lenta evoluzione in senso democratico del PCI, ha respinto fino ad oggi le critiche di fondo al suo giudizio (SARTORI, 1982).

Anche G. Galli, nel suo libro sul "bipartitismo imperfetto" (GALLI, 1966), che dette vita all'altro schema interpretativo del sistema partitico italiano, divenuto altrettanto noto di quello sartoriano, partiva da un giudizio (allora) negativo del PCI. Il sistema italiano era in realtà bipartitico, secondo Galli, perché due erano i grandi partiti veramente decisivi. Ma la parziale accettazione del sistema di democrazia pluralista ed i legami con l'Unione sovietica impedivano al PCI di porsi come legittima e possibile alternativa alla DC, mentre congelava le energie e i voti disponibili. Il bipartitismo era quindi imperfetto perché non c'era possibilità di alternanza e la DC ne era favorita, restando indisturbata al governo e perfezionando anzi il suo sistema di potere.

Galli è naturalmente partigiano dell'alternativa. In una successiva analisi del sistema partitico italiano, ricostruiva il suo sviluppo dal 1945 al 1972 e indicava come sempre più necessaria la dinamica dell'alternanza (GALLI, 1972). Secondo questo autore il PCI ha ormai compiuto la sua evoluzione democratica e se i partiti di sinistra trovano un programma comune e l'intenzione di un'alleanza possono finalmente sostituire la DC al governo (GALLI, 1975).

La discussione sulla struttura e sulla dinamica del

sistema politico italiano continua dopo venti anni ad avere le stesse caratteristiche, perché il problema continua ad essere quello del ruolo del PCI e delle sue qualità come partito di governo. Il polo di destra (il PSI) non ha più molto peso nel sistema italiano, ma quello del PCI è ancora più accresciuto. Ma il PCI è ancora un partito antisistema? Vale ancora il modello sartoriano del pluralismo polarizzato?

Quasi tutti gli autori dei contributi più interessanti hanno per interlocutore Sartori. Sulla stessa rivista di Sartori, uno studioso che non ha certo simpatie per i comunisti, riteneva già nel 1974 ormai superato il modello per il caso italiano, data la trasformazione del PCI (PELLICANI, 1975). Alcuni politologi americani hanno cercato di dimostrare, sulla base di dati empirici (surveys, ricerche sul governo locale, analisi dei processi decisionali) che il sistema italiano è ormai depolarizzato e che addirittura si può parlare di convergenza fra i due maggiori partiti (LEONARDI, 1978; PUTNAM, LEONARDI, NANNETTI, 1981).

La categoria della "convergenza" è stata naturalmente presa in grande considerazione negli anni dei governi di "solidarietà nazionale" (dal 1976 al 1979), quando il PCI ha sostenuto i governi di coalizione retti da presidenti democristiani. Il PCI aveva anche elaborato la strategia del "compromesso storico", cioè di un patto di collaborazione fra "le grandi forze popolari: comunisti, socialisti e cattolici", come diceva Berlinguer. I politologi hanno usato in quegli anni, secondo me sen-

za alcuna ragione, il modello della "democrazia consociativa" di Lijphart - che vale soltanto a certe condizioni e con un certo tipo di attori. Il contributo migliore su questa prospettiva di Grande Coalizione in Italia, con l'analisi delle sue condizioni, delle sue componenti, delle sue reali possibilità è forse quello di L. Graziano (GRAZIANO, 1979).

Opzioni di valore e scelte politiche impediscono tuttora ai politologi italiani un accordo non tanto sulla tipologia del loro sistema politico, quanto piuttosto sulla dinamica auspicabile (alter,ativa, grandi coalizioni o status quo?). Anche in un recente convegno a Torino, nel maggio 1982, sono subito emersi i dissensi e le ragioni dei dissensi. Quel convegno era stato organizzato per ricordare un politologo di recente scomparso, Paolo Farneti. Proprio Farneti aveva infatti dedicato i suoi ultimi lavori alle prospettive del sistema italiano e aveva tentato di fornire uno schema interpretativo che aiutasse ad uscire dall'impasse analitica ormai vecchia di anni (FARNETI, 1980).

Anche le recenti proposte di riforme istituzionali (in particolare del sistema elettorale) hanno riguardato proprio il funzionamento del sistema partitico. Il problema è sempre quello di sbloccarlo, cercando misure di ingegneria costituzionale che favoriscano la diminuzione del numero dei partiti e della polarizzazione esistente.

3. Partiti e comportamento elettorale

L'analisi elettorale appartiene naturalmente alla ricerca sui partiti, in particolare in un sistema multipartitico come quello italiano. Gli studi elettorali hanno raggiunto in Italia un buon livello, sia quantitativo che qualitativo. L'approccio fondamentale è quello ecologico e su dati aggregati e, accanto ad analisi generali di singole elezioni, esistono anche ricerche su singoli partiti. Purtroppo molti di questi contributi sono sparsi in numerose riviste e non è possibile prenderli tutti in considerazione. Attualmente è in preparazione una bibliografia generale sul comportamento elettorale in Italia: dovrebbe essere pubblicata entro il 1983 sui Quaderni dell'Osservatorio elettorale, rivista di studi elettorali edita dalla Regione Toscana.

La prima grande opera dedicata alle elezioni e al comportamento politico che segnò l'inizio della scienza politica in Italia (LA PALOMBARA-SPREAFICO, 1963) conteneva contributi sulla vita dei partiti (G. Negri-P. Ungari), sui programmi (A. Spreafico), sulle opzioni dei giovani e delle donne (A. La Palombara e M. Dogan) e soprattutto una vasta analisi statistica della distribuzione del voto fra i partiti (G. Schepis) che viene oggi giudicato come il primo, grande lavoro nel settore.

Venne alcuni anni dopo il primo volume della vasta ricerca dell'Istituto Cattaneo di Bologna sulla partecipazione politica in Italia (CATTANEO, 1968a). Per la prima volta venivano utilizzate per esaminare il voto degli

italiani dal 1946 al 1963 nuove e raffinate tecniche (correlazioni, indici di regressione, cartografie ecc.). In quest'opera, che è rimasta la più approfondita e quella di maggior respiro, i partiti, con le loro vicende, la loro presenza nelle regioni delle subculture, i loro travasi di voti, erano i principali protagonisti.

C'è stata in seguito una pausa di alcuni anni negli studi elettorali. Non solo mancarono opere di grandi dimensioni come le due ora ricordate, ma anche i saggi e gli articoli sulle riviste furono molto rari. La spiegazione è stata trovata nella grande stabilità elettorale che intorno alla fine degli anni sessanta e all'inizio degli anni settanta sembrò aver congelato i rapporti di forza fra i partiti. E proprio i sommovimenti elettorali e alcuni forti spostamenti di voto che si sono fatti registrare a metà degli anni settanta hanno probabilmente incentivato gli studi elettorali che da sei-sette anni ad oggi, nel quadro dello sviluppo della scienza politica e della sociologia politica, hanno conosciuto un inatteso rigoglio.

Sull'elemento della stabilità insistevano i principali saggi contenuti nella raccolta Un sistema politico alla prova (CACIAGLI-SPREAFICO, 1975) dedicata alle elezioni politiche del 1972. Mentre una ricostruzione storica, con esame parallelo fra elezioni di ogni tipo (politiche, regionali, comunali) e vicende dei partiti e dei governi, era il volume di C. Ghini su tutto il periodo 1946-1972 (GHINI, 1975).

Lo stesso Ghini pubblicò l'anno successivo un libro

del titolo significativo Il terremoto del 15 giugno (GHINI, 1976). Era dedicato alle elezioni regionali del 15 giugno 1975 che avevano fatto registrare un grande successo del PCI e un netto cedimento della DC: un risultato che sembrò indicare la fine del "regime democristiano" e la eventualità dell'alternativa. La crisi della DC, il mutamento sociale avvenuto negli ultimi dieci anni, il diritto di voto concesso ai diciottenni: erano alcuni dei fattori che potevano spiegare il "terremoto".

Da allora politologi e sociologi hanno ripreso ad osservare il comportamento elettorale degli italiani, producendo un numero notevole di studi e ricerche.

Devo ricordare per primi i lavori del nuovo gruppo che si è formato all'Istituto Cattaneo, che opera con tecniche e approcci diversi ma naturalmente complementari. Un primo volume è stato dedicato alle elezioni del 1976 (PARISI-PASQUINO, 1977): ne fanno parte, fra gli altri, i lavori di B. Bartolini sul voto alla DC, al PCI e al PSI, di A. Panebianco sul PSI, di G. Zincone sui tre partiti laici di centro. Soprattutto vi è contenuto un importante contributo teorico di A. Parisi e G. Pasquino sulle relazioni partiti-elettori e tipi di voto che si può leggere anche in inglese (PARISI-PASQUINO, 1979). Lo stesso gruppo di Bologna ha pubblicato un volume di saggi sulle elezioni seguenti, quelle del 1979 (PARISI, 1980), nel quale sono dedicati ai partiti i lavori di M. Rossi (sulla DC), di R. Mannheimer (sul PCI) e di G. Pasquino (sul PSI). In precedenza alcuni degli stessi collaboratori del Cattaneo avevano pubblicato i

risultati di una ricerca sulla città di Bologna che forniva indicazioni importanti sulla stabilità-instabilità e vischiosità-fluidità degli elettori e che cercava di stabilire relazioni fra appartenenza di classe e voto (BARBAGLI, 1979).

Uno studioso italo-americano, G. Sani, ha dedicato molti lavori al voto degli anni settanta, utilizzando i dati di numerosi surveys di ottimo livello. Fra i tanti articoli pubblicati da Sani in riviste italiane e straniere o in volumi antologici, sono dedicati in modo particolare ai partiti quelli nelle antologie di Martinelli-Pasquino (SANI, 1978) e di Graziano-Taerow (SANI, 1979) e nella Rivista italiana di scienza politica (SANI, 1975). Nella stessa antologia di Martinelli-Pasquino è compreso un saggio di larga prospettiva sulle tendenze dell'elettorato italiano (MARTINOTTI, 1978). L'analisi più approfondita perché condotta con rigorosi criteri e tecniche statistiche al fine di misurare le relazioni fra partiti e aree elettorali è contenuta in un altro saggio apparso nella Rivista italiana di scienza politica (SADOCCHI, 1976).

Due piccoli volumi molto utili sono dedicate a due aspetti particolari: al voto parziale amministrativo nel 1978 (URBANI, 1979) e al voto dei giovani (RADI, 1977), quest'ultimo uno dei temi più controversi per le difficoltà metodologiche e per la scarsità di surveys in Italia.

Vari saggi, infine, sono stati dedicati ai singoli partiti nelle due antologie curate da H.R. Penniman per

l'American Enterprise Institute, rispettivamente sulle elezioni del 1976 e su quelle del 1979 (PENNIMAN, 1976 e PENNIMAN, 1979). Sulla DC hanno scritto G. Di Palma e D.A. Wertman, sul PCI S. Hellman e J. La Palombara, sul PSI G. Pasquino, sui partiti minori R. Leonardi.

Nel gennaio 1982 la Società italiana di studi elettorali ha organizzato a Pavia un convegno su una componente del comportamento elettorale oggetto recente di discussione in Italia perché ha improvvisamente assunto proporzioni interessanti e perché riguarda i rapporti fra partiti e società civile: l'astensionismo elettorale. I papers del convegno saranno pubblicati in volume a cura di M. Caciagli e P. Scaramozzino.

4. I partiti nel sistema politico

Un saggio di A. Pizzorno, scritto alla fine degli anni sessanta, ha influenzato e indirizzato grande parte del dibattito e delle ricerche sul ruolo e sulle funzioni dei partiti italiani nel sistema politico (PIZZORNO, 1969). Quel saggio resta ancora oggi un punto di riferimento fondamentale. Pizzorno usa le categorie della domanda (modo come i partiti ricevono e trasmettono gli inputs della società) e della delega (modo come i membri di una società autorizzano i partiti ad agire nel sistema). In seguito allo sviluppo economico e all'evoluzione della società civile i partiti non sono più i soli a trasmettere la domanda, e sono costretti a trasmettere

domande non generali ma domande particolari. Conservano invece il monopolio della delega e lo aumentano perché aumentano gli uomini dei partiti nei posti di decisione pubblici. Da questi mutamenti nascono l'occupazione del potere e il sottogoverno, cioè l'uso delle risorse pubbliche per fini particolaristici.

F. Cazzola è ritornato alcuni anni dopo sullo schema di Pizzorno (CAZZOLA, 1974): ha constatato il più forte potere dei partiti, l'estensione del sottogoverno come elemento caratterizzante del sistema politico italiano, l'uso dei metodi clientelari per conservare il consenso. Cazzola indicava però la necessità di condurre un buon numero di ricerche per misurare fino a che punto i partiti italiani hanno usato, ad esempio, il settore pubblico dell'economia per i propri interessi di potere e di consenso.

Anche P. Farneti (FARNETI, 1976), nella sua ricostruzione dei rapporti fra i partiti e fra questi fra loro e nei riguardi della società civile in trent'anni di democrazia, sottolineava il potere dei partiti e la difficoltà a rispondere alle domande dei nuovi movimenti collettivi nell'ultimo decennio. Ai difficili rapporti fra i partiti e i movimenti collettivi ha dedicato un'interessante analisi anche G.E. Rusconi (RUSCONI, 1977).

Il controllo e la distribuzione delle risorse pubbliche a fini di potere e di consenso è parzialmente legato a uno dei fenomeni italiani più noti nella letteratura internazionale, quello delle correnti. Nel suo libro sul sistema politico italiano P. Allum (ALLUM, 1976)

intitola il capitolo sui partiti "Fra correntocrazia e cleptocrazia", titolo che non ha bisogno di spiegazioni.

Il volume più noto sul fenomeno delle correnti, particolarmente importante nella Democrazia cristiana, è il volume di saggi curato da Sartori (SARTORI, 1973). Qui viene mantenuta da quasi tutti gli autori la distinzione fra correnti ideologiche e correnti di interesse: oggi quella distinzione ha poco valore, perché tutte le correnti sono di interesse, cioè gruppi di potere che lottano per la spartizione delle spoglie.

I partiti italiani rappresentano e difendono quindi sempre più interessi particolaristici piuttosto che perseguire obiettivi generali nel governo e nella guida della società. Questa evoluzione spiega il loro comportamento nelle istituzioni, in primo luogo nel Parlamento. Le trattative e gli accordi su una produzione legislativa enorme, ma composta di leggine, cioè di provvedimenti di piccolo raggio, impediscono la realizzazione di una vera attività di governo e servono ai partiti per il consenso elettorale immediato. Servono cioè a sopravvivere senza governare come dice il titolo di una ricerca dell'italo-americano G. Di Palma (DI PALMA, 1977 e 1978). Alcuni anni prima F. Cazzola aveva dimostrato, con una paziente analisi empirica, che la maggior parte delle leggi italiane veniva approvata con l'accordo del maggior partito di opposizione, il PCI (CAZZOLA, 1974).

Sul versante della società, vale la pena di citare alcuni lavori che si riferiscono al rapporto fra i partiti e le classi sociali. I mutamenti economico-sociali,

con l'evoluzione della struttura di classe della società italiana, hanno naturalmente interessato i partiti. Alcuni autori hanno studiato i mutamenti nella composizione di classe degli iscritti e degli elettori sulla base di proiezioni e ipotesi di natura statistica (RADI, 1975); altri hanno cercato di stabilire gli spostamenti di preferenze elettorali di vecchi e nuovi ceti sociali (FEDELE, 1979); altri hanno ripreso e approfondito il punto della pluralità di rappresentanza di interessi che investe tutti i partiti e che li frena di fronte a scelte e alternative coraggiose e definite (GALLI, 1974).

Sulle relazioni fra partiti, elettorato e strutture sociali sono ancora interessanti alcuni saggi di una vecchia antologia, prevalentemente dedicata alle elezioni del 1963 (DOGAN-PETRACCA, 1968).

Negli ultimi anni al centro delle analisi è stata messa la "crisi dei partiti". Già nel 1974 Bourricaud si domandava se la partitocrazia fosse più solida o se invece non fosse alla fine del suo ciclo (BOURRICAUD, 1974). La maggior parte degli studiosi concorda ancora che il potere dei partiti non è diminuito in Italia, così come in altre democrazie occidentali. E' diminuita la loro capacità di affrontare e risolvere i problemi della società di massa: le grandi trasformazioni sociali, la nascita di nuovi gruppi sociali, i nuovi bisogni pongono sfide alle quali i partiti non riescono a rispondere adeguatamente (ILARDI, 1980). La crisi dello stato sociale impone ai partiti non solo nuove strategie di governo, ma anche profondi mutamenti nella loro artico-

lazione e nel loro funzionamento: i partiti italiani sembrano legati a vecchie forme organizzative e non sufficientemente in grado di adeguarsi alle nuove forme del sociale (INGRAO, 1981).

Nel caso italiano il problema della governabilità dei sistemi complessi contemporanei è aggravato dalla instabilità dei governi e dalla paralisi del sistema partitico. I partiti non sono stati in grado finora di rinnovare modi e strumenti della loro azione. Su questi temi si è soffermato in numerosi saggi G. Pasquino, che ha raccolto in un volume i suoi lavori sull'indebolimento dei legami fra partiti e società civile, sull'insufficienza delle loro organizzazioni, sulla lentezza dei processi decisionali (PASQUINO, 1980). In un successivo volume Pasquino ha affrontato invece il problema della degenerazione dei partiti e ha discusso le numerose proposte di riforme istituzionali che da più parti sono state avanzate nell'obiettivo di sbloccare il sistema e di ridare valore al circuito cittadini-partiti- decision-making (PASQUINO, 1982).

5. Ricerche monografiche

5.1 Sul Partito comunista italiano

La letteratura sul PCI non è solo la più ricca, essa è anche la migliore per valore scientifico e per risultati ottenuti. Ora che anche una parte del milieu cul-

turale vicino allo stesso Partito comunista ha scoperto le scienze sociali - dopo decenni di ostracismo ufficiale -, le raccolte di dati, le ricerche, le analisi sociologiche e politologiche su questo partito sono di un'eccezionale abbondanza. Credo che nessun altro partito al mondo sia stato tanto studiato negli ultimi quindici anni.

Comincio la mia rassegna proprio con il più recente e più massiccio prodotto, uscito da un istituto e da un gruppo redazionale organici allo stesso PCI. Mi riferisco all'ultimo volume degli Annali della Fondazione Feltrinelli (ANNALI FELTRINELLI, 1981). La Fondazione è specializzata in storia del movimento operaio, ma in questo volume la parte storiografica è la più ridotta e la meno interessante: ben 890 delle 1.212 pagine sono dedicate alle strutture organizzative, all'andamento elettorale, alla composizione degli organi di tutti i livelli, alle organizzazioni collaterali. Si tratta quindi di una "summa" molto importante, non solo per le dimensioni, ma per il fatto che gli strumenti di analisi della scienza politica e della sociologia sono ampiamente utilizzati. Fra i circa trenta saggi ricorderò come i più interessanti per contenuto e per metodo: quello di M. Fedele ("La dinamica elettorale"), quello di F. Lanchester ("I delegati ai congressi nazionali"), i due di C. Sebastiani ("Organi dirigenti nazionali") e quello della stessa Sebastiani e di R. Mannheimer ("La concezione del partito nei quadri").

Le prime ricerche sociologiche sul PCI risalgono

alla metà degli anni sessanta, quali settore della grande ricerca sulla partecipazione politica condotta dall'Istituto Cattaneo e già ricordata per il comportamento elettorale. I ricercatori del Cattaneo studiarono e trattarono in tre diversi volumi gli attivisti di partito, l'organizzazione e la presenza sociale del PCI e della DC (CATTANEO, 1967; CATTANEO, 1968b; CATTANEO, 1968c).

Nei primi anni settanta i contributi migliori vennero però da singoli studiosi o da équipes di studiosi stranieri. Vale la pena ancora oggi una raccolta di saggi apparsa in Francia (SOC. DI COMM., 1974), fra i quali vi era però un contributo sulla struttura organizzativa e sulla partecipazione di un italiano, G. Sivini, che aveva già anticipato i risultati della sua ricerca in un'antologia italiana (SIVINI, 1969).

Negli Stati Uniti D. Blackmer aveva già pubblicato un volume sui rapporti fra il PCI e il mondo comunista (BLACKMER, 1968). Poi S. Tarrow pubblicò la sua ricerca sulla strategia fallimentare dei comunisti italiani nel Mezzogiorno: un volume che è divenuto un piccolo classico per quanto riguarda la realtà politica del Sud d'Italia e il ruolo dei partiti (TARROW, 1967 e 1972). Insieme, Blackmer e Tarrow hanno poi curato una grossa raccolta di saggi e ricerche di politologi americani che propone una comparazione molto efficace fra il PCI e il PCF (BLACKMER-TARROW, 1975 e 1976). Fra i più originali, ricordo i contributi di Stern e di Lange sul PCI in alcune regioni e sulla politica locale, quello di Hellman sulla strategia delle alleanze, quello di Putnam sui di-

rigenti e sugli amministratori (non incluso nella traduzione italiana).

Mentre cominciava a crescere la produzione italiana, gli stranieri continuavano a studiare il PCI con la loro ottica e con le loro esigenze politiche. Fondato su una prospettiva socialdemocratica tedesca e sull'attenzione alla strategia dell'eurocomunismo il libro di H. Timmermann (TIMMERMAN, 1965) e sempre condotti con ottica tedesca, ma con quella della nuova sinistra neo-marxista, i due saggi pubblicati su Probleme des Klassenkampfes (GENTH-ALTVATER, 1977). Di taglio molto discorsivo, ma non privo di alcune acute analisi, il volume della corrispondente da Roma di un settimanale parigino (PADOVANI, 1976).

Fra i più recenti e interessanti lavori di una nuova generazione di politologi americani interessati all'Italia, ricorderò, infine, il saggio di Hellman sul ruolo del PCI nell' "autunno caldo" del 1969 a Torino (HELLMAN, 1980) e quelli di P. Lange sulla strategia comunista degli anni settanta fra compromesso storico e crisi italiana (LANGE, 1979a e 1979b).

Chi volesse invece accostarsi alla letteratura italiana sul PCI e al modo come questa letteratura considerava lo stesso PCI nell'insieme del sistema politico potrebbe cominciare a leggere l'accurata e documentatissima rassegna di F. Lanchester (LANCHESTER, 1981).

Ricorderò i contributi più significativi per l'approccio e i risultati conseguiti.

Molto utile può essere considerata la storia del

PCI dal dopoguerra ad oggi pubblicata da Mammarella anni fa, ma ancora attuale (MAMMARELLA, 1976).

L'approccio storico e ideologico è combinato con quello sociologico e politologico nell'importante volume di G. Are (ARE, 1980). Non si possono condividere alcune delle riserve che Are, su posizioni politiche moderate e neo-liberali, fa ancora sui rapporti fra PCI e Unione sovietica e sulla garanzia di fedeltà alle istituzioni repubblicane che quel partito deve ancora assicurare, ma non c'è dubbio che l'analisi di questo autore è condotta con grande rigore metodologico e con sapiente lettura e interpretazione dei documenti. Molta parte della ricerca di Are è originale, ed originali sono anche le sue reinterpretaioni di molte ricerche recenti sparse in riviste o papers.

Decisamente sociologico è l'approccio di M. Barbagli e P. Corbetta che hanno pubblicato nel giro di tre anni alcuni lavori, frutto di ricerche ed analisi molto approfondite. Da una parte i due collaboratori dell'Istituto Cattaneo hanno rielaborato una massa ingente di dati sugli iscritti, sugli elettori e sulle forme organizzative per misurare il grado di rinnovamento del PCI di fronte ai mutamenti e alle spinte innovative della società italiana negli ultimi dieci anni e per stabilire il modo con il quale il PCI si è adeguato alla nuova situazione, pur rimanendo fedele alla sua fisionomia di partito operaio e di massa (BARBAGLI-CORBETTA, 1978a e 1980). Dall'altro hanno condotto con un survey e un panel una approfondita, esemplare indagine in alcune sezioni e fe-

derazioni comuniste del Nord Italia, per raccogliere in particolare gli atteggiamenti della base verso le scelte del vertice in politica interna (la collaborazione con i partiti della solidarietà nazionale) e in politica estera (la critica all'Unione sovietica per l'intervento in Afghanistan) (BARBAGLI-CORBETTA, 1978b e 1981).

Risultati molto importanti sono attesi da una grande inchiesta condotta da un Centro studi dello stesso PCI (il CESPE) tramite la somministrazione di un questionario di 80 domande a 16000 delegati ai congressi di federazione in vista del 15° congresso nazionale, nel febbraio 1979, al fine di costruire il profilo del "quadro" comunista degli anni ottanta. Alcune elaborazioni sono state anticipate sul Bollettino dello stesso CESPE (SEBASTIANI, 1980; MACONA, 1980; MANNHEIMER-SEBASTIANI, 1981). L'inchiesta, forse la più vasta mai condotta su un partito italiano, è stata possibile grazie all'uso delle strutture dello stesso PCI e conferma il nuovo orientamento dei responsabili culturali del partito verso l'analisi empirica.

Da ricordare, infine, un convegno organizzato dall'Istituto Gramsci di Torino nel maggio 1982. Le relazioni, tenute da politologi e sociologici di diverso orientamento, sono state giudicate di buon livello e la loro pubblicazione fornirà uno strumento di più agli studiosi e agli osservatori.

5.2 Sulla Democrazia cristiana

Fino alla metà degli anni settanta il maggior partito italiano, al governo ininterrottamente dal 1944, aveva ricevuto poca attenzione da parte degli studiosi. La letteratura storiografica sugli antecedenti della DC, il movimento cattolico e il Partito popolare fra l'Unità d'Italia e l'avvento del fascismo, era già molto vasta e di ottimo livello; e buona la memorialistica di e su alcune figure democristiane del dopoguerra. Come analisi politologiche erano disponibili sono le opere generali, molto lacunose, di due francesi (GODECHOT, 1964 e CAHSSERIAUD, 1965). A parte i risultati delle ricerche dell'Istituto Cattaneo già ricordate a proposito del PCI (CATTANEO, 1967; CATTANEO, 1968b; CATTANEO 1968c), di autori italiani si possono oggi ancora ricordare un volume sulla corrente di sinistra (GALLI-FACCHI, 1962) e i saggi di F. Cicchitto sul ruolo del partito nell'economia pubblica e di A. Cavazzani sul rinnovamento delle strutture e sul personale politico apparsi in un'antologia (DC DOPO PRIMO VENTENNIO, 1968).

Nel 1974-75 quando esplose la cosiddetta "questione democristiana", cioè la crisi della DC, collegata al rinnovamento nel mondo cattolico, alla sconfitta del fronte clericale nel referendum sul divorzio nel 1974 e del partito nelle elezioni regionali del 1975, cominciò a fiorire la letteratura sul potere e sul presunto declino del partito di maggioranza relativa. Da allora i libri e le ricerche su questo tema si sono susseguiti sen-

za interruzione.

Occorre però subito dire che manca a tutt'oggi un lavoro organico su questo partito che ne prenda in esame contemporaneamente tutti gli aspetti, facendo ricorso a metodi e approcci complementari. La Fondazione Feltrinelli aveva progettato un'opera collettiva simile a quella sul PCI, della quale ho riferito poco sopra, ma l'impresa è purtroppo fallita.

Non si può considerare soddisfacente la grossa opera in tre volumi di Baget Bozzo. I primi due sono contrassegnati eccessivamente da una visione teologica della politica (l'autore è un sacerdote) e da un approccio troppo culturale ai problemi e alle vicende del partito (BAGET BOZZO, 1974). Il terzo è una modesta cronaca dell' "apertura a sinistra" con una dose inutile di psicologia elementare nei confronti dei protagonisti (BAGET BOZZO, 1977).

I primi volumi del "new look" democristianologo presero in esame, secondo gli stimoli del clima politico del momento, il "sistema di potere" costruito dal partito di governo nella lunga, decennale marcia di penetrazione nelle istituzioni, negli enti pubblici, nel "sottogoverno". In questa direzione si muoveva L'iceberg democristiano, un libro fortunato grazie anche allo stile giornalistico e al titolo felice che stava ad indicare che la parte visibile del potere della DC era quella largamente minore (TAMBURRANO, 1974). L'occupazione del potere (altra espressione felice e fortunata) era invece il titolo del libro di un ex democristiano che metteva

in luce il ruolo e gli obiettivi della corrente "dorotea" e il suo stile di governo e di gestione del potere, il "doroteismo" appunto (ORFEL, 1976). Tutto il potere della DC era il titolo di una raccolta di saggi dal contenuto facilmente comprensibile, fra i quali emergeva il contributo analitico (anche come costruzione di categorie interpretativo) di M. Giacomantonio (GIACOMANTONIO, 1975).

Le ricerche sull'occupazione del potere da parte del personale politico democristiano venivano sviluppate con migliori criteri metodologici e con più rigorosi magari empirici negli anni seguenti. Fra tutte, ricordiamo quelle coordinate da F. Cazzola sugli enti pubblici della sicurezza sociale, dell'agricoltura, del credito (CAZZOLA, 1979).

E' invece in corso di stampa una lunga ricerca sulla presenza dei democristiani in tutte le cariche ministeriali dell'Italia repubblicana: una presenza naturalmente costante e massiccia, ma misurata e dosata con criteri precisi e difficilmente mutabili (primo fra tutti l'appartenenza di corrente) (CALISE-MANNHEIMER, 1982).

Sui rapporti fra DC e Confindustria, l'organizzazione del padronato italiano, è uscito infine di recente un buon saggio in inglese di un sociologo italiano (MARTINELLI, 1979).

Per le loro qualità di sintesi e di limpida lettura dell'evoluzione più recente della DC e del ruolo da essa svolto nel sistema politico italiano vanno ricordati cinque saggi di Pasquino, scritti e pubblicati in oc-

casioni diverse (PASQUINO, 1975; PASQUINO, 1978; PASQUINO, 1979a, 1979b e 1979c). Molto ambizioso, e forse per questo parzialmente riuscito, è risultato il tentativo di teorizzare natura e funzioni della DC in un libro dal titolo ambiguo, Il teorema democristiano (CASSANO, 1979). Molto sbrigativamente, ma con efficacia, il punto sull'azione della DC e sulle sue capacità di sopravvivenza è stato fatto recentemente da un politologo americano (WERTMAN, 1981).

L'analisi sociologica degli iscritti e dell'organizzazione del partito la troviamo in due contributi che, lontani nel tempo, consentono una utile comparazione: intendo la ricerca di G. Sivini del 1967 (SIVINI, 1967) e quelle raccolte in un altro volume del Cattaneo (PARISI, 1979).

Un tema ricorrente nella pubblicistica italiana e straniera è quello delle correnti democristiane, così numerose e così forti da costituire ormai un esempio magistrale citato negli stessi manuali di scienza politica e di sociologia dei partiti.

Ricorderò l'inchiesta di R. Leonardi sulle opinioni politiche delle correnti democristiane in Emilia Romagna (LEONARDI, 1974) e il recente bilancio sulla struttura e l'ideologia di queste correnti dal 1943 al 1980 (TEMPESTINI, 1982). Il contributo migliore sulle correnti democristiane come "correnti di interesse" e come canali di distribuzione e gestione del potere con criteri prevalentemente clientelari è il libro di A. Zuckerman, frutto di una ricerca in diverse province del Sud e del

Nord (ZUCKERMAN, 1979).

Quest'ultimo lavoro è anche una ricerca sul potere locale democristiano, e viene ad aggiungersi ad altre approfondite analisi del partito, del suo potere e della sua politica a livello regionale e locale. Probabilmente di grande aiuto per capire la natura e il funzionamento della DC e le sue forme di gestione del potere anche a livello nazionale e centrale, sono due grosse ricerche su altrettante città del Mezzogiorno. La prima (ALLUM 1973 e 1975) costituisce la parte centrale di un'opera dedicata alla società e alla struttura di potere a Napoli dal 1945 al 1970. La seconda è una esaustiva indagine sul partito democristiano, sul sistema di potere, sull'amministrazione comunale e provinciale, sull'occupazione degli enti pubblici, e sulle pratiche clientelari a Catania (CACIAGLI, 1977).

Quali analisi in ambito regionale vanno segnalati inoltre: una ricerca sulla politica agraria nel Mezzogiorno (CALISE, 1978); una biografia di due leader democristiani di Napoli, padre e figlio, che, nata come pamphlet, tocca un buon livello scientifico e integra la già citata opera di Allum (CAPRARA, 1975); il numero monografico di una rivista comunista sulla DC toscana (POLITICA E SOCIETA', 1980); una raccolta di saggi, prevalentemente di taglio storico, sul Veneto fra il 1945 e il 1948 (ISNENGHI-LANARO, 1978).

Dovrei accennare ora alle ricerche in corso. A mia conoscenza c'è solo il lavoro che Allum sta conducendo da alcuni anni su Vicenza, una delle città dove più este-

so è il potere democristiano e più alta la percentuale di consenso espressa in voti. Posso accennare allora, se è consentito, al lavoro di analisi comparata al quale lavoro da tempo su I democristiani in Italia e nella Repubblica federale tedesca.

5.3 Sul Partito socialista italiano

Anche il PSI è stato a lungo trascurato dagli scienziati sociali. Soltanto in questi ultimi anni, da quando cioè l'iniziativa del nuovo segretario Bettino Craxi ha cercato di proiettare il partito al centro del panorama nazionale, l'interesse si è risvegliato dando vita a dibattiti, analisi, ricerche.

Bisogna risalire però indietro di oltre dieci anni per trovare degli studi sul PSI condotti con criteri empirici. Anche per questo partito il primato spetta ad un politologo americano che condusse una ricerca su una federazione provinciale in Toscana (BARNES, 1967). Esempari rimangono ancora le analisi sull'organizzazione e sul conflitto interno di F. Cazzola (CAZZOLA 1967; CAZZOLA 1970), uno studioso che è tornato recentemente ad occuparsi del PSI, con un saggio che fa il punto su tutti gli aspetti del partito (iscritti, elettori, leve di potere, correnti e leadership) e sulle prospettive attuali nello schieramento italiano (CAZZOLA, 1982).

Il saggio monografico più completo sul PSI del dopoguerra ai nostri tempi resta quello di A. Landolfi, più volte aggiornato fino all'edizione definitiva attual-

mente disponibile (LANDOLFI, 1977). Più accentuato l'approccio storico nell'opera di un giovane studioso che ha privilegiato l'aspetto ideologico, caso non frequente in tutta l'odierna letteratura italiana sui partiti (STRINATI, 1981).

La recente fase evolutiva del PSI è stata esaurientemente esposta in un contributo apparso su una rivista inglese (HINE, 1979). Mentre è stato ancora una volta G. Pasquino a dedicare alcuni studi e impostare una ricerca: gli studi hanno forse difettato di capacità previsionale sulle sorti del PSI di Craxi (PASQUINO, 1979 e 1981), mentre l'indagine sugli iscritti e sui delegati al congresso ha dato eccellenti risultati (PASQUINO, 1980). Lo stesso Pasquino ha curato quest'anno la parte monografica del n. 3 della rivista, della quale è direttore, parte monografica dedicata a vari aspetti della politica socialista (modello di partito, riforme istituzionali, politica economica, rapporti con il sindacato, politica estera) (PASQUINO, 1982).

Vale la pena di ricordare, infine, una sola ricerca empirica sul PSI, di sicuro valore ma di modeste proporzioni, quella pubblicata in un piccolo volume curato da due studiosi che appartengono allo stesso partito e che riguarda i dirigenti e gli amministratori socialisti (MATTANA-SPINI, 1981).

5.4 Sui radicali e sulla Nuova Sinistra

Copiosa è la letteratura sui nuovi fenomeni parti-

tici degli anni settanta, espressioni organizzative dei movimenti collettivi postsessantotto e delle "new politics". Ma è prevalentemente una letteratura militante, prodotta dagli stessi protagonisti, da esplorare quindi con grande cautela e più adatta come fonte documentaria che come metro di analisi.

Potrei citare un solo volume che ha probabilmente valore scientifico, sia per la metodologia (è il risultato di una ricerca sui militanti), sia per le categorie esplicative adottate: ed è il volume dedicato da tre autori ai nuovi radicali di Pannella (TEODORI-IGNAZI-PANEBIANCO, 1977). Oltre a questo non c'è che un opuscolo, ancora sul PR, vale a dire sulla sua evoluzione da movimento a partito (IGNAZI-PASQUINO, 1981). Tutti gli altri volumi dedicati ai radicali o ai piccoli partiti nati nel decennio hanno un taglio giornalistico e servono piuttosto come fonti o documenti e di informazione. Anzi, proprio composto per buona parte di documenti, è il primo volume dedicato alla sinistra extraparlamentare in Italia (VETTORI, 1973). Con approccio storico, e di stile molto descrittivo, si presentano altri due volumi, dedicati ai "gruppi extraparlamentari" e "all'Ultrasinistra" (VALLAURI, 1976 e MONICELLI, 1978).

Piuttosto cronache, viste dall'interno, che vere e proprie storie sono due piccoli volumi dedicati al PdUP e ad altri "partitini" di estrema sinistra (PELLEGRINI-PEPE, 1977 e PROTTI, 1979). Lo stesso si dica per due ulteriori contributi sul partito radicale (AGHINA-JACCARINO, 1977 e MORABITO, 1977).

5.5 Sui partiti intermedi: Partito socialista democratico italiano, Partito repubblicano italiano, Partito liberale italiano

Chiamo partiti intermedi i tre piccoli partiti che si collocano al centro dello schieramento, sulla destra e sulla sinistra della DC. Vengono chiamati di solito "partiti minori di centro", "the smaller parties" dei politologi americani. Nonostante le loro ridotte proporzioni questi partiti hanno sempre giocato, com'è noto, un ruolo molto importante nelle coalizioni di governo. Il segretario di uno di loro, il repubblicano Spadolini, è l'attuale Presidente del Consiglio dei ministri.

Purtroppo, il quadro della letteratura critica su questi pur interessanti partiti è del tutto desolante. Sul PRI, uno dei più antichi partiti italiani, esistono appunto molte ricostruzioni storiche che risalgono al Risorgimento (alcune dello stesso Spadolini, storico di professione), ma nessuna analisi contemporanea. Qualche notizia la si ricava dai manuali di storia dei partiti che ho ricordato al punto 1 di questo report. Lo stesso discorso vale per il PLI, per il quale si può ricordare una utile monografia che si ferma però a metà degli anni sessanta (CIANI, 1968). Solo al PSDI è stato dedicato, peraltro da un suo dirigente, un grosso volume di cronologia, documentazione e commento ai congressi: ma, nonostante le dimensioni, l'opera non raggiunge mai un livello di dignità scientifica. E' solo una base per vere e proprie analisi politologiche (AVERARDI, 1977).

Posso ricordare in questa sede il lavoro, agile ma esaurientemente, di un politologo americano, dedicato però ai soli risultati conseguiti dai tre partiti nelle elezioni del 1979 con qualche breve cenno alle loro vicende negli anni immediatamente precedenti (LEONARDI, 1981).

5.6 Sul Movimento sociale italiano e la destra

Ancora una volta per quanto riguarda la letteratura sui partiti italiani, anche nel caso del MSI i contributi migliori sono di autori stranieri. Si tratta, in questo caso, di una tedesca (ROSENBAUM, 1977) e di un americano (WEINBERG, 1979). I due testi sono di grande interesse proprio perché rappresentano le uniche trattazioni organiche su un partito, del quale si ignora altrimenti tutto. Si tratta di due ricostruzioni prevalentemente storiche, in cui prevale l'analisi del dibattito ideologico attraverso i congressi e della residua tradizione fascista che ancora condiziona se non le scelte pragmatiche, i programmi del MSI. Più solido e esauriente il volume della Rosenbaum, che tocca anche il delicato problema della violenza e del terrorismo neo-fascisti; con qualche aspetto originale per quanto riguarda la distribuzione dei voti al MSI per ceti sociali e per regioni quello di Weinberg.

L'unica analisi elettorale dedicata esclusivamente al MSI che io conosca è quella di una giovane studiosa toscana che ha preso in considerazione i risultati del

1976 (BARTOLINI, 1979). Riferimenti al voto del MSI e della destra con speciale riguardo al Mezzogiorno e alle città di Reggio Calabria e di Catania sono nel già citato volume sulle elezioni del 1972, che videro una crescita improvvisa ma provvisoria del MSI (CACIAGLI-SPREAFICO, 1975).

Con un approccio di psicologia sociale si presenta invece il saggio di Nesti (NESTI, 1979), mentre frequenti, ma non organici sono i richiami al MSI nell'opera di Galli dedicata al ruolo della destra internazionale su alcuni sviluppi della crisi italiana (GALLI, 1974).

BIBLIOGRAFIA

1. Il contributo della storiografia.

ALFASSIO GRIMALDI-LANCHESTER (1978): O. Alfassio Grimaldi e F. Lanchester, Principi senza scettro. Storia dei partiti politici italiani, Sugarco Edizioni, Milano, 1978.

AMATO (1978): P. Amato, Il PSI fra frontismo e autonomia, Lerici, Roma, 1978.

ARFE' (1976): G. Arfè e al., Storia del PSI: 1892-1975, Cooperativa ed. univ., Firenze, 1976.

CAROCCI (1975): G. Carocci, Storia di Italia dall'Unità a oggi, Feltrinelli, Milano, 1975.

COMBA (1978): A. Comba, "Pri", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 1°-2°, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

DE ROSA (1972): G. De Rosa, I partiti politici in Italia, Minerva italica, Bergamo, 1972.

DE LUNA (1978): Giovanni De Luna, "Neofascismo", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 2°, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

FOA (1978): Vittorio Foa, "Movimento socialista: tra riformismo e massimalismo", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 2, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

GALLI (1975): Giorgio Galli, Storia del PCI, Bompiani, Milano, 1975.

GALLI (1977): Giorgio Galli, I partiti politici in Italia, UTET, Torino, 1977.

GALLI (1978a): Giorgio Galli, "La Democrazia Cristiana", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 1°, La Nuova Italia, Firenze, 1978;

GALLI (1978b): Giorgio Galli, Storia della Democrazia Cristiana, Laterza, Bari, 1978.

LANZARDO (1978): L. Lanzardo, "Partito comunista: la via italiana al socialismo", in Il mondo contemporaneo, vol. I, 2°, La Nuova Italia, Firenze, 1978.

LEONE (1980): Francesco Leone, Storia dei partiti politici in Italia, Guida, Napoli, 1980.

PINZANI (1976): C. Pinzani, "L'Italia repubblicana", in Storia d'Italia, vol. IV, Dall'Unità ad oggi, 3°, Einaudi, Torino, 1976.

SPRIANO (1967-1974): P. Spriano, Storia del Partito Comunista italiano, Einaudi, Torino, 1967-1974.

VALLAURI (1976a): Carlo Vallauri (a cura di), La ricostruzione dei partiti democratici, Bulzoni, Roma, 1976.

VALLAURI (1976b): Carlo Vallauri, I partiti in Italia dal 1943 al 1975, Bulzoni, Roma, 1976.

2. Il sistema partitico

GALLI (1966): G. Galli, Il bipartitismo imperfetto, Il Mulino, Bologna, 1966.

GALLI, (1972): Giorgio Galli, Il difficile governo, Il Mulino, Bologna, 1972

GALLI (1975): Giorgio Galli, Dal bipartitismo imperfetto alla possibile alternativa, Il Mulino, Bologna, 1975.

GRAZIANO (1979): Luigi Graziano, "Compromesso storico e democrazia consociativa: verso una 'nuova democrazia'?", in L. GRAZIANO-S. TARROW, La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.

FARNETI (1980): P. Farneti, "Dove va il sistema politico italiano?" in Mondoperaio, ottobre 1980.

LEONARDI (1978): Robert Leonardi, "Polarizzazione o convergenza nel sistema politico italiano?", in A. MARTINELLI-G. PASQUINO, La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.

PELLICANI (1974): L. Pellicani, "Verso il superamento del pluralismo polarizzato", in Rivista italiana di Scienza politica, 3°, 1974.

PUTNAM, LEONARDI, NANETTI (1981): R.D. Putnam, R. Leonardi, R.Y. Nanetti, "Polarization and Depolarization in Italian Politics 1968-1981", paper presentato all'Annual meeting 1981 dell'American Political Science Association, settembre 1981.

SARTORI (1966): G. Sartori, "European Political Parties: the Case of Polarized Pluralism", in J. LA PALOMBARA- M. WEINER (a cura di), Political Parties and Political Development, Princeton Un. Press, Princeton, 1966.

SARTORI (1967): G. Sartori, "Bipartitismo imperfetto o pluralismo polarizzato", in Tempi moderni, autunno 1967.

SARTORI (1974a): G. Sartori, "Il caso italiano: salvare il pluralismo e superare la polarizzazione", in Rivista italiana di Scienza politica, 3°, 1974.

SARTORI (1974b): G. Sartori, "Rivisitando il pluralismo polarizzato", in L. CAVAZZA-S.R.GRAUBARD (a cura di), Il caso italiano, Garzanti, Milano, 1974.

SARTORI (1982): G. Sartori, "Il pluralismo polarizzato: critiche e repliche", in Rivista Italiana di Scienza politica, 1°, 1982.

3. Partiti e comportamento elettorale

BARBAGLI (1979): M. Barbagli, P. Corbetta, A. Parisi, H. Schadee, Fluidità elettorale e classi sociali in Italia, Il Mulino, Bologna, 1979.

CACIAGLI-SPREAFICO (1975): Mario Caciagli-Alberto Spreafico (a cura di), Un sistema politico alla prova, Il Mulino, Bologna, 1975.

CATTANEO (1968a): Istituto Cattaneo, Il comportamento elettorale in Italia, Il Mulino, Bologna, 1968.

GHINI (1975): C. Ghini, Il voto degli italiani, Editori Riuniti, Roma, 1975

GHINI (1976): C. Ghini, Il terremoto del 15 giugno, Feltrinelli, Milano, 1976.

LA PALOMBARA-SPREAFICO (1963): J. La Palombara-A. Spreafico (a cura di), Elezioni e comportamento politico in Italia, Edizioni di Comunità, Milano, 1963.

MARTINOTTI (1978): G. Martinotti, "Le tendenze dell'elettorato italiano", in A. MARTINELLI-G. PASQUINO, La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.

PARISI (1980): A. Parisi (a cura di), Mobilità senza movimento. Le elezioni del 3 giugno 1975, Il Mulino, Bologna, 1980.

PASQUINO-PARISI (1977): G. Pasquino-A. Parisi (a cura di), Continuità e mutamento elettorale in Italia, Il Mulino, Bologna, 1977.

PASQUINO-PARISI (1979): G. Pasquino-A. Parisi, "Changes in Italian Electoral Behavior. The Relationship between Parties and Voters", in West European Politics, ottobre 1979.

PENNIMAN (1977): R. Howard Penniman (a cura di), Italy at the Polls. The Parliamentary Elections of 1976, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1977.

PENNIMAN (1981): R. Howard Penniman, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1981

RADI (1977): L. Radi, Il voto dei giovani, Sei, Torino, 1977.

SADOCCHI (1976): S. Sadocchi, "Aree elettorali e forza dei partiti: 1968-76", in Rivista italiana di Scienza politica, 3°, 1976.

SANI (1975): Giacomo Sani, "Ricambio elettorale e identificazioni partiti che: verso una egemonia delle sinistre", in Rivista Italiana di Scienza politica, 3°, 1975.

SANI (1978): Giacomo Sani, "La composizione degli elettorati comunista e democristiano", in A. MARTINELLI-G. PASQUINO, La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.

SANI (1979): Giacomo Sani, "Ricambio elettorale, mutamenti sociali e preferenze politiche", in L. GRAZIANO-S. TARROW, La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.

URBANI (1979): G. Urbani (a cura di), 1978: elezioni con sorpresa, Centro Einaudi, Torino, 1979.

4. I partiti nel sistema politico

ALLUM (1976): P.A. Allum, Anatomia di una Repubblica, Feltrinelli, Milano, 1976.

BOURRICAUD (1974): F. Bourricaud, "Partitocrazia: consolidamento o rottura?", in F.L.CAVAZZA-S.R.GRAUBARD, Il caso italiano, Garzanti, Milano, 1974.

CAZZOLA (1974): Franco Cazzola, Governo e opposizione nel Parlamento italiano, giuffrè, Milano, 1974.

CAZZOLA (1974): Franco Cazzola, "Partiti e sottogoverno. Note sul sistema politico italiano", in Rassegna italiana di sociologia, 3°, 1974.

DI PALMA (1978): G. Di Palma, Surviving without Governing. The Italian Parties in Parliament, University of California Press, Berkeley, 1977.
Tr.it. Sopravvivere senza governare, Il Mulino, Bologna, 1978.

DOGAN-PETRACCA (1968): M.Dogan-O.M.Petracca(a cura di), Partiti politici e strutture sociali in Italia, Edizioni di Comunità, Milano, 1968.

FARNETI (1976): P.Farneti, "I partiti e il sistema di potere", in V. CASTRONUOVO, L'Italia contemporanea, Einaudi, Torino, 1976.

FEDELE (1979): M. Fedele, Classi e partiti negli anni settanta, Editori Riuniti, Roma, 1979.

GALLI (1974): Giorgio Galli, "L'intersecazione delle classi sociali nei partiti", in F.L. CAVAZZA-S.R.GRAUBARD, Il caso italiano, Garzanti, Milano, 1974.

INGRAO (1981): P.Ingrao, L.Poggi, S.Cotturri, S.Vacca, A.Bolaffi, M.Magno, Il partito politico e la crisi dello stato sociale: ipotesi di ricerca, De Donato, Bari, 1981.

ILARDI (1980): M. Ilardi, Metropoli e potere. La crisi del partito politico, Cappelli, Bologna, 1980.

PASQUINO (1980): G.Pasquino, Crisi dei partiti e governabilità, Il Mulino, Bologna, 1980.

PASQUINO (1982): G.Pasquino, Degenerazioni dei partiti e riforme istituzionali, Laterza, Bari, 1982.

PIZZORNO (1969): A.Pizzorno, "Elementi di uno schema teorico con riferimento ai partiti politici in Italia", in G.SIVINI, Partiti e partecipazione politica in Italia, Giuffrè, Milano, 1969.

RADI (1975): L.Radi, Partiti e classi in Italia, Società editrice internazionale, Torino, 1975.

RUSCONI (1977): G.E.Rusconi, "I partiti italiani di fronte ai movimenti collettivi", in Riv. di Storia contemporanea, 4°, 1977.

SARTORI (1973): G.Sartori, Correnti, frazioni e fazioni nei partiti politici italiani, Il Mulino, Bologna, 1973.

5.1 Sul Partito Comunista Italiano

ANNALI FELTRINELLI (1981): Annali Feltrinelli, Il partito comunista italiano. Struttura e storia dell'organizzazione, Feltrinelli, Milano, 1981.

ARE (1980): G.Are, Radiografia di un partito. Il PCI negli anni '70: struttura e evoluzione, Rizzoli, Milano, 1980.

BARBAGLI-CORBETTA (1978a): M.Barbagli-P.Corbetta, "Partito e movimento: aspetti del rinnovamento del PCI", in Inchiesta, vol. XXXI, gen-feb 1978.

BARBAGLI-CORBETTA (1978b): M.Barbagli-P.Corbetta, "Una tattica e due strategie. Inchiesta sulla base del PCI", in Il Mulino, 5°, 1978.

BARBAGLI-CORBETTA (1980): M.Barbagli-P.Corbetta, "L'elettorato, l'organizzazione del PCI e i movimenti", in Il Mulino, 2°, 1980.

BARBAGLI-CORBETTA (1981): M.Barbagli-P.Corbetta, "La svolta del PCI", in Il Mulino, 1°, 1981.

BLACKMER (1968): L.M.Blackmer, "Unity in Diversity. Italian Communism and the Communist World" in M.I.T. Press, Cambridge, 1968.

BLACHMER-TARROW (1975 e 1976): L.M.Blackmer-S.Tarrow (a cura di) Communism in Italy and France, Princeton U.Press, Princeton, 1975.
Tr.it. Il comunismo in Italia e in Francia, Etas Libri, Milano, 1976.

CATTANEO (1967): Istituto Cattaneo, L'attivista di partito, Il Mulino, Bologna, 1967.

CATTANEO (1968b): Istituto Cattaneo, L'organizzazione partitica del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.

CATTANEO (1968c): Istituto Cattaneo, La presenza sociale del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.

GENTH-ALTVATER (1977): R.Genth-E.Altvater, "Politische Konzeptionen und Schwierigkeiten der Kpi in der Krise - ein Aufriss von Problemen einer Strategie der Arbeiterbewegung", in Probleme des Klassenkampfes, 26° e 27°, 1977

HELLMAN (1980): S.Hellman, "Il PCI e l'ambiguità dell'autunno caldo a Torino", in Il Mulino, 3°, 1980.

LANCHESTER (1981): F.Lanchester, "Le analisi del sistema politico e il ruolo del PCI", in Critica marxista, 2°, 1981.

LANGE (1979a): P.Lange, "Crisis and Consent. Change and Compromise: Dilemmas of Italian Communism in the 1970s" in West European Politics, 3°, 1979.

LANGE (1979b): P.Lange, "Il PCI e i possibili esiti della crisi italiana", in L.GRAZIANO-S.TARROW, La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.

MACOMA (1980): N.Macoma, "I comunisti con incarichi elettivi: una ricerca", in Politica ed economia, 3°, 1980.

MAMMARELLA (1976): G.Mammarella, Il partito comunista italiano, Vallecchi, Firenze, 1976.

MANNHEIMER-SEBASTIANI (1981): R.Mannheimer-C.Sebastiani, "Concezioni del partito nei quadri PCI", in Ricerche CESPE, Materiali del Centro Studi di politica economica, 11°, 1981.

PADOVANI (1976): M.Padovani, La longue marche. Le PC italien, Calmann-Levy, Parigi, 1976.

SEBASTIANI (1980): C.Sebastiani, "Il funzionario del Partito Comunista: un profilo", in Bollettino CESPE-Congiuntura Sociale, 1°, 1980.

SIVINI (1969): G.Sivini, "Struttura organizzativa e partecipazione di base nel PCI", in G.SIVINI (a cura di), Partiti e partecipazione politica in Italia, Giuffrè, Milano, 1969.

SOC. DU COMM. (1974): Soc. du Comm., Sociologie du comunisme in Italie, Colin, Parigi, 1974.

TARROW (1967 e 1972): S.Tarrow, Peasant communism in Southern Italy, Yale Un. Press, 1967. Tr.it. Partito comunista e contadini nel Mezzogiorno, Einaudi, Torino, 1972.

TIMMERMAN (1975): H.Timmermann, I comunisti italiani, De Donato, Bari, 1975.

5.2 Sulla Democrazia Cristiana

ALLUM (1973 e 1975): P.Allum, Politics and Society in Post-War Neaples, Cambridge Un.Press, Cambridge, 1973. Tr.it. Potere e società a Napoli nel dopoguerra, Einaudi, Torino, 1975.

BAGET BOZZO (1974): G. Baget Bozzo, Il partito cristiano al potere. La DC di De Gasperi e di Dossetti 1945-1954, Vallecchi, Firenze, 1974.

BAGET BOZZO (1977): G. Baget Bozzo, Il partito cristiano e l'apertura a sinistra. La DC di Fanfani e di Moro, 1953-1962, Vallecchi, Firenze, 1977.

CACIAGLI (1977): M. Caciagli et al., Democrazia cristiana e potere nel Mezzogiorno, Guaraldi, Firenze, 1977.

CALISE (1978): M. Calise, Il sistema democristiano. Mediazione e conflitto nelle campagne democristiane, De Donato, Bari, 1978.

CALISE-MANNHEIMER (1982): M. Calise-R. Mannheimer, I governi misurati, Il Mulino, Bologna, 1982.

CAPRARA (1975): M. Caprara, I Gava, Feltrinelli, Milano, 1975.

CASSANO (1979): F. Cassano, Il teorema democristiano, De Donato, Bari, 1979.

CATTANEO (1967): Istituto Cattaneo, L'attivista di partito, Il Mulino, Bologna, 1967.

CATTANEO (1968b): Istituto Cattaneo, L'organizzazione partitica del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.

CATTANEO (1968c): Istituto Cattaneo, La presenza sociale del PCI e della DC, Il Mulino, Bologna, 1968.

CAZZOLA (1979): F. Cazzola, Anatomia del potere DC, De Donato, Bari, 1979.

CHASSERIAUD (1965): Y.P. Chasseriaud, Le parti démocrates chretien in Italie, Colin, Parigi, 1965.

DC DOPO PRIMO VENTENNIO (1969): AA.VV., La DC dopo il primo ventennio, Marsilio, Padova, 1968.

GALLI-FACCHI (1962): G. Galli-P. Facchi, La sinistra democristiana. Storia e ideologia, Feltrinelli, Milano, 1962.

GIACOMANTONIO (1975): A. Giacomantonio et al., Tutto il potere della DC, Coines, Roma, 1975.

GODECHOT (1964): T.Godechot, Le parti démocrates chrétién italien, Pichon et Durand-Anzias, Parigi, 1964.

ISNENGHI-LANARO (1978): M.Isnenghi-S.Lanaro (a cura di), La democrazia cristiana dal fascismo al 18 aprile, Marsilio, Venezia, 1978.

LEONARDI (1974): R.Leonardi, "Opinioni politiche delle correnti democristiane in Emilia Romagna", in Rivista italiana di scienza politica, 1974.

MARTINELLI (1974): A.Martinelli, "Organized Business and Italian Politics: Confindustria and the Christian Democrats in the Postwar Period", in West European Politics, 1979.

ORFEI (1976): R.Orfei, L'occupazione del potere. I democristiani '45-'75, Longanesi, Milano, 1976.

PARISI (1979): A.Parisi (a cura di), Democristiani, Il Mulino, Bologna, 1979.

PASQUINO (1975): G.Pasquino, "Crisi della DC e evoluzione del sistema politico", in Rivista italiana di scienza politica, 2°, 1975.

PASQUINO (1978): G.Pasquino, "Democrazia cristiana, trasformazioni partitiche e mediazione politica", in A.MARTINELLI-G.PASQUINO (a cura di), La politica nell'Italia che cambia, Feltrinelli, Milano, 1978.

PASQUINO(1979a):G.Pasquino,"Recenti trasformazioni nel sistema di potere della democrazia cristiana", in L.GRAZIANO-S.TARROW, La crisi italiana, Einaudi, Torino, 1979.

PASQUINO (1979b): G.Pasquino, "Italian Christian Democracy:A Party for All Seasons", in West European Politics, ott. 1979.

PASQUINO (1979c): G.Pasquino, "Il problema delle alleanze. Il rapporto con gli altri partiti tra analisi e pressioni", in A.PARISI (a cura di), Democristiani, Il Mulino, Bologna, 1979.

POLITICA E SOCIETA' (1980): "La Dc e la società toscana", in Politica e società, maggio-giugno 1980.

SIVINI (1967): G.Sivini, "Gli iscritti alla Democrazia Cristiana e al Partito comunista italiano", in Rassegna italiana di sociologia, vol. VIII, 1967.

TAMBURRANO (1974): G.Tamburrano, L'iceberg democristiano, Sugarco, Milano, 1974.

TEMPESTINI (1982): A.Tempestini, "Le correnti democristiane: struttura e ideologia dal 1943 al 1980", in Il Ponte, maggio 1982.

WERTMAN (1981): D.Wertman, "The Christian Democrats: master of survival", in PENNIMAN, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1981.

ZUCKERMAN (1979): A.Zuckerman, The Politics of Faction: Christian Democratic Rule in Italy, Yale Un.Press, New Haven, 1979.

5.3 Sul Partito Socialista Italiano

BARNES (1967): S.H.Barnes, Party Democracy. Politics in an Italian Socialist Federation, Yale Un.Press, New Haven, 1967.

CAZZOLA (1967): F.Cazzola, Carisma e democrazia sul socialismo italiano, Istituto Luigi Sturzo, Roma, 1967.

CAZZOLA (1970): F.Cazzola, Il partito come organizzazione. Studio di un caso: il PSI, Edizioni del Tritone, Roma, 1970.

CAZZOLA (1982): F.Cazzola, "Il PSI negli anni settanta: un lungo viaggio alla ricerca dell'identità perduta", in Schema, 9°-10°, 1982.

HINE (1979): D.Hine, "The Italian Socialist Party under Crise: Surviving But Not Reviving", in West European Politics, ott. 1979.

LANDOLFI (1977): A.Landolfi, Il socialismo italiano, Lerici, Milano, 1977.

PASQUINO (1979): G.Pasquino, "The Italian Socialist Party: an Irreversible Decline", in H.PENNIMAN (a cura di), Italy at the Polls. The Parliamentary Elections of 1976, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1977.

PASQUINO (1980): G.Pasquino-M.Rossi, "Quali compagni, quale partito, quale formula politica? Un 'indagine sul PSI", in Il Mulino, gennaio 1980.

PASQUINO (1981): G.Pasquino, "The Italian Socialist Party: Electoral Stagnation and Political Indispensability", in H.PENNIMAN, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, american Enterprise Institute, Washington D.C., 1981.

PASQUINO (1982): G.Pasquino (a cura di), "Un partito che si cerca: il PSI", parte monografica de Il Mulino, 3°, 1982.

SPINI-MATTANA (1981): V.Spini-S.Mattana (a cura di), I quadri del PSI, quaderni del circolo Rosselli, Nuova Guaraldi, Firenze, 1981.

STRIMATI (1981): V.Strimati, Politica e cultura nel Partito socialista italiano (1945-1978), Liguori, Napoli, 1981.

5.4 Sui radicali e sulla Nuova Sinistra

AGHINA-JACCARINO (1977): G.Aghina-C.Jaccarino, Storia del partito radicale, Gammalibri, Milano, 1977.

IGNAZI-PASQUINO (1981): P.Ignazi-G.Pasquino, Da partito-movimento a partito-istituzione (Il PR dal 1977 al 1979), Istituto Cattaneo, 1981.

MONICELLI (1978): M.Monicelli, L'ultrasinistra in Italia, Laterza, Bari, 1978.

MORABITO (1977): F.Morabito, La sfida radicale, Sugarco, Milano, 1977.

PELLEGRINI-PEPE (1977): R.Pellegrini-G.Pepe, Uscire è difficile. Breve storia del PDUP per il comunismo, Savelli, Roma, 1977.

PROTTI (1979): P.Protti, Cronache di "Nuova sinistra", Gammalibri, Milano, 1979.

TEODORI-IGNAZI-PANEBIANCO (1977): M.Teodori-P.Ignazi-A.Panebianco, I nuovi radicali, Mondadori, Milano, 1977.

VALLAURI (1976): C.Vallauri, I gruppi extra parlamentari di sinistra, Bulzoni, Roma, 1976.

VETTORI (1973): G.Vettori (a cura di), La sinistra extraparlamentare in Italia. Storia, documenti, analisi politica, Newton Compton, Italiana, Roma, 1973.

5.5 Sui partiti intermedi: Partito socialista democratico italiano, Partito repubblicano italiano, Partito liberale italiano.

AVERARDI (1977): G.Averardi, I socialisti democratici (da Palazzo Barberini al 1969), Sugarco, Milano, 1977.

CIANI (1968): A.Ciani, Il Partito liberale italiano da Croce a Malagodi, ESI, Napoli, 1968.

LEONARDI (1981): R.Leonardi, "The Victors: The Smaller Parties in the 1979 Italian Elections", in H.PENNIMAN, Italy at the Polls, 1979. A Study of the Parliamentary Elections, American Enterprise Institute, Washington D.C., 1981.

5.6 Sul Movimento sociale italiano e la destra.

BARTOLINI (1979): B.Bartolini, "Analisi ecologica del voto del MSI-DN alle elezioni politiche del 20 giugno 1976", in Rivista italiana di scienza politica, 2°, 1979.

GALLI (1974): G.Galli, La crisi italiana e la destra internazionale, Mondadori, Milano, 1974.

NESTI (1979): A.Nesti, "Sociologia del neofascismo", in A.NESTI, Utopia e società, Gamma, Roma, 1979.

ROSENBAUM (1975): P.Rosenbaum, Il nuovo fascismo. Da Salò ad Almirante, Feltrinelli, Milano, 1975.

WENBERG (1979): L.B.Wenberg, After Mussolini: Italian Neo-Fascism and the Nature of Fascism, Un.Press of America, Washington D.C., 1979.

PARTIES AND PARTY SYSTEMS IN SOUTHERN EUROPEAN COUNTRIES

REPORT ON GREECE

by

George Th. Mavrogordatos

University of Athens

and

Elias Nicolacopoulos

National Social Research Center

Presented to the ECPR Standing Group on Southern European
Politics, Barcelona, 6-7 November 1982

Introduction

Despite a prolific political literature, the study of political parties and of the party system in Greece remains neglected and undeveloped to a surprising degree. It has long been obstructed by a set of enduring myths and misconceptions. In recent years, it has also been hindered by the lack of relevant empirical and especially survey data, and by the overall absence of adequate research resources. This brief report will review the current state of research, with highly selective references to the literature (except that which is only available in Greek).

The character of political parties in Modern Greece has been the object of an almost uninterrupted and often confusing public debate, which started immediately after independence (1830) and continues to the present day. Inextricably linked to the overall issue of the country's westernization, this debate has measured Greek parties against the presumed requirements of democracy and modernity and has consistently found them lacking.

For over a century, the debate has been based on the distinction between "personal parties" and "parties of principle." The term "personal" implies the informal structure of a party of notables, each with his own local clientele, put together and led more or less autocratically by an individual leader, with whom the party is identified. With the obvious exception of the Communist Party or KKE (founded in 1918), Greek political parties have been perennially denigrated as merely "personal," and the emergence of "parties

of principle" has remained on the political agenda down to the present. As recently as October 1982, the abolition of personal preference votes in parliamentary elections was thus hailed as a reform which would engineer the formation of "parties of principle" at last.

Although the traditional distinction between "personal parties" and "parties of principle" refers primarily to party structure, the unfortunate choice of terms has lent itself to a literal interpretation and has thereby led to procrustean simplifications. By virtue of being "personal" rather than "parties of principle," Greek political parties have been commonly denied any distinctive ideological or programmatic content. A related myth maintains that they simply vanish as soon as their leaders die or retire. Party competition and conflict are explained away in terms of the personal ambitions, popularity, and views of individual leaders, mostly over foreign policy. In this perspective, the question of linking party conflict to social cleavages does not even arise, while the concept itself of a party system seems irrelevant.

This superficial and distorted image has been typical of foreign observers. But it has also been promoted by traditional historiography, focusing as it does on individual actors and diplomatic history. The recent fad of sweeping explanations exclusively based on clientelism has painted a similar picture, with the added aura of social science. For its part, radical historiography of ostensibly Marxist inspiration also subscribes to essentially the same conception, since it typically takes for granted that all other parties except the KKE have represented an undifferentiated ruling "oligarchy." Their

conflicts are thus attributed to mere "family quarrels" within the "oligarchy" and to their links with competing foreign powers.

Under the circumstances, current or future research on political parties in Greece is bound to be thoroughly revisionist with respect to prevailing myths and misconceptions. It is also bound to be consciously comparative, if the supremely parochial blinkers of Greek scholarship are to be overcome. Nevertheless, valuable insights may be derived from the most perceptive older authors, such as Aspreas and Dafnes, and from the early Greek Marxists, such as Skleros, Kordatos, and Maximos.

Several key questions need to be answered for each historical period, including the present. One would be the actual structure and operation of political parties, on both the national and the local level, which is of course not reducible to, nor exhausted by, patron-client transactions. Whereas the actual operation and dynamics of clientelism itself require empirical investigation, priority should be given to hitherto neglected aspects, such as the party elite and the parliamentary caucus in particular, the party press, political clubs and associations, the emergence and implications of party identification on the mass level. Another key area involves the distinctive ideologies, programs, and policies associated with particular parties. Finally, the most neglected and crucial question concerns the links between party conflict and significant cleavages in the Greek social structure, whether class, ethnic, regional, religious, or, more broadly, cultural.

Research along these lines should be expected to produce a picture significantly or even radically different from the one conventionally accepted. It will also make it possible to address broader issues of historical continuity concerning the party systems of successive periods. These expectations are already born out by some of the recent studies reviewed below.

The Period 1821-1862

The superficial and distinctly polemical view of Greek political parties as mere instruments of foreign powers has always appeared most plausible, even irresistible, in the case of the very first party system of independent Greece, which emerged towards the end of the War of Independence and dominated Greek politics for almost three decades, until the 1850s. The three so-called "foreign" parties of that period ("Russian," "French," and "English") are commonly regarded as mere appendages of the respective embassies, while their role is ignored or even dismissed as inconsequential.

The seminal and truly monumental study of Petropoulos¹ has finally laid to rest all such conceptions. He has not only demonstrated the key role of the three parties until 1844, but also shown their deep roots in Greek society and their identification with particular interests and policies, which largely explain their alignment with each of the three so-called protecting powers. It is no wonder that the clergy and peasantry most attached to Eastern Orthodox tradition should look to Russia, whereas military and popular irredentism turned to France. For their part, advocates of internal development

and modernization, such as westernized intellectuals, bureaucrats, and merchants, were of course Anglophile.

Despite the title and main focus of his book, Petropulos has also provided a landmark analysis of earlier developments, during the War of Independence itself. Following in his footsteps, Diamandouros² has focused on the cultural schism and political struggle between the indigenous traditional elites and the westernized modernizers, intent on creating a constitutional, secular, and legal-bureaucratic state with a regular army.

Insofar as these two studies deserve to be called "definitive" for the period until 1844, details of the general picture remain to be investigated in depth. One might think in particular of party structure and operation on the local level, especially during electoral contests. A fascinating issue for comparative analysis would be the conflict between indigenous traditional forces and modernizers identified with a foreign power. The case of the afrancesados in Spain immediately comes to mind. Nevertheless, the major remaining gap concerns the disintegration and eventual disappearance of the three "foreign" parties after 1844. Towards the end of King Otho's reign, political conflict seems to have become polarized between a "royal" party and a motley "constitutional" opposition, which was to oust him in 1862. A recent doctoral thesis³ provides a fresh and imaginative analysis of the transition to a new period.

The Period 1862-1909

Nothing comparable to the work of Petropoulos exists as yet on this crucial period, whose principal interest lies in the definitive institutionalization of parliamentary government and fair elections, followed by the emergence of a two-party system after 1880.

It is therefore for this period that various existing books are most useful and informative, even though they cover a longer time span, like the one by Korisis,⁴ or pay scant attention to parties as such, like the one by Dakin.⁵ Even older sources remain valuable, insofar as they could not fail to recognize the basic conflict between tradition and modernization underlying the confrontation between the "National" party of Deliyannes and the "Modernist" party of Trikoupes.

The emergence and operation of this two-party system remains practically virgin territory, which requires original and in-depth research on several levels.⁶ Suffice it to note the unprecedented "nationalization" of electoral competition, as party loyalties reached into even the most remote village. With reference to party institutionalization, suffice it to also note that the "Modernist" party was the first Greek party to elect a successor to its original leader. What is perhaps even more intriguing and certainly essential for an understanding of later developments is the decline of this two-party system, amidst the generalized crisis of legitimacy following the defeat of 1897. On the other hand, this is also the period that most readily lends itself to comparative analysis, given the parallels with contemporary Italy, Spain, and Portugal.

The Period 1909-1940

The military revolt which became the Revolution of 1909 marked the beginning of a new era in Greek party politics. It was to be dominated by the polarization between two political camps. Initially, it was a polarization between the new political forces, which founded the Liberal Party in 1910, and the defensive alliance of the so-called Old Parties, that is, the remnants of all pre-1909 parties. This polarization was transformed in 1915 into the National Schism between Venizelism and Antivenizelism, which in turn became an irreconcilable conflict between Republicanism and Royalism in the interwar period (1922-1940). With the foundation of the KKE in 1918, a tripolar structure came into being, which has remained the single most stable feature of the Greek party system to the present day, despite all the intervening changes and realignments.

It is perhaps not surprising that the KKE should have attracted more scholarly attention than any other Greek party, before or since. Nor is it surprising that available studies should remain unsatisfactory, whether they were inspired by undisguised hostility to the party, like the book by Kousoulas,⁷ or by sympathy for one of its factions in particular, like the book by Solaro.⁸ Apart from the obvious pitfalls of partisan passion, research on the KKE also involves formidable difficulties of access to essential information, despite the deceptive mass of party literature.

In contrast, the major bourgeois parties of this period (the Liberal Party and the People's Party, backbone of Antivenizelism) have received scant attention. Their bitter con-

frontation has been mostly examined as a protracted conflict between individual leaders. The National Schism of 1915 in particular is commonly conceived as a fateful duel between King Constantine and Venizelos. Otherwise, diplomatic history and endemic military intervention after 1922 are typically thought to exhaust the significance of political developments during this period.

The forthcoming book by Mavrogordatos⁹ is deliberately revisionist in intent and challenges this prevailing perception of the period as a succession of personality conflicts, foreign interventions, and military coups. Despite its title and main focus, it covers the earlier part of the period as well. The book dissects class, ethnic, and regional cleavages, and shows that the contending political forces drew the core of their mass support from distinctive coalitions of particular strata, groups, and areas. Venizelism thus represented the historic alliance between the entrepreneurial bourgeoisie and a potentially radical popular base. This alliance was forged around a program of modernization which had originally combined pragmatic irredentism with radical social reform, but was irreparably crippled by military defeat in 1922 and eventually by the Great Depression in 1931. In contrast, Anti-venizelism embodied a romantic reaction of the strata, groups, and areas affected or threatened by historical change. This analysis leads to a novel interpretation of the period as a protracted crisis of national integration, which eventually led to the demise of the Republic in 1935 and of parliamentary politics altogether in 1936.

Insofar as this study succeeds in painting the overall picture, it also points in several directions for further research. One would be party organization and actual operation, on which the book throws new light. Some of the minor parties and in particular the challenge to the existing party system represented by the Agrarian Party would be another. Finally, the apparent decline of the parties already on the eve of the dictatorship and their subsequent impotence for its duration (1936-1940) also require further investigation. Its results should be crucial for an understanding of wartime developments.

The Period 1940-1950

Wartime Occupation (1941-1944), which was marked by the emergence of a leftist mass resistance movement, and the ensuing Civil War, which ended in 1949, have determined and shaped postwar politics as a whole and continue to exert a powerful influence to the present day. Hence, the overwhelmingly greater part of recent research on Greek political history focuses on this critical decade. Nevertheless, despite the extensive literature, which was recently reviewed by Fleischer,¹⁰ political parties and especially the restructuring and operation of the party system have received scant attention. Out of the research conducted by Petropulos on the Occupation period, only a short article has appeared so far.¹¹

Perhaps the most important question for future research, also because of its later impact on the formation of the party system, should be the actual extent and social composition of popular support for the National Liberation Front (EAM), the major resistance organization. The prevailing view emphasizes

the broad interclass composition of EAM, as indicated by the massive participation of the rural population as well. Yet, more detailed research, especially on the urban areas, may bring out the distinctive class characteristics associated with postwar electoral support for the Left. The central hypothesis remains, nonetheless, that the Left as a whole, but also the KKE in particular, were shaped primarily by the resistance movement and the ensuing Civil War—a fact which accounts for the distinctly broader interclass electoral base of the postwar Greek Left as compared to its counterparts in Western Europe.

Equally important would be research on the social forces that opposed EAM and eventually formed the camp of the victors of the Civil War. A first hypothesis would be that, out of the social upheaval produced by the Occupation and subsequently by American intervention, a new bourgeoisie of nouveaux riches emerged, which became the backbone of the postwar Right, superseding to a considerable extent the historic cleavage of the National Schism.

The Period 1950-1967

Its derivation from the two historic cleavages produced by the National Schism and the Civil War was the principal characteristic of the party system during the first postwar period, which ended abruptly with the military coup of April 1967.¹² Not only the roots, but also the stability of this basically tripolar system are to be found in the juxtaposition and interconnection of these two historic cleavages.

There are two major studies on this period and especially on its last phase, which began with the rise to power of the Center Union in 1963. The book by Meynaud¹³ contains an overview of elections from 1946 to 1964, a detailed description of the political parties in the early sixties, as well as of the business elites and extraparliamentary forces. Although outdated in many respects, it remains the major reference for this period. The book by Legg¹⁴ adds little with respect to the party system, but contains an extensive and statistical analysis of the background and recruitment of the political elite.¹⁵

The party system of this period has also been studied from the perspective of electoral geography.¹⁶ The principal conclusion to be drawn from this research, especially by Nicola-copoulos,¹⁷ refers to the rapidly increasing homogeneity of party support throughout the country—a process which is directly linked to the continuous efforts to overcome the two historic cleavages. This process involves the Right, which was radically transformed since 1951-52 and thereby ceased to appear as a mere continuation of Antivenizelism, but became instead the camp of the victors of the Civil War. But the process also involves the Center, which was also radically transformed since 1960, becoming the counterpart of the restructured Right rather than a continuation of Venizelism (despite any ideological survivals).

The Period Since 1974

The fall of the dictatorship and the return to parliamentary politics in 1974 set in motion a restructuring of the party system which has resulted in the practically pure three-

party system of today—in many ways similar to the pre-1967 system. Nevertheless, these structural similarities should not obscure the fact that the three main parties of the period before 1967 no longer exist and that their place has been taken by three parties created (or legalized, in the case of the KKE) in 1974.

The most obvious question concerns the balance between continuity and change with respect to the pre-1967 period.¹⁸ This question concerns all three poles of the system. However, the central issue refers to the creation and spectacular rise of PASOK and especially to its Oedipal relationship with the pre-1967 Center Union. It is therefore on PASOK—its position on the party spectrum, its internal dynamics, ideology, cadres, and electoral support—that most studies of the party system since 1974 have focused, although a global approach is still lacking. Various approaches, which are not incompatible, have emphasized either its genealogical link to the Center Union, or the Left/Right dimension, or the comparison with other Socialist parties of Southern Europe or even with Latin American populist parties.¹⁹

Otherwise, despite the growing interest in almost all aspects of the party system, research is still mostly confined to elections and the political elite.²⁰ Studies on the structure and internal life of the parties would require their consent and cooperation.

NOTES

1. John Anthony Petropoulos, Politics and Statecraft in the Kingdom of Greece, 1833-1843 (Princeton: Princeton University Press, 1968).

2. Paraskevas Nikiforos Diamandouros, "Political Modernization, Social Conflict, and Cultural Cleavage in the Formation of the Modern Greek State: 1821-1828" (Ph.D. Dissertation in Political Science, Columbia University, 1972). University Microfilms International Order No. 75-25668.

3. D. Michalopoulos, Vie politique en Grèce pendant les années 1862-1869 (Athens: University of Athens, 1981). This was originally a thèse de 3ème cycle at the Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales in Paris.

4. Hariton Korisis, Die politischen Parteien Griechenlands: Ein neuer Staat auf dem Weg zur Demokratie, 1821-1910 (Hersbruck/Nürnberg: Verlag Karl Pfeiffer, 1966).

5. Douglas Dakin, The Unification of Greece, 1770-1923 (London: Ernest Benn, 1972).

6. A doctoral dissertation on the years 1875-1885 is currently being prepared by Katerina Gardikas at King's College, University of London.

7. D. George Kousoulas, Revolution and Defeat: The Story of the Greek Communist Party (London: Oxford University Press, 1965).

8. Antonio Solaro, Storia del Partito Comunista Greco (Milano: Nicola Teti, 1973).

9. George Th. Mavrogordatos, Stillborn Republic: Social Coalitions and Party Strategies in Greece, 1922-1936 (Berkeley: University of California Press, 1983).

10. Hagen Fleischer, "Greece Under the Axis Occupation: A Bibliographical Survey" in John O. Iatrides, ed., Greece in the 1940s: A Bibliographic Companion (Hanover, New Hampshire: University Press of New England, 1981).

11. John A. Petropoulos, "The Traditional Political Parties of Greece during the Axis Occupation" in John O. Iatrides, ed., Greece in the 1940s: A Nation in Crisis (Hanover, New Hampshire: University Press of New England, 1981).

12. On this period, see Constantine Tsoucalas, The Greek Tragedy (Harmondsworth: Penguin Books, 1969), also published in French as La Grèce de l'Indépendance aux colonels (Paris: Maspéro, 1970). Out of the three-volume history (1950-1961) by Linardatos, only one chapter has appeared in English: S. Linardatos, "The 1958 Greek Elections: A Reassessment," Journal of the Hellenic Diaspora, Vol. 4, No. 2 (Summer 1978), pp. 59-80.

13. Jean Meynaud, Les forces politiques en Grèce (Lausanne: Etudes de Science Politique, 1965). It was followed by his Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce (Montreal: Etudes de Science Politique, 1967), whose second edition appeared in 1970.

14. Keith R. Legg, Politics in Modern Greece (Stanford: Stanford University Press, 1969).

15. On the party system, see also the thesis of Stephanos Constantinides, "Le système des partis politiques grecs depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale jusqu'à 1975" (Université de Paris II, 1976).

16. See, e.g., Stathis Damianakos, "Géographie des élections dans l'agglomération urbaine d'Athènes 1956-1958" (DES de science politique, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, 1964); Stathis Damianakos, "Les fiefs électoraux en Epire," The Greek Review of Social Research (Special issue 1981), pp. 49-92; and Georges Tsembelis, "Analyse des correspondances: application a la géographie électorale de la Grèce (1958-1977)" (Thèse de Doctorat d'ingénieur, Université de Paris VI, 1979).

17. Elie Nicolacopoulos, "Les deux guerres civiles et le système des partis politiques en Grèce," paper presented at the ECPR Joint Sessions, Aarhus 1982. His doctoral dissertation will cover eventually elections from 1936 to 1974.

18. See, e.g., George Th. Mavrogordatos, "The Emerging Party System" in Richard Clogg, ed., Greece in the 1980s (London: Macmillan, forthcoming); and George Th. Mavrogordatos, "Democracia y socialismo en Grecia," Revista de Occidente, No. 12 (Marzo-Abril 1982), pp. 5-18.

19. See, e.g., Nicos Mouzelis, "On the Greek Elections," New Left Review, No. 108 (March-April 1978), pp. 59-74; Angelos Elefantis, "PASOK and the Elections of 1977: The Rise of the Populist Movement," in Howard R. Penniman, ^{ed.} Greece at the Polls: The National Elections of 1974 and 1977 (Washington: American Enterprise Institute, 1981), pp. 105-129; and G. Th. Mavrogordatos, "Un triunfo para el socialismo?", Leviatán, No. 6 (Invierno 1981), pp. 7-14.

20. See, e.g., Howard R. Penniman,^{ed.,} Greece at the Polls: The National Elections of 1974 and 1977 (Washington: American Enterprise Institute, 1981); Antonio Agosta, "Le elezioni del 1977 e le prospettive della nuova democrazia in Grecia," Rivista Italiana di Scienza Politica, Vol. 9, No. 1 (Aprile 1979), pp. 97-135; and George Th. Mavrogordatos, Rise of the Green Sun: The Greek Election of 1981, to be published as an occasional paper by the Centre of Contemporary Greek Studies, King's College, University of London. It may be added at this point that some of the broader historical overviews of elections in Greece may also refer to the parties and the party system of the various periods. See, e.g., Evangelos Voloudakis, "Recherche sur le suffrage politique en Grèce 1910-1975" (Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris II, 1977); and Ion Contiades, "Griechenland," in D. Sternberger and B. Vogel, eds., Die Wahl der Parlamente und Anderer Staatsorgane, Vol. 1 (Berlin, 1969), pp. 555-603.